

Pour une lecture profane des conflits et des guerres

En finir avec les interprétations ethnico-religieuses



Mariam Abou Zahab
Saïd Bouamama
Bernard Hourcade
Harana Paré
Catherine Samary
Michèle Sibony

Sommaire

Présentation p. 3

Guerres et crises politiques en Afrique : Pour une lecture historicisée et non ethniciste
Harana Paré p.5

Israël/Palestine : Substitution d'un conflit colonial et territorial en conflit confessionnel, le religieux, un marqueur du conflit et ses variables
Michèle Sibony p.12

Le religieux dans la crise yougoslave des années 90
Catherine Samary p.19

Pakistan : Conflit sunnites / chiites et changement social
Mariam Abou Zahab p.27

Iran : Derrière les antagonismes sunnites / chiites : le religieux , une arme d'influence
Bernard Hourcade p.34

L'instrumentalisation du religieux dans une nouvelle construction du « eux » et « nous »
L'Islam comme nouvel ennemi
Légitimation des interventions extérieures et des politiques xénophobes à l'intérieur
Saïd Bouamama p. 42

Dossier réalisé par Y.M. & A.V.

L'ensemble des textes du colloque sur <http://www.reperes-antiracistes.org/pages/pour-une-lecture-profane-des-conflits-et-des-guerres-8988754.html>

**« Pour une lecture profane des conflits et des guerres
En finir avec les interprétations ethnico-religieuses »**

25 octobre 2014

«L'Iran soutient Assad.

Mais les pays du Golfe sont contre Assad !

Assad est contre les Frères Musulmans.

Les Frères Musulmans et Obama sont contre le Général Sissi.

Mais les pays du Golfe sont pro-Sissi ! Ce qui veut dire qu'ils sont contre les Frères Musulmans !

L'Iran est pro-Hamas, mais le Hamas soutient les Frères Musulmans !

Obama soutient les Frères Musulmans, mais le Hamas est contre les Etats-Unis !

Les pays du Golfe sont pro-Américains.

Mais la Turquie est, avec les pays du Golfe, contre Assad, pourtant la Turquie est pour les Frères Musulmans et contre le Général Sissi.

Et le général Sissi est soutenu par les pays du Golfe !

Bienvenue au Moyen-Orient, passez une bonne journée.

Vous n'avez rien compris ? Ce n'est pas grave.

Comme disait l'historien français Henry Laurens, «Si vous avez compris quelque chose au Liban, c'est qu'on vous l'a mal expliqué.»

Cette citation extraite d'un courrier des lecteurs adressé au Financial Times le 22 août dernier témoigne de la complexité des situations, une complexité qui n'est d'ailleurs pas spécifique à cette seule région du monde. Néanmoins, dans un souci de simplification, la tentation de privilégier une lecture religieuse des conflits ne peut conduire qu'à une vision simpliste, erronée qui ne fait que semer trouble et confusion et nuire à l'intelligibilité des situations quand elle ne se révèle pas être une véritable imposture.

Nous avons intitulé ce colloque « **Pour une lecture profane des conflits et des guerres**-En finir avec les interprétations ethnico-religieuses »

Pourquoi « profane », et non pas « politique », « idéologique », voire même « anti-impérialiste », comme certains ont pu en faire la remarque ? Pour nous le terme « profane » dans le sens d'étranger au religieux.

D'autre part « lecture profane » en référence au livre de Lotfallah Soliman « Pour une histoire profane de la Palestine » paru en 1989 mais également en référence à celui de Georges Corm publié en 2012 « Pour une lecture profane des conflits »

Sans remonter très avant dans l'histoire, on ne peut faire l'impasse sur l'importance donnée par les colonisateurs à ce contexte pour mener à bien leur projet de domination et justifier leurs entreprises.

Aujourd'hui qu'il s'agisse de conflits internes à une société où, comme en France, l'on se trouve de fait face à la volonté de réduire une question sociale à une question de signes religieux, ou bien, au niveau international qu'il s'agisse de conflits et de guerres, opposant des Etats ou des Etats à des « minorités », c'est bien souvent au travers de ce prisme que l'on rend compte des situations.

Et cela n'est pas spécifique à l'Afrique ou au Moyen-Orient où certains veulent absolument réduire le conflit israélo-palestinien à un conflit confessionnel. L'Inde également est loin d'être épargnée tout comme le Pakistan. Plus près de nous géographiquement, l'Irlande et les crises des Balkans n'ont pas échappé non plus à cette lecture.

Certes il serait abusif de nier tout rôle du religieux ou de sous-estimer les dangers que représentent les dérives sectaires des intégrismes religieux .

Ignorance ou facilité journalistique face à la complexité des choses,, ...ou plus probablement vision occidental-centrée du monde,- hypothèses que les travaux de la journée confirmeront ou non-, les interprétations ethnico-religieuses sont une clef d'analyse trop souvent privilégiée pour expliquer nombre de situations....

Wahabisme, salafisme chez les musulmans, groupes fondamentalistes hindous,...sans oublier le rôle des groupes fondamentalistes chrétiens sur lesquels curieusement l'impassé est faite.

S'il appartiendra aux intervenants de déterminer la nature propre à chacun de ces mouvements, de les replacer dans leur contexte et d'analyser leur dynamique, on peut dès à présent avancer que l'irruption de ces groupes bouscule la représentation de l'espace politique et de ses acteurs à laquelle nous sommes habitués, représentation que l'on a la prétention de croire unique et universelle, avec les malentendus que cela peut créer.

Notre conception politique somme toute récente qui a dressé une ligne de séparation entre ce qui relève du politique, et ce qui relève du religieux ne nous empêche-t-elle pas de nous décentrer, et d'analyser les situations autrement qu'avec nos références ? Et cela, en dehors de toute hiérarchie ou jugement de valeurs.

Si comprendre pourquoi des idéologies de libération et d'émancipation des peuples ont pu connaître un tel échec jusqu'à laisser place à des partis se réclamant de la religion occuper un espace politique non négligeable, les travaux de la journée aborderont sans aucun doute

- les enjeux réels des conflits et de leurs causes profondes historiques, sociologiques, économiques, géostratégiques en mettant à jour le réseau d'intérêts croisés, de contradictions et de complicités comme celle des Etats-Unis alliés des talibans en Afghanistan ou celles de la France avec l'Arabie Saoudite.

Alors que les dernières révolutions arabes ne manqueront pas d'être évoquées, les intervenants seront sans doute également amenés (à l'occasion des exposés ou lors des débats qui suivront)

- à dénoncer les interventions extérieures, celles de la France en Afrique et ce dans un contexte global de reconfiguration de l'impérialisme et de son discours de légitimation dans lequel les Droits de l'Homme sont instrumentalisés, souvent érigés en dogme pareillement à une religion alors même que les droits des peuples ont été « rancardisés »

- à mentionner les ravages des politiques néo-libérales, celles du FMI qui ont démantelé les Etats et les services sociaux,

S'il est indéniable que la religion a toujours travaillé les sociétés et parfois de façon souterraine, aujourd'hui le démantèlement de l'action sociale de l'Etat tout comme les politiques autoritaires et répressives menées par les gouvernements en place ne laissent-ils pas la voie libre à ces mouvements qui se replient sur des valeurs identitaires et

préconisent des modes de vie et des formes d'organisation sociale tournés vers un passé souvent mythifié et pas des plus progressistes (sachant pertinemment qu'en la circonstance il est fait référence à notre propre échelle de valeurs) ? En tout cas un passé qui n'est pas celui des Qarmates qui, au IXème siècle, en Arabie orientale et dans le sud de l'Irak, ont fondé un Etat aux principes égalitaires étonnants, notamment entre hommes et femmes.

Se pose dès lors en creux la question centrale de comment refaire société

Un problème auquel ici même nous sommes confrontés tant l'Etat qui se concentre de plus en plus sur ses seules fonctions régaliennes ne répond plus aux aspirations d'une majorité grandissante de ses citoyens.

En lien direct avec ce qui a motivé ce colloque, on ne peut terminer sans réfléchir au traitement médiatique des dramatiques événements actuels qui soulève une dimension essentielle qu'analyse avec courage la Fondation Frantz Fanon lorsqu'elle souligne que l'émotion produite par les images insoutenables d'exécutions, l'accusation répétée de barbarie, outre qu'elle conduit à la déshumanisation des auteurs de ces atrocités participe dans un amalgame éhonté à diaboliser l'ensemble des musulmans suspectés de connivence culturelle avec les assassins et sommés d'approuver la nouvelle guerre proche-orientale de l'Occident, et les bombardements décidés par la civilisation ... Oubliant que depuis des dizaines d'années les guerres contre le terrorisme n'ont fait que développer ce phénomène et le rendre plus complexe.

En tout état de cause, pour nous militants antiracistes, l'enjeu est de taille : Cette mise en avant de la « sauvagerie » des acteurs qui de fait installe une dichotomie entre un « eux » barbare et un « nous » civilisé doit nous interpeller et oblige à nous interroger, d'autant que la montée de l'islamophobie demande de se positionner clairement.

A l'intérieur de notre mouvement la réflexion et l'intérêt pour les questions internationales se doivent d'être encore développés tant il est incontestable que la représentation qui est donnée de la situation internationale influence et détermine le regard que l'on porte sur l'étranger.

En jeu dès lors la question essentielle de la représentation, de la construction de l'image de l'Autre.

Merci

GUERRES ET CRISES POLITIQUES EN AFRIQUE : POUR UNE LECTURE HISTORICISÉE ET NON-ETHNICISTE.

Intervention de Harana PARÉ, enseignant, militant de l'AFASPA (Association française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique)

De toute évidence, en Afrique, les ethnies existent¹. Ce sont des réalités socio-historiques qui, comme telles, structurent entre autres, les sociétés et caractérisent en leur sein des groupes sociaux d'appartenance collective, réelle ou mythique. Résultat de la longue durée historique, elles manifestent la diversité des cultures qui se traduisent alors, matériellement, par une production spécifique d'espaces socio-temporels intégrés qu'animent des langues, des pouvoirs locaux institués, des pratiques culturelles propres, des modes de vie et des rapports sociaux de productions matérielles concrètes de classes ou de communautés de lignages.

¹ Un constat banal signe cette réalité : rares sont les Africains qui ne se reconnaissent d'aucune ethnie. Il existe cependant, dans les villes des éléments totalement détribalisés et qui ne pratiquent aucune langue africaine propre au continent et donc ne s'expriment que dans les langues de colonisation. La question de l'ethnie en Afrique a été en France, l'objet de débats dans les années 80 dans les sciences de l'homme. J L Amselle et Elikia Mbokolo ou J.P. Chrétien ont, à leur façon, alimenté ce débat par les publications suivantes : **Jean-Loup Amselle et Elikia Mbokolo**, *Au cœur de l'ethnie...* Paris, Ed. La Découverte, 1999. **J.Pierre Chrétien et G. Prunier**, *Les ethnies ont une histoire*. Paris, Ed. Karthala, 2003. Ce débat a interrogé la pertinence du concept d'ethnie sans nier l'objet, et critiqué l'abondance des approches a-historisantes.

De ce point de vue, il n'est pas faux de dire que les ethnies produisent l'ethnicité, tout comme les nations secrètent la nationalité. Forme élémentaire de la conscience d'appartenance à un groupe de référence identitaire, l'ethnicité déborde les individus et les marque, plus ou moins collectivement par des représentations ou des construits imaginaires polymorphes. Dans les contextes politiques marqués notamment par l'exacerbation des tensions sociales et où prédominent des rapports antagonistes violents de classes, l'ethnicité, faute de lucidité et de précautions, peut donner lieu à diverses manipulations idéologiques, et glisser inexorablement de l'appartenance ethnique, vers un ethnisme ou un ethnocentrisme réactionnaire. De tels ethnismes, à l'exemple des nationalismes étroits, fabriquent des clichés et, par dérives, préparent des ostracismes ou des massacres de masse².

Sortir d'une analyse substantiviste raciste de l'histoire africaine

Mais à expliquer ces horreurs qui caractérisent les crises actuelles en Afrique, par le seul facteur de

² On pense au génocide au Rwanda en 1994 et aux violences des guerres civiles au Nigéria, au Soudan, en Sierra Leone, au Libéria, en Somalie, etc.

l'ethnicité, comme tentent de le faire accroire certains auteurs et médias³, c'est, idéologiquement, faire le choix d'une analyse biologisante qui occulte la dimension sociale et historique de ces crises dont les racines plongent dans les modalités d'articulations des sociétés africaines aux différentes phases d'expansion du capitalisme historique et néo-impérial. C'est aussi, derrière ces crises, cacher les enjeux et les acteurs réels qui les provoquent et les entretiennent et que sont les



élites criminelles et mafieuses locales, la bancocratie mondiale et les multinationales occidentales intéressées à la prédation et au pillage de masses des ressources minières et énergétiques stratégiques⁴. Et c'est, seulement, à ce niveau précis, que ces crises dites ethniques apparaissent véritablement, pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des crises d'articulation extravertie au capitalisme, avec en prime l'épanouissement d'un sous-développement structurel.

Sans une analyse critique de ce procès historique, on s'interdit de comprendre les réactions

³ D'une façon générale les médias traitent l'actualité africaine sous un angle simpliste et économe en explications contextuelles, comme nombres d'auteurs aux vues étroites. Un exemple récent : Stephen Smith, expert autoproclamé, armé de raccourcis à deux balles, il éclaire tout un continent par des préjugés et des clichés éculés d'un autre âge. Il n'est malheureusement pas un cas isolé dans certains secteurs des élites de l'Etat français soumis à des vents nauséeux.

Lire Boubacar Boris Diop, Odile Tobner, François Xavier Verschave, Négrophobie Paris, Ed. Les Arènes, 2005 en réponse à "Négrologie" Paris, Ed. Calmann-Lévy, 2003 de Stephen Smith et autre discours de Dakar par N. Sarkozy.

⁴ Nous donnons ici quelques exemples français à savoir: Elf-Total-Fina, Bolloré, Bouygues, Lafarge, Générale des Eaux. Ces groupes participent activement au démantèlement des structures publiques d'encadrement social des Etats du pré-carré français en Afrique. Ici le contrôle des sources d'énergies par les groupes pétroliers français en Afrique centrale a fait plus de 100 000 morts au Congo. Ce qui nous fait dire que les morts congolais sont plutôt des morts du capitalisme et non de guerres ethniques. A cela, il faut ajouter l'instabilité structurelle entretenue en RDC-ex Zaïre, le pillage organisé de ses ressources par les multinationales occidentales en lien avec les élites locales, depuis l'assassinat de Patrice Lumumba en 1961. Ces opérations de prédation n'épargnent aucun pays ou secteur : les télécommunications, les forêts, l'eau, l'éducation, la santé, tout y passe, conjugué avec des contrats de ventes d'armes et le soutien aux divers satrapes au pouvoir.

ethnicistes qui adviennent en Afrique. Une telle réflexion, d'emblée, s'inscrit dans un combat d'idées et de clarification conceptuelle contre des monceaux de représentations et d'illusions plutôt politiques qu'identitaires ethniques, entretenues et véhiculées par de multiples acteurs au service continu du capitalisme. Et parmi ces acteurs, figurent au premier rang, les Etats contemporains dont on sait de toute évidence, qu'ils assurent les fonctions éminentes de prolongement et d'encadrement périphérique de la domination et de l'exploitation capitaliste. Dans ces conditions, la principale porte d'accès à l'analyse de l'articulation extravertie des sociétés africaines au système capitaliste s'ouvre par une clé double: la mise en place du système colonial et sa continuation néo coloniale.

Dès le départ, la cause est entendue. La vision idéologique qui découle du colonialisme, perçoit, avant tout, les crises africaines passées et actuelles, comme des crises de sauvagerie tribale ou ethnique. Or, à y regarder de près, ces crises s'inscrivent bien dans la dynamique de l'Histoire. Hier encore, et bien souvent, elles visaient à réaliser des projets d'Etats précis, fondés sur des oppositions de classe et idéologiquement nourris, suivant les contextes locaux, par l'islam ou des mythologies dynastiques, inscrites dans la durée⁵. Ces Etats précoloniaux étaient appuyés sur des structures sociales plus ou moins achevées de classes et encadraient des complexes sociaux pluriethniques et dont nombre gravitaient sur leurs périphéries où leur emprise hégémonique restait faible. Ces Etats se partageaient donc des espaces plus ou moins vastes, à positionnement interne ou côtier, préforestier ou sur plateaux, forestier ou en savane et leurs stratégies visaient, entre autres objectifs, le contrôle des grands axes du commerce international, animé, ici et là, par les produits de la traite tardive et de luxe destinés à la consommation de prestige des classes oisives et nobiliaires.

A la périphérie de ces Etats, vivaient des communautés villageoises indépendantes ⁶ plus ou moins organisées sur le modèle de l'autogestion communale et démocratique. Ces communautés sont restées préoccupées par la paix en tant que condition nécessaire à la production stable de la vie sociale. Jalouses de leur autonomie, elles n'étaient pas traversées d'oppositions de classes, et de ce fait,

⁵ Sans entrer dans les détails, nous citerons les exemples de Etats d'Ousmane Dan Fodio au Nigéria, Cheik Hamadou à Djenné-Tombouctou, Mohamed Bello à Sokoto, El Hadj Omar au Fouta Djallon et Macina, ou les Etats Mossi, le Bénin, l'Ashanti ou Kong et le Gwiriko, etc..

⁶ Cf **J. Capron**, Les communautés villageoises Bwa, Mali-Hte-Voltaet **H. Paré**, La société Samo à la fin du XIXème siècle et la conquête coloniale française...

n'étaient pas régies par des pouvoirs de type coercitif. Mais elles subissaient souvent les pressions des Etats centralisés environnants. Ces pressions se traduisaient par des opérations de prédation ou de pillage organisées au bénéfice des aristocraties locales détentrices des pouvoirs de classes. De cette façon, ces Etats exportaient ainsi les procès d'extorsion du surtravail exigé des paysanneries locales, écrasées de labeur et dont l'identité ethnique, dans tous les cas, restait au final le fruit de multiples recompositions, arrangements et intégrations d'éléments lignagers d'origines diverses. Toutes considérations qui font relever les frontières ethniques de l'ordre de la discontinuité spatiale.

Dans ces conditions, les conflits d'Etats demeuraient bien des conflits politiques éloignés de préoccupations ethniques. Leurs enjeux étaient connus et aboutissaient, au final, au contrôle du grand commerce transafricain de luxe conjugué avec des besoins d'élargissement de la base sociale pluriethnique soumise aux ponctions et prélèvements économiques de toutes sortes, c'est-à-dire tout sauf de vains massacres ethniques dictés par des fureurs instinctives de sauvagerie tribale. Même dans les cas de conflits opposant des entités politiques communautaires villageoises, les violences unanimes étaient rares et les enjeux solidaires nombreux que traduisent des échanges d'ordres divers : rituel, marchand, matrimonial, foncier, etc. Les forces mobilisées, dans de pareils cas, restaient ridicules, comparées aux niveaux de mobilisation des formations politiques de type classiciste. Ces conflits communautaires lignagers, dénués d'enjeux de classes, aboutissaient rarement à des massacres de masse. Bien évidemment, elles laissaient quelques victimes sur les lignes d'affrontement et ressemblaient plutôt à des guerres sportives, largement encadrées par des codes sociaux rituels et impératifs qui imposaient des règles strictes : respect des jours de paix, des femmes, des enfants, des modalités de réconciliation ou de reprise des hostilités, etc. Toutes considérations qui, en définitive, démentent les clichés qu'a donné l'ordre colonial, de ces guerres et crises pré-coloniales africaines, afin de se présenter en stabilisateur conquérant des contextes sociaux africains.

Dans la même veine de pensée, nombre de résistances à la colonisation, ont été marquées par des mobilisations pluriethniques, malgré les initiatives de divisions et de récupérations politiques. Pour preuve, et entre autres, on peut citer les efforts de résistances exemplaires de Samori Touré ⁷ qui a rayonné entre 1880 et 1898 sur l'ensemble Haut-Nigérien ; un complexe multiethnique préforestier, à cheval sur la Guinée, le Sud-ouest du Burkina-Faso, le Mali et le Nord de la Côte d'Ivoire. De même, au Soudan, pour se limiter à ce cas,

entre 1880 et 1885, la révolution mahdiste avec Muhamed Ahmad dit le Mahdi affiche le même caractère multiethnique. Des développements similaires de luttes



Samory Touré

pluriethniques ont marqué également l'ensemble des mouvements de décolonisation. Et c'est en niant idéologiquement et matériellement cette inscription pluriethnique des sociétés africaines dans la temporalité historique, que le système colonial européen, au service du capitalisme, jette les fondements d'une perception ethnicisée des réalités sociales en Afrique. En employant tous les moyens pour démembrer et reconfigurer l'espace socio-historique des peuples d'Afrique, en plaçant hors du champ historique, l'invention du social par les Africains, la domination et sa continuation néo-capitaliste ont conduit à la reproduction extravertie et violente des rapports sociaux en Afrique, tout en prenant soin, par camouflage idéologique et intérêts, de les réduire à l'expression d'une barbarie consubstantielle, voire dictée par un déterminisme ethnique propre aux Africains mêmes.

Ordre colonial et continuités néocoloniales

Pour les besoins du procès –au sens de processus- de la domination, tout a été convoqué et manipulé : la socio-production identitaire des colonisés mêmes, l'ethnologie et la géographie coloniale⁸, l'Eglise et la Bible, etc. Le but de l'opération : aider les administrations à établir les

⁸ L'ethnologie se développe avec la colonisation et ne s'en affranchit que tardivement. Quant à la géographie, elle accompagne les voyageurs-explorateurs en fournissant à l'opinion, au travers de son réseau de sociétés locales, l'exotisme des espaces lointains peuplés de sauvages. Seules de rares personnalités comme Elisée Reclus échappent à la fin du XIX^e siècle aux pièges d'une géographie nomenclaturale, exotique et déterministe. Cf. **Reclus Elisée**, *L'Homme et la Terre*,... 2 vol.Paris, Ed. La Découverte, Maspéro, 1982,

⁷ Cf **Y Person** Samori : une révolution Dyula 3 vol. Paris, Mémoire de L'IFAN. 1963-1975

tables de l'ethnicité africaine, doublées de tout un corpus idéologique conséquent. A tout va, les structures coloniales vont alors répertorier, recenser, classer, comparer et hiérarchiser biologiquement, à la manière des entomologistes, les Africains et leurs ethnies pour découvrir ainsi au passage et sans surprise, des « sauvages », quelques « civilisés ressemblants » avec étonnement, des « laids », quelques « beaux aux traits affinis et donc dignes de confiance », des « menteurs, des fainéants, des belliqueux », et rarement des « travailleurs et des créateurs », etc. Et c'est ce corpus d'identification et de classification déterministe, conjuguée avec des a priori biologisants qui va servir de vade-mecum idéologique destiné, non seulement à légitimer la domination-exploitation, mais surtout à formater les opinions occidentales quant à leur perception des réalités sociales et du mouvement de l'histoire en Afrique.

Le même corpus, enseigné et répété aux colonisés, va cristalliser sous la forme d'une conscience réactionnaire chez ces derniers mêmes, privés d'autonomie de pensées justes, vue la situation d'assujettissement et d'aliénation prolongée et de conditionnement réflexe dans laquelle ils se trouvent, même après les indépendances et qu'impose l'expansion, sans cesse renouvelée, du capitalisme. Or dans sa phase actuelle, il n'échappe à aucune analyse lucide le constat banal suivant : le capitalisme reste aujourd'hui, porté par des multinationales tentaculaires et un impérialisme de recolonisation globale du monde, basée sur la privatisation des biens publics et le contrôle brutal des ressources stratégiques et énergétiques⁹. Les grandes firmes transnationales et les grands Etats capitalistes à leur service et de concert, savent tout mettre en œuvre et par tous les moyens de la désinformation, la coopération illusoire ou l'occupation-ingérence brutale, sans oublier les bases militaires domiciliées, pour imposer aux sociétés locales, des politiques de déterritorialisation privatives et d'inspirations néocoloniales. A ces fins, devient indispensable, le truchement des élites de connivence et des classes sociales dominantes qui tiennent les sommets des Etats dépendants. Et c'est sur ce terreau que prospèrent les

⁹ Voir note (4). Entendre par bancocratie mondiale tout le système du FMI et de la Banque Mondiale en plus de toutes les structures annexes qui contribuent à la financiarisation et à la privatisation des économies à l'échelle de la planète. Derrière les crises dites ethniques en Afrique se trouve également cette bancocratie mondiale mobilisée et en guerre contre la souveraineté des nations et des peuples. Idéologiquement, elle est un grand contributeur à l'ethnisme et au racisme dans le monde et en Afrique. Les contradictions qu'elle génère dans les sociétés restent éminemment le carburant de tous les racismes que manipulent au service de leur carrière, des élites politiques réactionnaires, mafieuses, sans scrupules et sans projet porteur d'émancipation sociale.

prétendues crises ethniques africaines. A bien des égards donc, ces poussées de relents ethnistes, ressemblent plutôt à des crises d'expressions sociales, générées par les contradictions du capitalisme néo-impérial dont les effets sociaux destructurants sont à l'œuvre dans les formations sociales périphériques et dominées des Etats dépendants. Loin d'être des crises de confrontations qu'imposeraient d'éventuelles distances d'identités et de cultures, elles expriment plutôt la violence des distances socio-économiques au sein des Etats.

En transformant ces Etats-nations en simples coursiers au service des multinationales au détriment des peuples, en organisant et en accompagnant le pillage et/ou la prédation structurelle des ressources à leurs seuls profits, les élites au pouvoir, à vrai dire, ne s'embarrassent plus de soucis de développement national. A ce niveau, elles n'affichent plus que des simulacres de gestion publique sous forme de distillat idéologique qu'elles manipulent et destinent au maquillage politique du processus de « l'accumulation primitive » qu'elles opèrent sur le dos des populations laborieuses des villes et des campagnes et dans lequel elles s'inscrivent en tant que couches bénéficiaires et forces d'accompagnement du sous-développement. Du même coup, elles renforcent, consciemment ou naïvement, l'articulation néo-libérale des formations dominées aux anciennes métropoles de l'exploitation continue et domiciliée.

Un tel procès de privatisation de l'Etat-nation, réduit, de toute évidence, les capacités de celui-ci et le confine exclusivement dans des fonctions régaliennes purement coercitives, tout en le rendant, au passage, inapte ou peu enclin à mettre en place des projets d'émancipation collective. Dans ces conditions les tensions sociales s'accroissent, le civisme s'effrite et les premiers nationalismes des indépendances qui avaient tenu lieu de ciment se lézardent. Inévitablement, l'Etat-nation se retrouve exposé aux coups d'Etat ¹⁰, aux crises de sécession de type régional-ethniste, aux déchirements électoraux ou aux crises urbaines et syndicales de vie chère. Si seules, ces dernières, expriment des préoccupations de classes sociales dominées, toutes ont, cependant en commun, la spécificité de relever, des contradictions d'une promesse de développement bloqué et extraverti par la dépendance au système capitaliste.

¹⁰ De 1960 à 1980, pour ne citer que cette période, sont dénombrés, hors tentatives avortées, 41 coups d'Etat réussis en Afrique. A la même époque, les pays dits stables, comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou le Gabon pour ne citer que ces exemples, relevaient bien souvent de la zone d'influence directe des politiques néo-coloniales et des réseaux françafricains soutenus par des bases militaires domiciliées et encore opérationnelles de nos jours.

Dans un tel contexte socio-historique, il n'est pas étonnant que des processus de replis identitaires ou régionalistes voient le jour et se développent. Le vernis de l'idéologie de la nation se craquelle par déficit de conviction. La crise en mettant à nu les contradictions sociales les accentue. Sous l'effet combiné des politiques de prédation ou de manipulation illusoire, ces tensions, par diversions, finissent par être soumises à des interprétations ethnicisantes que vont vivifier, au final, l'accaparement patrimonial et privé de l'Etat par les différentes fractions clientélistes des couches dominantes. Entre elles, s'aiguise alors la course pour la caporalisation des institutions et le contrôle des segments d'Etat rentables et captateurs des fonds de mise en dépendance. Bien évidemment, ces fonds sont fournis par la dette dite d'aide internationale au développement. Ils sont accordés par les différents réseaux et relais institutionnels du capitalisme mondialisé que sont les grandes banques¹¹ et autres organismes de coopération, sans oublier le redoutable « Club de Paris » où sont négociés, rééchelonnés et imposés les services de la dette ; et où les Etats dépendants qui tentent de redresser la tête sont carrément humiliés. A ce titre, les réseaux francophones¹², loin d'être en reste, ne sont justement pas animés par des enfants de chœur. A l'occasion, les uns comme les autres, se révèlent prompts à tirer les ficelles de l'ethnisme au nom même de la démocratie.

Dans ce jeu complexe, certains secteurs d'exercice de la domination sont marginalisés par des mésalliances politiques conjoncturelles. Ceux en pole position, au sommet du pouvoir, munis de la seule boussole de leurs intérêts immédiats, se retrouvent sans légitimité populaire et à court de projets émancipateurs. Dans ces conditions, les uns comme les autres, finissent par recourir à ces idéologies de rechange que constitue la mobilisation réactionnaire d'imaginaires ethnicisants, conjuguée, du même coup, avec l'abandon de toute analyse de la situation sociale en terme de classes que le nationalisme des indépendances tendait déjà à occulter, dans le cadre de la nation en début de construction.

¹¹ Quelques exemples : FMI-BM (Fonds monétaire international - Banque Mondiale) FED (Fonds européen de développement) BAD (Banque arabe de développement), etc.

¹² Cf **Verchave F. Xavier**, -La Françafrique, le plus long scandale de la république, Paris Edit Stock 1998.

-**Agir ici -Survie**, Dossier : Trafics, barbouzes et compagnies, Paris, Edit L'Harmattan 1999

-L'envers de la dette. Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola, ... Paris, Ed.. Agone, 2001.

Résultat, les procès de détribalisation amorcés, dès les premiers moments de la colonisation jusqu'aux indépendances, lors des luttes politiques et syndicales d'émancipation à tous les niveaux, sont sapés par la mise en œuvre de politiques néo-coloniales au bilan catastrophique : indépendances confisquées, endettement honteux et véritable frein au développement, politiques de pillage structurel organisé par les élites et les classes sociales dominantes au pouvoir, brutalisation des consciences critiques et misère abyssale des couches pauvres. D'où l'acuité des tensions sociales dans les villes, comme dans les campagnes, conjuguées avec des rancœurs régionales qui s'amoncellent, sans traduire véritablement le creusement de distances culturelles irréversibles.

Derrière l'ethnisme et le racisme : des valets, des multinationales et la bancocratie mondiale

D'une certaine manière, le plombage de la construction nationale, le sous-développement structurel, imposé par les logiques d'expansion du capitalisme en périphérie et les choix politiques de prédation mafieuse et d'intimidation des esprits lucides opérés par les éléments

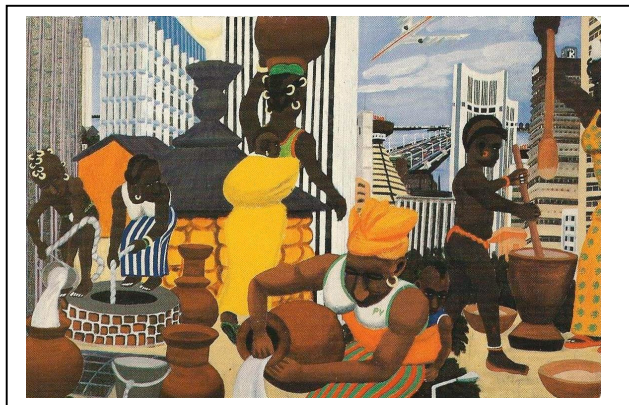
les plus brutaux des élites au pouvoir, finissent inéluctablement, par favoriser, en réaction, l'émergence de courants régionalistes, ethnicisants, et rétrogrades.

Ceux-ci s'affirment concomitamment à l'échec politique des bandes organisées au sommet des Etats. Et c'est ainsi que le dépérissement de la nation

entraîne l'affirmation des identités ethniques voire d'entités régionalistes rarement progressistes et servant de bases d'appui à des opérations malhonnêtes au profit du capitalisme généralisé. L'approfondissement inégalitaire de la ponction mafieuse opérée sur les biens publics, renforce donc les tentations de glissements vers l'ethnisme et le régionalisme politique. Et c'est aussi pratiquement dans ce décor de ruine sociale de la nation que s'élèvent et se consolident des carrières politiques de satrapes africains, peu soucieux de leurs peuples et décidés à moisir au pouvoir¹³.

¹³ **Le Messager** (Douala) : Paul Biya (Cameroun), Omar Bongo (Gabon), Obiang Nguema (Guinée Equatoriale), Idriss Deby (Tchad), Sassou Nguesso (Congo), Blaise Compaoré (Burkina-Faso), à eux seuls, totalisent plus de cent vingt ans au pouvoir sans transformation sociale émancipatrice véritable pour leurs peuples.

Pour de tels personnages, l'Etat acquis par coups d'Etat et confiscations électorales successives, devient de fait un fief et une simple satrapie où la puissance des bandes se mesure à leurs capacités et aptitudes à opérer des enrachements locaux ou régionaux de type ethniciste par les moyens les plus hétérodoxes : pressions et répressions politiques, corruption, népotisme, etc. L'ethnisme prend alors corps et fonctionne idéologiquement comme un micro-nationalisme de dissidence de type réactionnaire. Il fonde l'illusion de l'unité ethnique incarnée par des personnalités et des mythologies et occulte les intérêts de classe sociale à l'échelle locale. Sur le plan instrumental, un tel ethnisme, se présente comme la



capacité des élites à satisfaire des demandes locales de modernité et de développement, hors Etat ou contre celui-ci, des régions d'où elles sont originaires. L'exemple même est donné par les sommets de l'Etat central. Ce dernier est caporalisé comme fief et mis au service exclusif de la région ethnique d'origine du satrape au pouvoir¹⁴. Une telle caporalisation de l'organe central, conjuguée avec les attentes exogènes de la domination néo-impériale, rendent le pouvoir inapte et impuissant à opérer de façon égalitaire et équilibrée, l'équipement en infrastructures collectives et socio-économiques de l'espace de la nation. Voilà pourquoi, on peut affirmer, sans se tromper, que les politiques inégalitaires d'Etats inscrits dans des logiques néo-coloniales, sont aux fondements de l'ethnisme. Les inégalités sociales, ou régionales et l'absence ou les carences d'une politique cohérente d'aménagement intégré des territoires participent directement ou indirectement à l'éclosion des logiques ethnicistes à tendances régionalistes, tout comme l'incapacité sociale des régimes à s'émanciper des cadres étroits du localisme clanique et du néo-capitalisme destructeur de capacités d'épanouissement social.

¹⁴ Les exemples sont nombreux de satrapes africains qui, faute de toute politique d'aménagement réfléchi de l'espace de la nation réappropriée, se paient l'amusement grotesque de transférer dans leur village natal, le palais présidentiel, l'université, l'aéroport ou le port, le zoo public, l'hôpital central, le stade omnisport et le terrain de golf qui va avec, nombre d'infrastructures hôtelières de luxe et le dernier projet clé en main ou de mise en dépendance grâce la coopération extérieure. Toutes initiatives qui aggravent les rancœurs ethniques et dépossèdent nombre de villes importantes de toutes infrastructures collectives dignes de ce nom.

Sortir de ces impasses n'est pas impensable, mais exige certainement d'autres choix politiques qui portent l'émancipation et la gestion équilibrée au plan social des contextes pluriethniques. Ces derniers, loin d'être des clôtures imaginaires fermées, restent avant tout, et en définitive, des marqueurs culturels ouverts et inscrits dans la longue durée historique des sociétés et des Etats africains. En ce sens, la pluriethnicité, comme inscription socio-identitaire et langage multiple, signe plutôt, la richesse culturelle des nations. Cependant, l'exposition à l'ethnisme ou à l'ethnocentrisme étroit, reste potentiellement dangereuse et porteuse d'oppositions identitaires illusoires violentes au grand bénéfice des tenants de l'ordre social et dont l'expression, en dernière instance, découle des désordres du capitalisme.

Ces déchaînements de violences identitaires manipulées, atteignent des sommets inimaginables, dans les contextes sociaux marqués notamment par la mono-ethnicité. C'est le cas en Somalie et au Rwanda où les maquillages idéologiques ont servi à déguiser, sur la longue

durée, des oppositions de classes en oppositions pseudo-ethniques. Réappropriées sous la forme cristallisée de consciences identitaires partagées, ces oppositions pseudo-ethniques se sont révélées très virulentes dans les moments de tensions sociales et d'instabilité politique alimentée par les distorsions d'enjeux néo-coloniaux. Elles ont, de la sorte, conduit au démembrement étatique de la Somalie ou au génocide au Rwanda par exemple.

CONCLUSION : D'où la nécessité de réfléchir de façon critique à la question ethnique, et aux concepts qu'elle induit, en liaison avec la question sociale propre aux Etats pluriethniques africains. En soi même, les ethnies et l'ethnicité à l'exemple de la nation et la nationalité, ne confèrent aucune qualité particulière de substance aux individus qui s'y reconnaissent. Mais manipulés, de façon acritique, conjugués avec l'oubli ou l'occultation des contradictions de la donne néo-capitaliste, ils exposent à des confusions d'analyses de contextes socioculturelles, complexes. Placés dans l'étau de politiques réactionnaires, propres à nombre de contextes nationaux africains, l'ethnie et l'ethnicité deviennent invariablement des écrans qui occultent les contradictions violentes de classes, cachent les enjeux de la prédation et de la domination néo-coloniale qu'organisent les élites locales criminelles en lien avec les structures du grand capital et de la bancocratie mondiale ; ce qui inévitablement conduit à des crises explosives de guerres ethnico-civiles meurtrières de masse. ■

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE (établie par Harana PARÉ)

- 1- **A. Foulon et T. Fabrice**, -Survie-France-, Dossier : Les dictateurs amis de la France.
- 2- **A.Kazancigil**, L'Etat au pluriel, Paris, Ed. Economica-Unesco 1985
- 3- **Basil Davidson**, l'Afrique au XXème siècle. Paris, Ed. Jeune Afrique, 1980.
- 4- **Bayart J. François**, Les sociétés africaines face à l'Etat in Les Pouvoirs africains, Revue Pouvoirs N° 25, Paris 1985.
- 5- **Bessis Sophie**, L'Occident et les autres : histoire d'une suprématie. Paris, Ed. La Découverte, 2001.
- 6- **Boubacar Boris Diop, Odile Tobner, François Xavier Verschave**, Négrophobie Paris, Ed. Les Arènes, 2005.
- 7- **Catherine Coquery-Vidrovitch**, *Décolonisation et nouvelles dépendances: modèles et contre-modèles idéologiques et culturels. Ed. PUL, 1985.
*Afrique Noire : Permanences et ruptures. Paris, Ed. Payot, 1985.
- 8- **Cheikh-Anta Diop**, -*Nations nègres et culture. Paris, Ed. Présence Africaine, 1954.
-*Civilisation ou Barbarie. Paris, Ed. Présence Africaine, 1981.
- 9- **Colette Braeckman**, Les nouveaux prédateurs : politique des puissances en Afrique centrale. Paris, Ed. Fayard, 2003.
- 10- **Collectif** -*Essai sur la reproduction de formations sociales dominées, Paris, Edit ORESTOM 1977.
-*Le livre noir du capitalisme, Paris, Ed. Le temps des Cerises, 2001.
- 11- **Elikia Mbokolo**, Le continent convoité : l'Afrique au XXème siècle. Paris, Ed. Axes, 1980.
- 12- **Elisée Reclus**, L'Homme et la Terre,.. 2 vol. Paris, Ed. La Découverte, Maspéro, 1982,
- 13- **Emmanuel Terray**, L'Etat contemporain en Afrique. Paris, Ed. L'Harmattan, 1987.
- 14- **François Jean et J.C. Rufin**, Economie des guerres civiles. Paris, Ed. Hachette-Pluriel, 1996.
- 15- **Frantz Fanon** Les damnés de la terre. Paris, Ed. Maspéro, 1961.
- 16- **Harana Paré**, La société Samo à la fin du XXème siècle et la conquête française : approche socio-historique Ouagadougou -Université 1983-84
- 17- **J.Pierre Chrétien et G. Prunier**, Les ethnies ont une histoire. Paris, Ed. Karthala, 2003.
- 18- **Jean Bazin et E. Terray**, Guerres de lignages et guerres d'Etats en Afrique, Paris, Ed. Arch. Contemp. 1982
- 19- **Jean Capron**, Communautés villageoises Bwa, Mali-Hte Volta. Paris, Ed. Institut d'Ethnologie-Musée de l'Homme, 1973.
- 20- **Jean Suret-Canale** Afrique et capitaux. Tome 1 et 2, Paris, Ed. L'Harmattan 1993
- 21- **Jean Ziegler**, -*Main basse sur l'Afrique noire, Paris Ed. Seuil 1978.
-*Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, Paris, Edit Arthème-Fayard 2002.
- 22- **Jean-Loup Amselle et Elikia Mbokolo**, Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique. Paris, Ed. La Découverte, 1999.
- 23- **Joseph Ki-Zerbo** Histoire de l'Afrique noire. Paris, Ed. Hatier, 1978
- 24- **Karl Marx**, L'Expropriation originelle. Paris, Ed. Les nuits rouges, 2001.
- 25- **Marc-H Piault**, La colonisation: rupture ou parenthèse. Paris, Ed. L'Harmattan, 1987.
- 26- **Millet Damien**, L'Afrique sans la dette. Liège-Paris, Ed. Cadtm-Syllepse, 2005.
- 27- **Samir Amin**, -*Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, Paris, Ed. de Minuit, 1973.
-*Impérialisme et sous-développement en Afrique, Paris, Ed. Anthropos,
-*La déconnexion : pour sortir du système mondial. Paris, Ed. La Découverte, 1986.
- 28- **Tibor Mende** De l'aide à la recolonisation Paris Ed. Point-Seuil 1975
- 29- **Traoré Aminata**, Le viol de l'imaginaire, Paris, Edit Actes Sud-Fayard 2002
- 30- **V. Vakhrouchev**, Le néocolonialisme et ses méthodes. Moscou, Ed. du Progrès, 1974
- 31- **Verchave F. Xavier**, -*La Françafrique le plus long scandale de la république, Paris Edit Stock 1998.
-*Agir ici -Survie, Dossier : Trafics, barbouzes et compagnies, Paris, Edit L'Harmattan 1999
-* L'envers des la dette. Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola, Dossier noir de la politique africaine de la France n° 16, 2001, Agone, 225 p.
- 32- **Yves Benot**, Indépendances africaines, 2 vol. Paris, Ed. Maspéro, 1975.
- 33- **Yves Person** Samori : une révolution Dyula 3 vol. Paris, Mémoire de L'IFAN. 1963-1975.

SUBSTITUTION D'UN CONFLIT COLONIAL ET TERRITORIAL EN CONFLIT CONFESSIONNEL : UN BROUILLAGE DE CARTES CLASSIQUE

Israël/Palestine : le religieux: un marqueur du conflit et ses variables

Intervention de Michèle Sibony,

responsable de l'UJFP (Union juive française pour la paix), auteure avec Michel Warschawski de « A contre-chœur : les voix dissidentes en Israël », Textuel, 2003

Pour intervenir sur un sujet aussi vaste, j'ai choisi de mettre en exergue quelques points inspirés par des lectures que j'évoquerai au long de cet exposé. Ces points peuvent se formuler en quatre questions :

- Sur quels éléments repose le recentrement religieux du conflit ?
- Que vise la politique israélienne d'aujourd'hui ?
- Que permet la lecture religieuse du conflit? Je m'appuierai ici sur des paramètres mis en évidence par Georges Corm.
- Juifs, Arabes ennemis héréditaires ? Ici c'est la lecture d'articles de Gil Anidjar¹ non encore traduits de l'anglais qu'il me semble important de partager.

1- Sur quels éléments historiques repose le recentrement religieux du conflit aujourd'hui ?

Une très rapide chronologie du sionisme, quelques rappels sur les mouvements palestiniens, l'évocation des pratiques coloniales et leur héritage montrent à la fois la permanence du facteur religieux et ses usages.

Le sionisme s'est forgé comme un mouvement national, colonial, et laïque à l'instar du monde européen qui lui donne naissance. Au milieu du XIX^{ème} siècle, l'Etat-

nation est le modèle dominant ; les empires coloniaux sont en pleine expansion. Concernant plus particulièrement notre sujet, c'est la prégnance d'une laïcité européenne vécue comme relativement récente, à partir de laquelle va se trouver posé le débat État juif, un État qui s'appuierait donc sur la loi religieuse la Halakha, ou État des Juifs : le sionisme tente ici de différencier judaïsme et peuple d'Israël en faisant de la Bible une lecture sécularisée, livre d'histoire nationale et/ou cadastre.

Le titre original donné par Theodor Herzl à son ouvrage était bien « L'État des Juifs », la traduction française qui n'a pu échapper à l'auteur en a fait l'État juif. Loin de représenter une querelle sémantique, on touche ici à l'objet même du débat. l'ensemble du monde religieux juif de cette époque rejetait l'idée d'un État juif, seul le Messie pouvant donner le pays d'Israël au peuple juif.

En réalité le sionisme a négocié avec les religieux : la déclaration d'indépendance d'Israël fait référence aux prophètes mais n'évoque pas Dieu. Pour la définition de qui est juif – condition nécessaire à l'application de la loi du Retour-, le sionisme refuse de s'appuyer sur la halakha . (Pour autant les critères qu'il retient ne sont pas exempts de critiques, ce qui a fait dire à Hannah Arendt qu'ils sont plus proches de ceux des lois de Nuremberg !)

¹ Un entretien en français avec Gil Anidjar sur <http://radiospirale.org/capsule/semite-le-juif-et-1%E2%80%99arabe-entretien-avec-gil-anidjar>

En 1947, avant la proclamation de l'État d'Israël, Ben Gourion négocie un « Statu Quo » avec les religieux. Dans une lettre au mouvement religieux orthodoxe, il

définit les quatre concessions religieuses qui seront accordées :

- le shabbat, et non le dimanche, sera choisi comme jour de repos hebdomadaire,
- la casherout, le respect du casher sera garanti dans les institutions publiques,
- le statut personnel relèvera uniquement des tribunaux rabbiniques orthodoxes -ce qui par contingence touche à la définition de qui est juif et a des conséquences sur la citoyenneté-nationalité.
- l'éducation religieuse est garantie.

En 1950, sera ajoutée la dispense de l'armée pour les étudiants des grandes écoles religieuses orthodoxes.

En contrepartie, les travaillistes garderont mainmise sur la défense et la politique étrangère. C'est sur la base de ce Statu Quo que le Mafdal², Parti National Religieux, a fait partie des gouvernements de coalition de la gauche travailliste de 56 à 77 et plus récemment aussi de gouvernements de droite. En vérité, l'échiquier politique israélien est tel que la marge de manœuvre pour constituer une coalition oblige à la présence de formations religieuses.

Le Mafdal, le parti national religieux, le plus important de l'époque avant de connaître de multiples scissions, obtenait régulièrement entre 10 et 12 sièges au parlement, une représentation qui lui a toujours permis de participer aux différents gouvernements.

Alors que c'était la tendance colombe du Mafdal, qui n'était pas hostile au partage de la Palestine, qui avait dominé jusque là, deux tournants datés 1967 et 1977 vont amener les partis religieux, qui étaient soit antisionistes soit sionistes plutôt modérés, à s'orienter vers un messianisme religieux nationaliste

- La guerre de 67 a ramené Israël au cœur du royaume biblique : en Judée, en Samarie et dans Jérusalem, ce qui le conduira à refuser de restituer les territoires conquis.

Le rabbin Kook, premier Grand Rabbin d'Israël, est celui qui a permis la scission entre sionistes et antisionistes dans les mouvements religieux. Il déclare qu'Israël n'est pas une hérésie, puisqu'il n'est pas le royaume de l'avènement messianique, mais il le définit comme « l'âne du Messie³ », voulant signifier par cette expression biblique qu'Israël est le moyen par lequel cet avènement se produira. Kook appellera dès lors l'armée « tsva'ot hashem », les armées de Dieu.

² Les éléments sur le Mafdal sont tirés du bulletin du Centre français de recherche de Jérusalem : Les mutations politiques et idéologiques du mouvement sioniste religieux, David Khalifa

³ L'âne du Messie, figure biblique de l'âne sur lequel le Messie doit entrer dans Jérusalem.

*corne de bélier utilisée dans le rituel juif religieux à Yom Kippour et Rosh hashana, dans la bible utilisé par les Hébreux devant les murailles de Jéricho.

Une curieuse relation se tisse alors entre le religieux et le national. Il faut se rappeler Rabin et Dayan sonnant d'une part le shofar* devant le Mur des Lamentations et obéissant de l'autre à l'injonction du grand rabbin d'ôter, pour des raisons religieuses, le drapeau israélien qu'ils avaient fait hisser sur l'esplanade des Mosquées. En effet selon l'orthodoxie religieuse, il est interdit aux juifs de prier sur le Mont du Temple, car on pourrait, sans le savoir, fouler le saint des saints, l'autel où se manifestait à l'époque du Temple la présence divine et où seuls peuvent accéder les grands prêtres Cohanim.

- En 68 le rabbin Levinger refuse d'évacuer Hébron en déclarant « Nous sommes revenus aux sources du judaïsme », avec les tombeaux des Patriarches – lieu saint du judaïsme et de l'Islam- que des colons avaient investi malgré l'interdiction. Mis au pied du mur, le gouvernement préférera préserver sa coalition. Moment symptomatique de l'alliance des travaillistes et des religieux qui se concrétise autour d'un judaïsme messianiste.



A partir de juillet 67, c'est la faction ultra nationaliste du Mafdal, « La jeune garde » qui prend le dessus et ce parti devient le parti de la colonisation et de l'annexion de ce qu'ils appellent, non pas le Grand Israël comme le dit la traduction française, mais le pays d'Israël *entier*, conforme au cadastre biblique.

Cela n'empêche pas le Mafdal de faire partie jusqu'en 1986 de toutes les coalitions avec la gauche sioniste en posant toutefois une unique condition: la tenue d'élections anticipées en cas de négociations sur les territoires occupés.

- C'est l'accession au pouvoir de la droite en 1977 qui marque le second tournant. Elle est le résultat de l'alliance du Likoud et du Mafdal sur la base d'une affirmation renforcée des « droits historiques » et d'une intensification de la colonisation. Le mouvement religieux des colons va se renforcer et donner lieu à l'implantation de colonies qui vont de plus en plus ressembler à (et

remplacer) des kibboutz : même nombre de colons, même subventions, même rôle dans les unités d'élite de l'armée ...

Aujourd'hui, ce sont les nationalistes religieux qui sont au pouvoir avec la droite et l'extrême droite, tous partis confondus les partis religieux Shass, Ha bait Hayehoudi et Judaïsme unifié de la Torah ont 30 sièges à la Knesset sur 120. Ils forment ensemble la deuxième force politique d'Israël après le Likoud et l'extrême droite qui totalisent 31 sièges.

La lettre du colonel Winter à la brigade Givati avant qu'elle n'entre dans Gaza cet été donne une idée de la modulation religieux-national: « Dieu nous a choisis pour conduire l'attaque contre l'ennemi terroriste de Gaza qui insulte, blasphème et maudit le Dieu des forces de défense d'Israël ».

Tous ces éléments ne changent cependant en rien la définition internationalement acquise d'Israël: État laïque, et démocratique, et même le seul de cette nature au Moyen-Orient ... La religion, le religieux, c'est l'Autre.

Les résistances palestiniennes : un double mouvement décolonial

Je m'appuierai ici sur un ouvrage de Rashid Khalidi⁴ « Palestine, histoire d'un Etat introuvable » dans lequel il rappelle que pour trois des colonies britanniques -Irlande, Inde, Palestine- on aboutit à des partages sanglants. Au tournant de la Seconde Guerre mondiale, le système colonial était dans l'ordre du diviser. « Les sociétés colonisées sont presque toujours vues sous un angle religieux et communautaire plutôt que sous un angle national, et comme parcourues de clivages internes, profonds plutôt que potentiellement homogènes » - c'est la vision coloniale partagée également par la France. C'est ainsi, comme le rapporte Khalidi, que le premier consul britannique décrira l'Égypte, à son départ, comme un « agrégat d'entités ethniques et religieuses, disparates et incompatibles, tout sauf une nation ». De la même manière, ajoute-t-il, les Britanniques choisiront de percevoir la Palestine comme « un pays composé de trois

communautés religieuses dont une seule, les juifs, possèdent des droits et un statut nationaux ».

Alors que les Palestiniens chrétiens et musulmans réclament des institutions nationales en s'appuyant sur

les promesses d'indépendance et sur l'article 4 de la Charte de la SDN (Société des Nations), les Britanniques vont mettre en place –comme la France au Liban- des institutions musulmanes, certaines inventées de toutes pièces comme le Conseil supérieur islamique, ou la redéfinition du rôle du Mufti de Jérusalem en lui confiant des missions plus importantes dans la gestion de l'Islam qui étaient traditionnellement celles des cadis ou juges sous l'Empire ottoman.

Pour résister, dans toutes les villes grandes et moyennes, les Palestiniens vont créer des associations musulmano-chrétiennes

puis un Congrès arabe

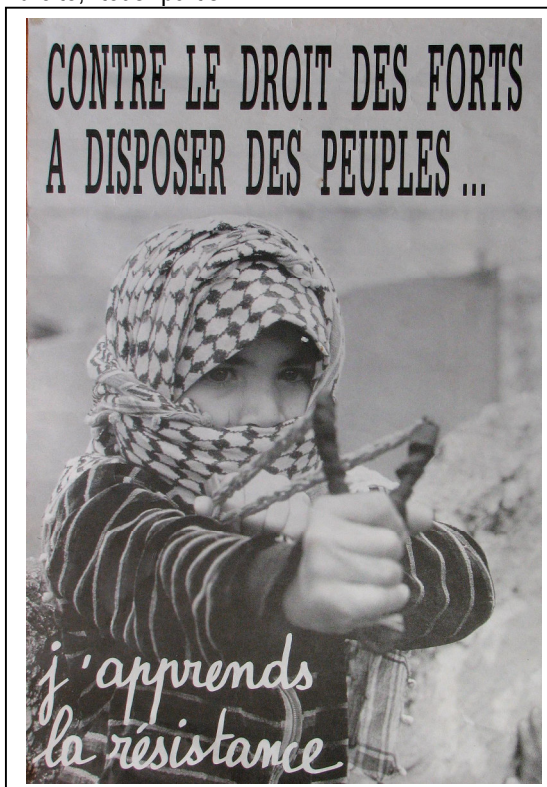
palestinien. Les grandes figures de la résistance nationale de cette époque sont aussi souvent religieuses, c'est par exemple Azzedine Al Qassam, cheikh religieux qui conduisit la révolte des années 30.

Dès la fondation de l'Etat, le sionisme conserve cette attention particulière au collectif palestinien, cherchant, comme ses prédécesseurs britanniques, à le diviser sur des bases communautaires, ethniques ou religieuses. A cet effet, des droits particuliers vont être donnés aux Druzes, aux bédouins ; aujourd'hui une loi vient même de créer une nouvelle nationalité « araméenne » destinée à cliver entre Palestiniens chrétiens et musulmans.

Etrange confusion du national, racial et religieux, sur laquelle on reviendra dans la dernière question étudiée, mais aussi redoutable arme de division. C'est ainsi qu'en 1979, le gouvernement israélien autorise le Hamas. Et comme l'indique un rapport français de la DGSE de 2002, repris et commenté par le site Bakchich, cette structure est « reconnue et autorisée par Israël en 1979 » car ce courant religieux est « considéré comme un antidote à la montée du nationalisme palestinien ».

Si l'on considère les trois principaux partis en Palestine aujourd'hui – Fatah, Hamas et Jihad islamique, il est à remarquer que

- le Fatah ne peut être réduit à une composante seulement nationaliste, il a en effet toujours gardé ses



⁴ Rashid Khalidi, Palestine, Histoire d'un Etat introuvable, Actes Sud, 2007

références musulmanes et ménagé des places aux chrétiens, il n'est pas un parti purement laïque comme on veut bien l'imaginer ici en Occident.

-Originellement issu de la mouvance des Frères musulmans, le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) s'implante dans ce cadre en 1973 à Gaza, dans un premier temps sous la forme d'une association culturelle dirigée par feu cheikh Ahmed Yassine. C'est en décembre 1987 avec la première Intifada dans les Territoires occupés que le Hamas annoncera sa création. Dès lors, selon des commentaires de la DGSE française « les Israéliens encouragent le Hamas en tant que pendant religieux de l'OLP [laïque et nationaliste, NDLR] qu'ils veulent « affaiblir ». La stratégie vise à « inciter au conflit armé » entre les deux organisations et « créer ainsi une guerre civile palestinienne ». L'Etat hébreu « commet l'erreur de croire qu'avec le Hamas les Palestiniens seraient occupés à se battre entre eux au lieu de lutter contre Israël », mais les deux camps palestiniens « conscients des visées israéliennes ont tôt fait de signer une charte régissant leurs rapports » fixant des lignes rouges à leurs divisions.

Si la nouvelle organisation à laquelle Israël laisse le champ libre, « se concentre sur les œuvres religieuses et caritatives », elle fonde dans la foulée « son aile militaire les Brigades Azzedine Al Qassam » qui concentre ses activités contre l'occupant. Déclaré illégal par Israël en septembre 1989, le Hamas verra son chef, Cheikh Yassine, assassiné en 2004.

-Le Jihad Islamique est formé dans les années 70, mais on considère l'année 87 au cours de laquelle, il va se manifester publiquement en tant que tel comme l'année de fondement du mouvement. Le rôle joué par le Fatah dans sa naissance est analysé dans le livre de Wissam Alhaj, Eugénie Rébillard et Nicolas Dot-Pouillard ⁵. Dans un entretien donné sur cette question, ce dernier parle, s'agissant du milieu des années 80, d'une « ambiance islamo-nationaliste ». C'est à cette période, dans ce climat, que le Fatah lancera un mouvement appelé les Brigades du Jihad islamique (Saraya al Jihad al Islami plus connu sous l'acronyme Sajah) dirigées par d'anciens officiers militaires de la guerre du Liban issus de l'aile gauche du Fatah.

X X
X

2 – Que vise la politique israélienne aujourd'hui ?

Le contexte général est celui d'une impasse des négociations, d'un recul global de la sympathie dont jouit

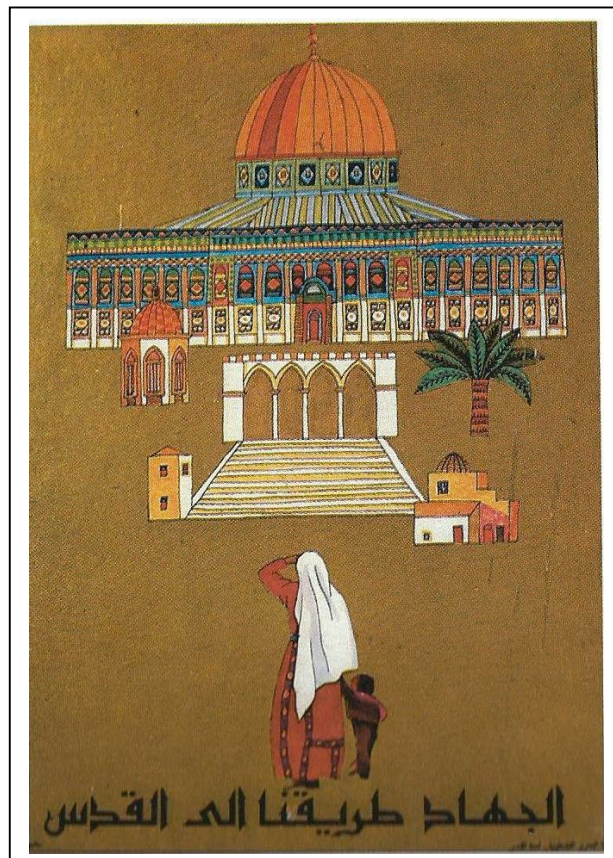
⁵ De la théologie à la libération ? Histoire du Jihad islamique palestinien, Wissam Alhaj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, La Découverte, 2014

Israël, de l'irritation de ses partenaires historiques, du développement des campagnes BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), de la qualification de son régime comme régime d'Apartheid, autant de paramètres qui relèvent de la lutte anticoloniale. C'est dans ce contexte que le recentrement du conflit sur Jérusalem peut s'interpréter. Avec ce qu'il permet : l'effacement du cadre politique de l'occupation et de la colonisation, des responsabilités coloniales de l'occupant, la rencontre avec la guerre globale contre l'Islam radical, et donc d'une certaine façon l'internationalisation du conflit au risque d'une déflagration mondiale.

On peut même supposer dans une telle attitude, évoquant le complexe de Masada, une forme d'appel au secours inconscient, message subliminal d'une société morbide, qui, prisonnière d'elle-même, demande qu'on arrête sa course folle vers l'irréparable.

A Jérusalem aujourd'hui la situation n'est pas sans évoquer celle de 2000. Commençons par rappeler que Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville, a été interdite par Yitzhak Rabin à tous les habitants palestiniens de Cisjordanie et ce depuis 1992, soit avant Oslo, une situation qui est restée sans changement jusqu'à nos jours.

En 2000, lorsque l'échec des négociations de Camp David est devenu évident, Ehud Barak soutenu par Bill Clinton soulèvent la question de Jérusalem comme question religieuse, Yasser Arafat refuse de statuer seul



sur les Lieux Saints et la Mosquée d'Al Aqsa, les Israéliens disant vouloir garder la souveraineté sur le sous-sol de la mosquée.

Peu après cet échec, la visite de Sharon le 28 septembre sur le Haram el Sharif, l'esplanade des Mosquées, et ses déclarations sur le droit des juifs d'y venir prier, constituent une véritable provocation préméditée qui entraîne le début de la deuxième Intifada.

Ce n'est donc pas la première fois qu'Israël tente une redistribution des cartes à partir de Jérusalem, celle de 2000 ne lui avait pas été défavorable : alors que les Palestiniens payaient un lourd tribut, les Israéliens poursuivaient leur politique de colonisation annexion.

Depuis le kidnapping de trois jeunes colons cet été, la situation s'est encore dégradée : rixes incessantes avec la police, harcèlement des Palestiniens dans Jérusalem-Ouest, jets de pierres quotidiens contre le tramway qui relie les colonies à Jérusalem en évitant soigneusement les villages palestiniens, mise en place de check-points aux sorties des quartiers palestiniens, 700 arrestations de Palestiniens dans Jérusalem même, une ville en voie d'épuration ethnique selon un article du journaliste Meron Rappaport. La pire situation depuis 67 résume Fakhri Abu Diab, militant politique, porte-parole des habitants de Silwan, le quartier d'origine d'Abdelrahman Shaloudeh l'auteur de l'attentat à la voiture-bélier de mercredi dernier

Aujourd'hui à Jérusalem on assiste à la fin du statu quo en vigueur jusqu'à présent : aller prier sur l'esplanade des Mosquées n'est plus un interdit religieux respecté, c'est une demande, légitimée par le gouvernement, d'un groupe de colons messianistes qui réclament la



construction du 3e temple. Tous les jours, fortement encadrés par la police, ils forment des groupes qui viennent prier sur Al Aqsa, ce qui provoque des heurts quotidiens et même des tirs à l'intérieur de la Mosquée, au seul cri de « Allahu akbar ». Dans le même temps, à l'occasion des fêtes juives de septembre-octobre, les Palestiniens hommes de moins de cinquante ans se sont vu interdire l'accès à la Mosquée cinq vendredis de suite. Au veto juif religieux de prier sur l'esplanade des Mosquées, s'oppose aujourd'hui un projet de loi pour le

« partage des lieux saints » et de la mosquée, comme à Hébron sans doute.

Le Haram el Sharif, territoire de la Mosquée d'Al Aqsa et, ou, territoire supposé de l'autel sacré du Temple pose de façon emblématique la question du « eux » ou « nous ».

Quand la situation politique aboutit à un blocage, son dépassement s'opère ainsi par le religieux. Toucher à Jérusalem, sujet sensible et explosif, met en évidence la politique du pire pratiquée par Israël. Une politique qui, si elle lui vaut l'hostilité du monde musulman, présente l'intérêt majeur pour les Israéliens d'obliger le monde « occidental judéo-chrétien » à se mobiliser...Indubitablement une façon de rapatrier le juif dans l'Occident.

Il faut garder en mémoire les paroles de Salman Masalkha, un poète palestinien, dans une tribune publiée dans Haaretz il y a quelques jours : « L'occupation internationale de la Palestine : il est temps d'appeler un chat, un chat, ce n'est pas seulement une occupation israélienne – c'est une occupation occidentale ».

X X
X

3. Que permet la lecture religieuse de ce conflit aujourd'hui ?

Pour traiter cette question, je me réfère à l'analyse de Georges Corm et à son ouvrage « Pour une lecture profane des conflits »⁶ qui a donné son titre à ce colloque. Je présente donc ici quelques éléments essentiels qu'il met en évidence.

La lecture religieuse est l'affirmation essentialiste des causes d'un conflit –facteur unique, en général religieux ou ethnique (c'est moi qui souligne)- devant lequel il faut rétablir – et c'est une nécessité- une connaissance des causes réelles qui ont leurs racines dans l'histoire des différentes sociétés – une histoire toujours complexe et qui, pour rendre compte des conflits, ne se prête à aucune simplification.

-Un conflit est en général le produit de l'évolution interne des sociétés concernées qu'il faut pouvoir décrypter. « Un conflit ou une guerre », dit Corm, « est toujours le résultat d'un processus historique et non point le produit de causes transcendantes qui le rendent inéluctable ». La politologie profane est, elle, multifactorielle et inclut démographie, économie, géographie. Regarder une carte quand on parle d'un conflit est véritablement le minimum. Et Corm souligne que regarder la carte d'aujourd'hui

⁶ Georges Corm, Pour une lecture profane des conflits, La Découverte, 2012

d'Israël Palestine, rend caduque la thèse de deux États sur ce territoire.

Il ajoute : « Le dédain de l'histoire comme facteur explicatif favorise la barbarisation d'un adversaire ».

Enfin, toujours selon Corm, la réalité historique d'un retour récent du religieux ne correspond pas à une réalité historique. Ainsi la religiosité est un trait dominant de la société aux Etats-Unis, mais aussi en Extrême Orient, en Inde, et en Islam . On ne serait donc pas dans une période de renaissance des religions mais plutôt dans un processus de dégénérescence signalé par l'absence de renouvellement théologique dans les religions elles mêmes.

Selon Corm, le tournant des années 90 correspond en réalité à une montée des fanatismes civilisationnels qui s'opère parallèlement à l'écroulement de l'URSS et de ses satellites, à la diffusion en 1992 de la thèse de Huntington et au retournement complet contre leurs protecteurs des groupes djihadistes utilisés par leurs alliés américains en Afghanistan, mais aussi en Yougoslavie et en Tchétchénie. C'est dans ce contexte qu'il faut situer le 11-Septembre et ses suites.

Ainsi s'érigent une « Méga identité occidentale se disant judéo-chrétienne qui protège et défend les conquêtes d'Israël et un bloc arabo-musulman qui refuse de telles conquêtes, s'accroche aux droits des Palestiniens, et après l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, dénonce une nouvelle croisade cette fois judéo-chrétienne contre le monde musulman ».

Par l'instrumentalisation du religieux, « on atteint alors le stade suprême d'une idéologisation du monde qui renoue avec la vraie matrice des totalitarismes modernes à savoir les guerres de religions en Europe elle-même » .

La géopolitique internationale est régie par un triangle conceptuel -religion, civilisation, identité- dont l'usage fait reculer la notion de citoyenneté et qui légitime, dans l'ordre interne comme international, des actes de plus en plus difficiles à contester par les citoyens. Cela annonce, et c'est inquiétant, la fin du droit international et en corollaire le développement de zones de non-droit.

X X
X

4- Juifs et Arabes (musulmans) ennemis héréditaires ?

Se fondant sur une relecture de « l'Orientalisme »⁷ d'Edward Saïd, Gil Anidjar, professeur à Columbia, va développer une pensée complexe que je vais tenter de

⁷ Edward W. Saïd, L'Orientalisme, L'Orient créé par l'Occident, publié pour la première fois en 1978, réédition Seuil 2005

résumer en espérant ne pas la trahir en le citant abondamment.

Selon Anidjar, cette opposition juif – arabe est une sorte de fabrication identitaire et coloniale qui permet à l'Europe et l'Occident de se redéfinir à un certain moment de leur histoire.

Dans un article intitulé « L'hypothèse sémite »⁸, Gil Anidjar s'interroge sur l'apparition du terme sémite et sur sa disparition. Dans la vision orientaliste du XIXème, l'invention des Sémites comme catégorie -tombée en désuétude et complètement obsolète aujourd'hui- a correspondu en Europe à un moment de sécularisation, ou du moins à un moment où l'Europe se pensait sécularisée alors même qu'en réalité c'était une transformation de la religion qui s'opérait.

Effectivement la religion ne disparaît pas de l'Europe. On assiste simplement à un déplacement du religieux, du religieux chrétien qui fait semblant de s'ignorer et va se déplacer en se fabriquant un Orient religieux et racial dans lequel Juifs et Arabes vont être associés dans une catégorie qui est celle des Sémites. C'est le moment unique, dit Anidjar, où tout ce qui peut être dit sur un Juif peut être dit sur un Arabe et réciproquement avec validité. Ce moment-là racialise et théologise Juifs et Arabes.

Là où Renan associe Juifs et Arabes comme race et religion dans le terme de sémites, le nazisme va les dissocier dans une première étape en racialisant les juifs et en les « dé-théologisant ». Hitler écrit dans « Mein Kampf » que la religion juive est un prétexte à la survie de la race juive. Par contre, pour des raisons politiques liées à la guerre, le nazisme va théologiser l'Islam et le déracialiser. Dès lors pour les Juifs, les aspirations politiques et les revendications nationales vont s'exprimer plus fortement.

Il faut cependant toujours garder à l'esprit que c'est à l'intérieur même de l'Europe du XIXème que les deux identités politiques Juif et Arabe ont été co-constituées en relation l'une avec l'autre.

Comme le dit Anidjar, « Les Sémites ne garderont d'existence comme concept dans la conscience européenne qu'aussi longtemps que l'Europe s'imaginait être sécularisée ».

C'est au moment où la religion se dissipe supposément en Europe qu'émerge l'Orient/religion.

Comme Marx l'avait déjà noté, « l'histoire de l'Orient se présente comme une histoire des religions ».

La deuxième étape du raisonnement de Gil Anidjar a pour objet l'histoire de l'ennemi : Israël se présente comme une démocratie laïque et moderne alors que, face à lui, son ennemi est exempt de toute culture politique, « -ce

⁸ The semitic hypothesis, publié in Semites, Stanford University Press, 2008

n'est pas une race, à peine une civilisation et en tout état de cause une religion aberrante ! »

Autrefois juif et arabe étaient institués comme race et religion dans un mode politique sécularisé. Depuis le nazisme et jusqu'à aujourd'hui, on peut à nouveau les séparer. Reste à définir les critères ? Israéliens et Palestiniens ? juifs et musulmans ? Juifs et arabes ? Avec minuscule ou majuscule ? Réalistes en matière politique et extrémistes religieux ?

Aujourd'hui, dit Gil Anidjar, ce sont les termes « Juif » et « Arabe » qui sont dominants. La mutation discursive de « Sémites » à « Juif » et « Arabe » reconfigure des alliances fantasmatiques et reformule la distinction entre race et religion, entre religion et politique, entre ethnicité et race, tout en excluant celui qui était à l'origine le parallèle obligatoire du Sémite, l'Aryen.

C'est à dire qu'on a affaire à une défausse extraordinaire du christianisme qui a travaillé le XIXème, une défausse extraordinaire du chrétien, de ce qu'il continue à faire à travers les missions chrétiennes dans les empires coloniaux, une défausse jusqu'à aujourd'hui lourde de conséquences sur cette fabrication d'un Orient racisé et théologisé judéo-arabe.

A un niveau tout à fait pratique, les termes « Juif » et « Arabe » restent dominants au moins pour deux raisons :

-Tout d'abord ce sont les termes en fonction desquels le « conflit » et ses prétendues solutions sont articulés - d'où la popularité des solutions à deux États, l'un juif, l'autre arabe ou palestinien, comme si ces termes étaient de simples contraires entre lesquels la distinction pouvait se faire sans aucun problème.

-En second lieu, ces termes « juif » et « arabe » ont déterminé la vie de millions de personnes puisqu'ils sont inscrits sur

les cartes d'identité israéliennes depuis le début de l'État d'Israël, ainsi s'opère la distinction entre citoyenneté – israélienne- et la nationalité –Juif ou Arabe. La nationalité permet donc une discrimination et non pas une reconnaissance de droits égaux.

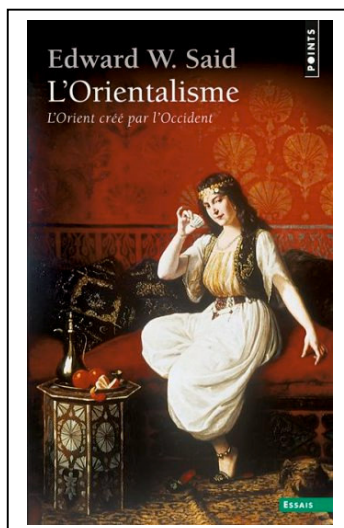
En conséquence, en Israël, « Juif » bien que dé-théologisé continue à fonctionner comme un terme religieux, alors qu' « Arabe » semble être exempt de tout contenu religieux, se contentant d'être un marqueur ethnique et politique, une catégorie raciale et même raciste qui fonctionne comme un écran mais qui signifie entre autres choses, « le fanatisme musulman » ou tout simplement « la religion ».

Que l'on parle d'Israéliens et de Palestiniens –le nationalisme étant le facteur primordial ; de juifs et musulmans –le facteur primordial étant en ce cas la

religion ou que l'on parle de Juifs et d'Arabes – ethniquement définis avec, pour les uns, une politique dite « démocratique » et pour les autres une « religion fanatique »- ce n'est jamais une simple erreur dit Anidjar. On ne fait de la sorte que maintenir une situation qui, institutionnalisée par l'Etat d'Israël comme le point culminant d'une histoire complexe et non écrite, réinscrit des distinctions invisibles et ininterrogées qui séparent et qui traversent race et religion, religion et politique, et finalement les Sémites eux-mêmes : le Juif et l'Arabe.

Gil Anidjar nous rappelle fort à propos l'intuition d'Edward Saïd qui écrivait : « Peut-être la religion comme l'orientalisme est-elle un discours, un mode de pensée, de formuler et d'organiser les concepts, de relier des mots et des choses entre elles, qui est spécifiquement occidental ».

La religion est impossible à comprendre si l'on ne prend pas en compte le fait qu'il s'agit de l'histoire de l'Europe (et non pas de l'Orient et du Moyen-Orient) même si elle a eu et continue à avoir des effets dévastateurs dans cette région du monde.



En fin de compte, nous avons affaire à l'histoire de ce que veut le chrétien. « Rappelons-nous, dit Anidjar, l'affaire du foulard en France, l'opposition affichée à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne couplée avec une affirmation renouvelée de l'identité chrétienne de l'Europe, rappelons-nous Bush et Sharon, l'alliance d'Israël avec les évangélistes chrétiens des Etats-Unis, rappelons-nous l'insistance avec laquelle on martèle que la guerre contre les « terroristes fanatiques » n'est pas une guerre contre l'« Islam » et n'oublions pas la présence militaire des

Etats-Unis au Moyen-Orient ... Posons-nous la question de savoir s'il n'y a pas de racisme dans tout ceci. »

« Pensez enfin, dit Anidjar, que les « Arabes » ne sont pas considérés comme un groupe ethnique distinct dans les formulaires administratifs des services américains de l'immigration –même si c'est en train de changer et pas forcément en mieux. »

Je rapporte enfin ici la conclusion de Gil Anidjar : « là où la religion est advenue, la race a pour ainsi dire disparu (ce qui veut dire que, quoique visible, elle a été masquée dans son pouvoir et dans ses effets). Le sécularisme est un orientalisme. La race est la religion. La preuve ? ... Les Sémites. » ■

Texte revu par l'auteure et publié avec son autorisation

Le religieux dans la crise yougoslave des années 90

Intervention de Catherine Samary,

Spécialiste des Balkans, auteure de nombreux ouvrages dont Yougoslavie, de la décomposition aux enjeux européens (Éditions du cygne, 2008), Les conflits yougoslaves de A à Z (L'Atelier, 2000), en collaboration avec Jean-Arnault Dérens, La Déchirure yougoslave. Questions pour l'Europe (L'Harmattan, 1994), Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave, (Publisud-La Brèche, 1988).

Impliquée dans nombre d'associations altermondialistes, elle a été membre fondateur de l'association Sarajevo.

En préalable à mon intervention proprement dite, qu'il me soit permis de faire une double remarque :

- d'une part, le rejet des interprétations ethno-religieuses n'implique pas qu'il n'y ait pas dans les conflits analysés, des dimensions nationales et religieuses – cela sera le cas dans la crise yougoslave ;
- d'autre part, le fait d'adopter une démarche dite « profane », politique, n'implique pas qu'il n'y ait pas de conflits d'interprétations au sein même de ces approches dites profanes - j'en évoquerai plusieurs sur le sujet traité.

Tenter de mettre en lumière la complexité n'est pas contradictoire avec l'effort de rendre intelligibles les conflits. Ce n'est pas chose facile en peu de temps – mais je voudrais essayer de dégager l'essentiel des causes de la crise yougoslave et en particulier des guerres qui ont ravagé la Bosnie – en partant du contexte particulier où elle s'est déroulée.

Le contexte

Un rappel s'impose en effet : la Yougoslavie éclate au début des années 1990, un éclatement qui va s'étaler en diverses phases tout au long de la décennie (indépendance de la Slovénie et de la Croatie en 1991, guerres en Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995 ; négociations sur le Kosovo puis guerre de l'OTAN en 1999). Le début de la crise ouverte coïncide avec une période de basculement du monde, juste après la chute

du Mur de Berlin. 1991, c'est le démantèlement de l'Union soviétique, la fin de la Guerre froide. Dans ce basculement se situera aussi le passage d'un certain type de « guerres civilisées » de l'impérialisme à un autre - d'un « ennemi principal » (des puissances impérialistes), le communisme (contre lequel l'alliance avec Ben Laden se « justifiait »), à un autre type d'ennemi, généralisant le « terrorisme islamiste ». Dans la nouvelle idéologie des rapports mondiaux, l'Islam jouera un rôle fondamental.

Le conflit yougoslave se situe « entre deux », au moment de ce basculement « post-communiste ». On y cernera des traits empruntés aux deux périodes, dans certaines perceptions et interprétations.

Mais de quoi s'agit-il ? La crise yougoslave se caractérise par un double démantèlement, celui d'une fédération multinationale, et celui d'un système économique-social basé sur la propriété sociale dite autogestionnaire : celle-ci se distinguait du modèle soviétique (et fut introduite dans les années 1950, après la rupture entre Staline et le régime dirigé par Tito, chef historique du parti communiste et de la révolution yougoslaves). Je ne peux traiter ici des apports et des contradictions de cette expérience.¹

Quelles furent les causes des conflits violents qui sont notre sujet ?

¹ Voir à ce sujet les articles sur mon site <http://csamary.free.fr>

Divers types d'interprétations profanes

Les interprétations profanes sur les causes de la décomposition yougoslave et de ses violences sont de plusieurs ordres :

– Il existe tout d'abord des interprétations de type complotiste pour lesquelles le démantèlement de la fédération, était fondamentalement le produit d'interventions essentiellement extérieures : d'une part, l'Allemagne ou/et le Vatican auraient, en soutenant le séparatisme des républiques slovène et croate - catholiques et riches-, voulu retrouver leurs « sphères d'influence » dans ces régions et exprimé leur hostilité « historique » à la Yougoslavie. Au-delà, l'impérialisme, - américain notamment- et le FMI, auraient porté le projet de démantèlement d'un système se réclamant du socialisme qui, en raison de ses caractéristiques autogestionnaires et de son non-alignement sur l'Union soviétique, aurait pu encore exercer une certaine attractivité.

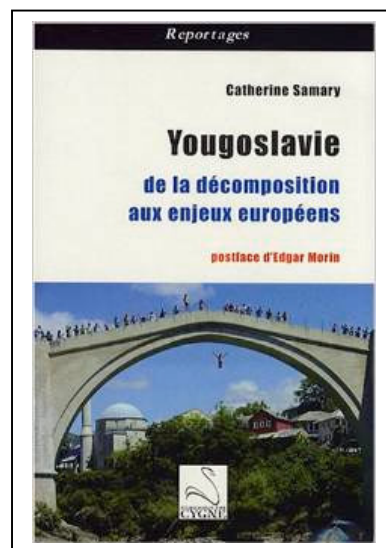
– L'autre grande thèse largement « profane » et répandue était celle des « haines fatales inter-ethniques » : elle partait de la multiplicité des communautés nationales et de leurs conflits passés et développait l'idée que le communisme et son système de parti unique avaient étouffé ces conflits, insurmontables dans un cadre unifié. Avec la crise du système de parti unique, ce qui semblait avoir disparu (à cause de la répression), remontait à la surface.

J'étais, quant à moi, en désaccord à la fois avec la thèse des « haines fatales inter-ethniques », et celle des complots extérieurs. Il y avait des causes politiques, socio-économiques (y inclus des conflits nationaux et culturels) de conflits, contradictions et échecs. J'en ai fait l'étude du point de vue même des idéaux socialistes et autogestionnaires dont le système se réclamait (et qui étaient populaires) : au cœur de l'échec (non fatal) on peut cerner l'absence de moyens et d'institutions démocratiques permettant aux autogestionnaires eux-mêmes (dans leurs diversité, hommes et femmes de diverses nationalités et culture, travailleurs et citoyens) de gérer les difficultés ; de déterminer leurs buts communs et les moyens pour les atteindre, d'en faire le bilan critique, de rectifier...

Il y eut peu de temps (la Yougoslavie titiste est née au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale...) pour une telle expérience et pour surmonter les difficultés ; et des facteurs externes, internationaux aggravants. Nier les « complots » externes n'implique aucunement de négliger ces facteurs. La révolution yougoslave puis le régime titiste ont résisté aux rapports de domination que voulait imposer l'URSS stalinisée. Mais cela a impliqué une ouverture et dépendance plus grande envers l'environnement capitaliste, avec différentes phases. Il y eut des causes extérieures d'aggravation de la dette dans les années 1970-1980 : montée des taux d'intérêt

des prêts externes, montée du prix du pétrole ; puis le rôle du FMI, et des enjeux géo-politiques. Dans un contexte intérieur de fragilité politique et socio-économique, les choix des grandes puissances deviennent essentiels. Les Etats-Unis voulaient en 1991 maintenir l'OTAN et l'étendre après la fin de la « guerre froide ». L'UE cherchait à se construire, sans aucune cohérence réelle interne et extérieure. Tous ces acteurs ont exploité la crise yougoslave en fonction de leurs intérêts propres, en « pyromanes pompiers ».

Mais les acteurs internes n'étaient pas de simples pions, ils avaient leurs « agendas » propres – au-delà des alliances conjoncturelles : en pratique, la dislocation de la fédération, le développement de la violence ont eu pour enjeu fondamental le partage des territoires et des



richesses entre de nouveaux pouvoirs d'Etat-nations. Ils ont cherché à légitimer leur contrôle de territoires et leur appropriation des richesses sur la base idéologique du nationalisme à la place des légitimations antérieures du régime, au nom du socialisme. La crise a débouché sur la construction d'Etats nations exclusifs porteurs de guerre dans les espaces les plus mélangés et les plus fragiles de l'ancienne fédération.

Que vient faire la religion dans tout cela ?

Elle s'insère dans la genèse de plusieurs « nations » yougoslaves, et parmi la plus fragile, celle des « Musulmans » bosniaques.

Nations, nationalités et citoyenneté dans la Yougoslavie titiste

Il faut tout d'abord distinguer les notions utilisées dans la constitution yougoslave

Il faut prendre garde au fait qu'en France, deux notions sont superposées, celle de **citoyenneté** et celle de **nationalité** (on est citoyen français, ou appartenant à la « nation » française – cela se superpose). Dans bien d'autres pays, et en particulier dans la Yougoslavie titiste, on distingue ces deux notions :

– la citoyenneté relèvait du « droit du sol », ou de l'appartenance au territoire géré par l'Etat (en l'occurrence la fédération mais aussi les républiques) ; on était, au plan politique, **citoyen de la Yougoslavie et de**

chacune de ses républiques (Croatie, Bosnie, Serbie, Slovénie, etc), de diverses origines, religions, langues.

— Cela se distinguait de la notion de « peuple » ou « nation » au sens de communauté « ethnico-nationale », culturelle (au sens large, incluant la religion) : on se « déclarait » (dans les recensements) de telle ou telle « nation » - ou « indéterminés ». C'était donc, subjectif et susceptible d'évoluer. Les « nations » étaient représentées dans une chambre spécifique, indépendamment de leur nombre, pour y défendre leurs droits. On se déclarait librement « serbe » ou croate par exemple, quelle que soit la république où l'on était : la plupart des républiques étaient elles-mêmes « multi-nationales » (la Croatie était la république du peuple croate ET du peuple serbe ; la Bosnie était une république de



trois « peuples » - serbes, croates et « Musulmans » bosniaques (on y reviendra). Les identités nationales peuvent se combiner, bien sûr dans des espaces de mélanges. Et vers la fin de la Yougoslavie, compte tenu des mariages mixtes et de l'attachement à la Yougoslavie, des millions de « citoyens » yougoslaves ont aussi voulu se « déclarer » de « nation » yougoslave. Les « nations constituantes » (slaves) qui se sont regroupées volontairement dans le projet de fédération, avaient eu des histoires différentes : certaines avec un passé de royaume/Etat propre, d'autres pas (les Slovènes n'avaient jamais eu d'Etat propre : ils ont acquis des droits nationaux dans la Yougoslavie).

— Les communautés nationales qui se retrouvaient en Yougoslavie mais y étaient une minorité, avec un Etat de référence extérieur, (Hongrois de Vojvodine, Albanais, au Kosovo, en Macédoine, au Monténégro) n'avaient pas le statut de « nations » dotées du droit d'autodétermination (impliquant le droit de se séparer) mais celui de minorités nationales (un vocabulaire spécifique permettait de ne pas utiliser le mot « minorité » perçu comme discriminatoire). Comme les Hongrois, les Albanais de Yougoslavie se distinguent par leur langue, non slave. Au plan religieux, les Albanais sont majoritairement mais non exclusivement musulmans (en Grèce ils sont plutôt orthodoxes, au Monténégro, plutôt catholiques). L'enjeu fondamental de leur lutte est « national » et non pas religieux : quel statut ? Dans quel Etat (le Kosovo comme république yougoslave ? Comme Etat indépendant ? Ou regroupement des Albanais dans un seul Etat?)

Un point essentiel à souligner ici, qui dépasse notre sujet : les « nations » (communautés qui se battent pour des Etats, sous diverses formes) sont des productions historiques, évolutives, et dont la genèse est très diverse : certaines nations yougoslaves se sont constituées autour de la langue (le Slovène, par exemple) ; d'autres, parlant la même langue se sont différenciées par une histoire (la France n'est pas le seul pays francophone.. ; de même, ceux qui parlent le « serbo-croate » ne « sont » pas tous / ne se « déclarent pas tous / des « Serbes », y compris quand ils partagent la même religion de base ; les Monténégrins ont été différenciés par l'autonomie acquise dans leur résistance au sein de l'Empire ottoman ; les Croates, catholiques se sont retrouvés principalement dans l'Empire austro-hongrois). Mais de ces histoires différentes n'émerge pas non plus un choix politique unique : il y eut plusieurs périodes où dominaient les partisans d'un rapprochement politique des

Slaves du sud (Yougoslaves) dans un même Etat. Mais quel Etat ? Reconnaisant la diversité des « nations » composantes ? Ou imposant un « moule » forcé « le yougoslavisme » ? Ou contre de telles tendances, les projets d'Etats-nations exclusifs les uns des autres ?

Dans les phases de rapprochement ; les linguistes ont mis l'accent sur ce qui était commun au « serbo-croate ». Dans les périodes de séparation politique, celle-ci a été « consolidée » par une séparation des langues, et l'accent sur des Eglises différentes... Il n'y a là rien de « scientifique » ou de purement « objectif » qui donnerait une « définition » des « nations », et encore moins des solutions politiques et socio-économiques permettant de défendre leurs « identités » et permettre librement des choix individuels et collectifs évolutifs. Mais il s'agit là de questions « profanes » où la religion est une composante des cultures et des droits, mais non pas la base unique ni principale des conflits.

Conclusion d'étape ; sur les causes des conflits yougoslaves des années 1990s.

Il est intéressant de comparer deux phases de violences « inter-ethniques » et politiques associées à la crise d'un Etat multinational yougoslave lors de la Seconde Guerre mondiale (fin de la première Yougoslavie) et en 1991 (fin de la seconde).

— La première Yougoslavie était née de plusieurs facteurs : aspirations au regroupement de peuples

slaves pour résister à l'assimilation, décomposition des grands empires (ottoman, austro-hongrois, tsariste), luttes de classes marquées par l'impact de la révolution d'Octobre, et finalement, compromis entre grandes puissances victorieuses (Grande-Bretagne, France, notamment) instrumentalisant l'explosion des « questions nationales » pour reconfigurer les frontières et régimes à leur solde.

– Lors de la Seconde Guerre mondiale, cette première Yougoslavie, devenue en 1929 dictature

royauté serbe soit à la construction d'Etats-nations exclusifs.

La victoire d'un nouveau projet yougoslave contre ces derniers montre combien les « haines fatales inter-ethniques » et la domination des grandes puissances peuvent être combattues victorieusement : mais les espoirs concrets de droits sociaux et nationaux égalitaires portés par les Comités de Libération Nationale et l'armée populaire dirigée par les Partisans expliquent cette victoire.

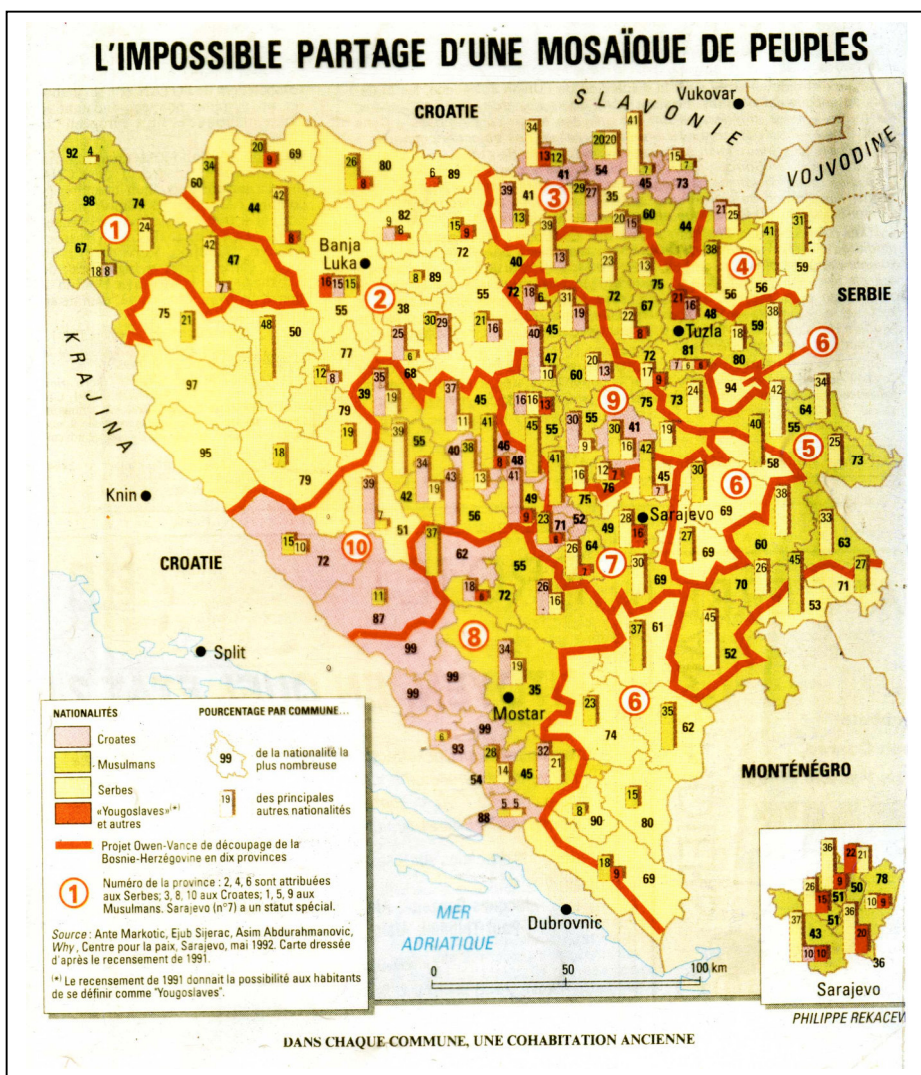
– En 1991, il n'y avait plus d'ennemi extérieur commun. Et les causes internes de fragilité (creusement des écarts entre région, corruption du régime, absence de système cohérent de droits et de gestion des choix) n'ont pas débouché sur de nouveaux projets yougoslaves communs, mais sur les pressions en faveur des privatisations et de l'insertion, en ordre dispersé dans l'Union européenne, sur des bases de construction d'Etats-nations

Ce sont donc bien des questions socio-économiques et politiques qui étaient à la racine de la crise. Mais la dégénérescence de cette crise vers des guerres, en l'absence d'un projet multi-national, était associée à la nature des forces politiques dominantes et à leurs projets – pas à la religion. La volonté d'appropriation des territoires « mélangés » multinationaux allait devenir l'enjeu piégeant les « minorités » au sein d'Etats-nations discriminatoires envers elles, par la redéfinition des droits sociaux et de la « citoyenneté » au sein des

« unitariste » sous domination de la Royauté serbe, fut envahie et dépecée par les troupes nazies et fascistes. Son éclatement fut à la fois crise d'une « prison des peuples » et d'un Etat de la périphérie capitaliste échouant à industrialiser l'essentiel de son territoire, et produit d'un dépeçage par les puissances coalisées allemande et italienne. Il y eut plus d'un million de morts (sur une population de moins de 15 millions d'habitants) d'une guerre combinant ses enjeux mondiaux et une guerre civile divisant l'espace yougoslave entre Partisans (dirigés par le Parti communiste) yougoslaves, et courants nationalistes soit favorables au retour de la

« nations » au profil désormais imposé. Les frontières des républiques fédérales n'étaient pas « ethniques » (tous les Serbes n'étaient pas en Serbie, tous les Croates n'étaient pas en Croatie...); les « nations » étaient le plus souvent dispersées sur plusieurs républiques (sauf en Slovénie où citoyens et nation slovène se superposaient largement).

De surcroît toutes les nations – et toutes les communautés nationales (minorités) – de Yougoslavie n'avaient pas la même « continuité historique » ou le même rapport de force pour défendre leurs droits ou leurs nouveaux objectifs, pour les « légitimer ». Les Albanais de Yougoslavie étaient en position de faiblesse



non pas pour des raisons religieuses, mais parce qu'ils n'étaient pas, dans la Constitution, reconnus comme « nation constituante » dotés du droit d'auto-détermination. Les « Musulmans » de Bosnie étaient la plus fragile des nations reconnues comme « constituantes » par le régime titiste – avec une appellation à connotation explicitement religieuse.

Voilà pourquoi il faut maintenant se concentrer sur ce cas par rapport à notre sujet.

Il relève de l'interprétation « profane » et politique générale que nous avons évoquée : l'enjeu des guerres qui ont ravagé la Bosnie fut le partage territorial de cette république entre pouvoirs voisins (serbe et croate) – de même que le conflit au Kosovo avait pour enjeu l'appropriation du territoire de la province du Kosovo au nom de deux « histoires nationales » conflictuelles sur ce territoire. La religion n'était pas la cause des conflits. Par contre son étroite imbrication dans la genèse de la « nation » des « Musulmans » (bosniaques) et le caractère récent et précaire de celle-ci, facilita un « ethnocide » spécifique – instrumentalisant l'islamophobie - combiné à une perception religieuse de ce conflit.

Le cas de la Bosnie Herzégovine

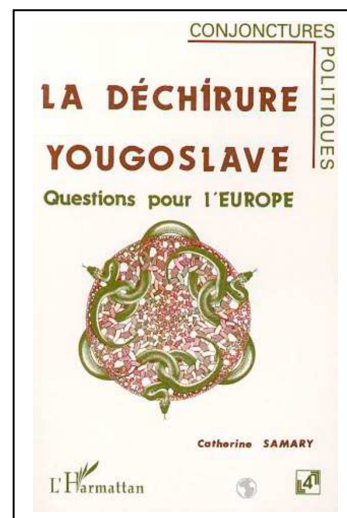
Il y a -aujourd'hui encore- trois « peuples » ou « nations » constituantes slaves en Bosnie-Herzégovine. Ils se distinguent par une histoire et une culture associées à la religion dominante (orthodoxe, catholique ou musulmane). Elles parlent (comme en Croatie ou en Serbie) des variantes régionales de la même langue, dotée de deux alphabets (cyrillique et latin qui étaient tous deux utilisés dans la république) – mais depuis l'éclatement de la fédération, on distingue trois langues, le serbe, le croate et le bosnien...

Au début du régime titiste, les musulmans de Bosnie pouvaient se déclarer (dans les recensements nationaux) Croates, Serbes, ou « indéterminés » (catégorie officielle des recensements) - et c'est massivement cette dernière catégorie qu'ils adoptaient jusqu'à la nouvelle constitution du milieu des années 1960. A cette époque, le régime de Tito accentuant un traitement égalitaire des différentes nations (soucieux d'atténuer le poids des nationalismes dominants serbe et croate), a décidé l'introduction d'une nouvelle catégorie, - en positif, à la place des « indéterminés » et à côté des bosno-serbes et bosno-croates- : les « Musulmans » avec une majuscule en français pour distinguer la « nation » de la religion - comme en URSS les Juifs – avec majuscule - des recensements nationaux se distinguaient de la communauté religieuse des juifs. Et c'est cette appellation sécularisée qu'adopteront la grande majorité des Bosniens (citoyens de Bosnie) de culture musulmane.

Cette politique de consolidation des équilibres nationaux s'insérait également dans le cadre d'une politique internationale de non-alignement populaire dans bien des pays à majorité musulmane.

Les Musulmans de Bosnie sont, depuis la nouvelle constitution de Bosnie, appelés « Bosniaques » pour éviter la confusion avec la religion musulmane à proprement parler. Il s'agit de Slaves (catholiques, orthodoxes ou « hérétiques ») qui, sous l'empire ottoman, se sont convertis à l'Islam. Dans les recensements nationaux de la Bosnie Herzégovine de 1991, on comptait environ 43% de Musulmans/Bosniaques (pour environ 20 % de musulmans pratiquants) ; 30% de Serbes (pour environ 20% d'orthodoxes pratiquants) et quelque 18% de Croates (environ 15 % de catholiques pratiquants) – tous citoyens de Bosnie (Bosniens). Les trois nations ont donc une genèse historico-religieuse différente, qui léguait dans l'ancienne Yougoslavie et Bosnie leurs cultures au sens large, sans empêcher les relations de voisinages, le partage des fêtes, les mariages croisés, et la diminution, comme dans toutes les nations, de la part de croyants pratiquants. (On peut noter que la communauté musulmane était aussi la plus concentrée dans les cités industrielles de la Bosnie, comme Tuzla, favorisant de fait le brassage). Au plan subjectif, beaucoup de citoyens de la Bosnie tendaient à se déclarer « Yougoslaves » - et l'attachement à une identité « bosnienne » (plurielle) a été particulièrement forte chez les musulmans - contrairement à un des clichés qui a été souvent répandu pendant la crise des années 1990 par les courants nationalistes serbes ou croates selon lesquels : Musulmans = musulmans = fondamentalistes...

On voit là émerger comment la religion a été insérée et instrumentalisée en Bosnie-Herzégovine, alors que partout ailleurs, que ce soit en Macédoine, en Slovénie et même au Kosovo – et plus globalement à l'échelle de la crise yougoslave elle-même - les conflits ont été interprétés en tant que conflits nationaux associés au changement de système socio-économique, et non pas religieux.



La Bosnie Herzégovine sujet des appétits serbes et croates

En Bosnie Herzégovine, une guerre de nettoyage ethnique de territoires va se dérouler entre 1992 et 1995 – dont on peut suivre la macabre avancée sur l'évolution des cartes : on y voit émerger les « entités » finales, cristallisées dans la constitution de Dayton mettant fin à la guerre. Selon les recensements officiels, cette guerre a produit quelque 2 millions de personnes réfugiées (hors du pays) ou déplacées (d'une région à une autre de la Bosnie-Herzégovine) et environ 100 000 morts - dont 70% de Musulmans (au sens large) alors qu'ils ne représentaient que 43% de la population de la république.

Si les Musulmans n'ont donc pas été les seules victimes du conflit, ces chiffres indiquent cependant qu'ils en ont été les victimes principales. La cause peut aussi se « visualiser » sur les cartes de la Bosnie-Herzégovine où l'on peut repérer que les Musulmans se trouvaient très largement au centre du pays, donc pris en tenaille entre les milices et armées de deux nationalismes exclusifs cherchant à se partager la Bosnie-Herzégovine (le dirigeant serbe Slobodan Milosevic avait secrètement rencontré celui de Croatie, Franjo Tudjman au début des années 1990, dans le but d'un tel partage ; et les milices nationalistes bosno-serbes et bosno-croates se rencontrèrent régulièrement à Graz, en Autriche) :

– d'un côté, les nationalistes serbes considéraient les Musulmans bosniaques comme des traîtres à la cause serbe (ils sont ainsi supposé avoir été des Serbes se convertissant à l'islam à l'époque de l'empire ottoman) ; les « tchetniks » (nationalistes serbes) pratiquaient un « revanchisme » historique et haineux contre les « Turcs » et traîtres musulmans ;

– de l'autre, les nationalistes croates (dont l'extrême-droite « oustachie »), considéraient au contraire les Musulmans de Bosnie comme des Croates – et dans leur lutte contre Belgrade, ils tenaient un discours hypocrite : ils accueillirent un temps les réfugiés Musulmans, mais ils les maltraitaient et supprimaient leurs papiers (pour forcer à l'assimilation à l'identité croate) – et dans la région de l'Herzeg-Bosna avec pour capitale Mostar, ils pratiquèrent les mêmes nettoyages ethniques anti-musulmans que les nationalistes serbes ailleurs. En outre, le dirigeant de la Croatie, Franjo Tudjman, cherchant à obtenir le soutien des Etats-Unis (notamment des armes), se présenta comme un « rempart contre l'islamisme » en Bosnie- Herzégovine.

Au même titre que le projet de Grande Croatie intégrait totalement la Bosnie, le projet de Grande Serbie intégrait lui aussi totalement la Bosnie. Nier la réalité de l'identité « bosnienne » et plus spécifiquement de ceux qui lui étaient le plus attachés, les « Bosniaques » (Musulmans) fut la « légitimation » de cet ethnocide.

Dimensions internationales : entre deux périodes.

Cette guerre allait être perçue dans le monde musulman comme une nouvelle croisade chrétienne - perception au demeurant parfaitement compréhensible même si elle n'est pas forcément juste, au vu de la proportion des victimes musulmanes et de l'émergence (chez les agresseurs) d'un discours islamophobe, et du fait que les agresseurs appartenaient à des nations à dominante orthodoxe ou catholique.²

Mais il est indispensable de revenir sur le positionnement des grandes puissances à cette époque-là. On se trouve, on l'a dit au début, dans une configuration particulière, avec la décomposition de l'URSS, à un moment de basculement où la Russie est sous la domination de Eltsine. Celui-ci va se révéler un allié de choix de l'impérialisme américain dans sa volonté d'en finir avec tout ce qui pouvait rester de l'URSS : c'est Eltsine qui va organiser à la fois la décomposition de l'Union soviétique (au bénéfice de la Fédération de Russie) et les privatisations généralisées. Et c'est encore lui qui va mener la sale guerre contre les Tchétchènes musulmans, sans la moindre critique de la part des Etats-Unis : elle s'inscrira dans les « guerres contre le terrorisme ».

Pourtant, la tonalité des discours de Washington, concernant la crise yougoslave, se rattache encore à l'ancien « paradigme » de l'ennemi principal (communiste). D'autant que les horreurs commises en Bosnie Herzégovine vont faire basculer les opinions publiques en Europe et aux Etats-Unis en faveur des populations musulmanes victimes d'un agresseur supposé unique : le serbo-communiste Milosevic – bien que celui-ci n'avait plus grand chose à voir avec le communisme : jouant sur toutes les idéologies (du nationalisme serbe à un « yougoslavisme » proche de celui de la première Yougoslavie sous domination serbe), il cherchait, lui aussi, à s'emparer des territoires les plus larges possibles pour en privatiser les ressources, en défendant son propre pouvoir dans le cadre d'alliances (internes et externes) évolutives.

Washington va s'emparer des différentes phases de la crise yougoslave pour y défendre ses propres intérêts (redéploiement de l'OTAN, notamment). La guerre en Bosnie, et les impasses des plans européens et onusiens vont lui permettre une opération politico militaire d'envergure : les Etats-Unis se présenteront comme les amis des musulmans contre le « serbo-communisme » de Milosevic. Mais pour quel type d'orientations pratiques ?

² J'ai développé cette explication dans le chapitre d'un livre, originellement en allemand, puis traduit en anglais sur ce sujet « neither a religious war nor ethnic hatred » dans l'ouvrage « The Islamic World and the West » coordonné par Kai Hafez, traduit en 2000 et publié en allemand en 1997 (liens sur mon site, dans les thèmes « Restauration capitaliste », Bosnie-Herzégovine 2000).

Deux options étaient en présence

- La première était de lever l'embargo sur les armes en faveur des populations en position de légitime défense – donc pour l'armée dirigée de Sarajevo, théoriquement contre un attaquant unique. Soutenue dans le monde musulman, cette option sera controversée à l'intérieur des diplomatie étatsunienne et occidentale. La peur de livrer des armes à des groupes djihadistes sans être en mesure de vraiment contrôler la dynamique de leur lutte armée amènera les Etats-Unis à écarter cette option.

- La deuxième, qui fut adoptée, consista à s'appuyer stratégiquement sur le pouvoir de Zagreb et de lui livrer des armes, en le poussant à une alliance avec l'Armée de Sarajevo. Le discours et profil de Franjo Tudjman facilitaient cette option : se présentant comme « ami des musulmans et démocrate » (contre le « serbo-communiste » Milosevic). Pourtant, Tudjman et Milosevic provenaient du même parti et défendaient en substance, sous des étiquettes différentes, des objectifs communs, avec des méthodes largement similaires. Et en pratique, l'unification de l'armée croate et de l'armée de Sarajevo était rendue difficile après les nettoyages ethniques menés par les troupes nationalistes croates contre les musulmans, en 1993 à Mostar (avec destruction radicale du quartier musulman) et dans la partie proche de la Croatie. Néanmoins une alliance conflictuelle se noue contre les forces armées serbes, et va équilibrer le rapport de force, sans que les Etats-Unis n'impliquent leurs propres troupes, mais en donnant à la diplomatie des Etats-Unis un rôle dirigeant.

C'est à Dayton, aux Etats-Unis, que se négocieront les accords qui mettront fin à la guerre en établissant une nouvelle constitution pour le pays. Ce cessez-le-feu de 1995 « constitutionnalisera » le résultat de trois années de conflits, produisant une large homogénéisation ethnique du territoire. L'accord créant une constitution pour la Bosnie-Herzégovine, s'appuyait en fait sur la signature de Milosevic et de Tudjman, tout en reconnaissant la présidence du pays à Ilija Izetbegovic. Le pays fut déclaré « souverain » mais sous contrôle international ; « uni » mais divisé en deux « entités » (ainsi nommées pour les rendre « administratives », et tempérer les velléités séparatistes, côté serbe et côté croate) :

– la République serbe de Bosnie (dite Republika Srpska) sur 49% du territoire, dans les parties contrôlées par les nationalistes serbes ; sans avoir explicitement le droit de se détacher de la Bosnie, elle était dotée d'organes politiques autonomes (parlement, gouvernement...) et constituait de facto une reconnaissance des nettoyages ethniques,

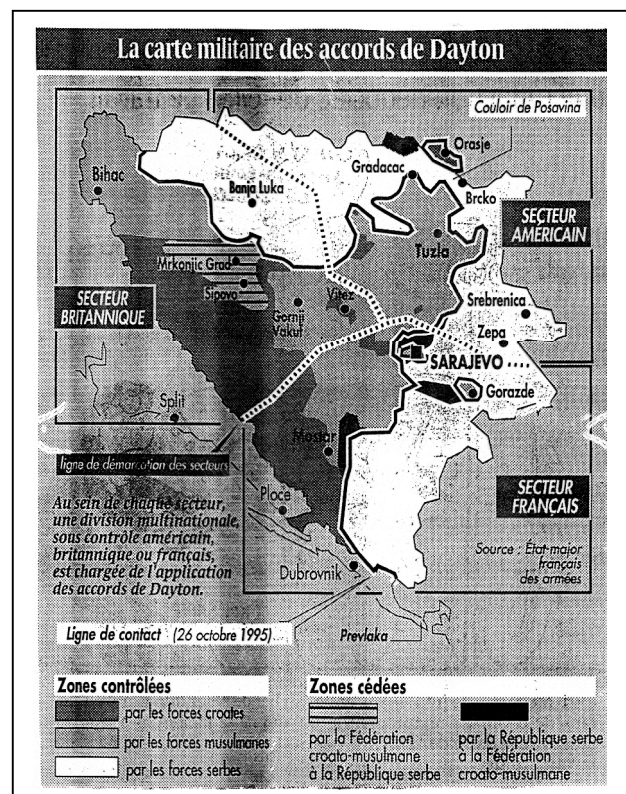
– La « fédération croato-musulmane » (aujourd'hui dite « croato-bosniaque » selon la nouvelle appellation des Musulmans de Bosnie), impliquant formellement plus qu'en pratique, la dissolution de « l'Herceg-Bosna », symétrique de la Republika Srpska , et sa fusion avec la

partie du territoire à dominante Bosniaque, au centre du pays.

La diversité des points de vue musulmans.

Les Musulmans bosniaques, comme d'ailleurs tant d'autres personnes de l'ex-Yougoslavie, incorporent en eux-mêmes une très grande diversité de « déterminants » identitaires et politiques ; ils n'ont cessé de s'interroger sur eux-mêmes depuis que la Bosnie-Herzégovine a quitté l'Empire ottoman en 1878³. L'éclatement de la Yougoslavie ne pouvait manquer de faire rebondir ces interrogations et une diversité de choix politiques et identitaires dans un nouveau contexte.

Même s'il y a eu des courants à base religieuse, on



pouvait constater un soutien prédominant (à défaut d'une Yougoslavie démantelée à laquelle ils étaient très attachés), à un projet de défense d'une Bosnie-Herzégovine multiculturelle – contre les nationalismes serbe et croate. L'expérience de Tuzla, principale cité industrielle de ce pays d'un peu plus de 4 millions d'habitants est significative : il y vit une population de 80 000 personnes, reflétant les proportions nationales du

³ Cf. les articles et ouvrages de Xavier Bougarel sur l'Islam et la Bosnie-Herzégovine notamment <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000718-balkans.-les-differentes-facettes-de-l-islam-par-xavier-bougarel/article> ; voir aussi mon article, « Mouvante identité des Musulmans », Monde Diplomatique, octobre 1995 <http://www.monde-diplomatique.fr/1995/10/SAMARY/6694>

pays, évoquées plus haut – donc une majorité relative de Bosniaques Musulmans. Et c'est aussi là que l'on a constaté la plus forte résistance aux votes pour les partis nationalistes serbes et croates et pour le parti d'Alja Izetbegovic, le SDA (Parti d'action démocratique). De même, loin d'être « djihadiste », l'*Armija* (Armée dirigée à Sarajevo) était, à Tuzla et de façon dominante sur la partie du territoire à majorité musulmane où elle était organisée, portée par les traditions et l'idéologie de l'Armée de libération nationale, anti-fasciste et multinationale des partisans yougoslaves - même si le respect des prières pouvait être organisé et s'il y eut dans l'*Armija* des bataillons de « djihadistes ».

La réalité dominante sécularisée des musulmans, n'empêchait pas l'existence d'aspirations religieuses. Les comportements individuels, associations, courants ou partis musulmans à base religieuse furent (comme ailleurs) divers : l'attachement à la religion et au respect de ses pratiques, pouvait nourrir une hostilité à sa « politisation » en partis, avec une critique des traits partagés par l'ancien parti unique et tous les nouveaux partis du pays, à dominante serbe, croate ou musulmane : la corruption. Le principal parti national des musulmans était le SDA qui a lui-même été loin d'être homogène et d'afficher un projet religieux. Il a connu plusieurs scissions.

La solidarité légitime que les Musulmans bosniaques ont reçu du monde musulman s'est accompagnée de contresens à la fois sur la nature du conflit et sur les aspirations des Musulmans – le président Izetbegovic oscillant lui-même entre un profil de chef religieux s'inscrivant dans un projet d'Etat musulman, et celui de président de Bosniens attachés à un projet séculaire et multi-national. Ce dernier a prévalu parce qu'il était davantage susceptible d'être soutenu par la « Communauté internationale » mais aussi parce que telle était l'aspiration dominante des Musulmans Bosniaques. Ceux-ci voulaient être considérés tout d'abord (et défendus) comme « citoyens » de Yougoslavie, de Bosnie, d'Europe...

Réalité et grilles d'interprétation

Au total, les interprétations religieuses ont donc prévalu dans le monde musulman – et sans doute parmi les populations musulmanes extérieures à la Bosnie et qui percevaient principalement l'horreur de massacres dont la population musulmane était la première victime.

Mais il y eut aussi de premières manifestations d'interprétation du conflit instrumentalisant la religion dans un sens islamophobe : ce fut le cas de l'extrême droite française, le Front national soutenant le pouvoir serbe contre des populations musulmanes (du Kosovo ou de Bosnie) « envahissantes » (à la fois au plan historique et sous l'angle du taux de fécondité) et représentant un

ennemi de la « nation » serbe – comme de l'Europe chrétienne.

Il faut enfin, dans un tout autre ordre de pensée politique, souligner aussi l'erreur d'interprétation politique d'une partie de la gauche radicale, se trompant de conflit et de période : dans ce cas, c'est l'alliance de l'impérialisme américain avec Ben Laden contre l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979 qui a été la grille d'interprétation. Le positionnement de Washington en soutien aux Musulmans de Bosnie et aux Albanais du Kosovo et contre le supposé « serbo-communisme » de Milosevic fut interprété avec cette même grille, erronée sur de multiples plans : elle reflétait une grande ignorance de ce qu'étaient les Musulmans Bosniaques et de ce que furent leurs orientations réelles ; mais aussi un aveuglement sur la proximité des régimes Milosevic/Tudjman et les mutations de ces deux ex-communistes ; c'était aussi se tromper sur la réalité de la politique des Etats-Unis, en fait désormais très défiants envers les musulmans et envers toute logique djihadiste et préférant soutenir le régime réactionnaire de Franjo Tudjman.

Il était possible de combattre ces positions, dans des analyses et des actions militantes, au sein de la gauche radicale, en France et en Europe, en n'attendant pas l'intervention de l'OTAN pour être mobilisé sur les horreurs de la crise yougoslave : contre les guerres en Bosnie, je fus parmi les membres fondateurs de l'Association Sarajevo et impliquée dans des réseaux de solidarité concrète contre toutes les victimes des nettoyages ethniques –avec une solidarité particulière et directe, avec Tuzla ; puis, face à la guerre de l'OTAN sur le Kosovo, nous avons été nombreux à organiser une campagne nationale et européenne défendant le droit à l'autodétermination des populations du Kosovo à la fois contre l'intervention de l'OTAN (bombardant les populations sans soutenir des droits), et contre la politique de Belgrade s'appropriant le Kosovo contre toute logique de droits égaux.

Ce faisant, nous savions que Milosevic avait été à Dayton un appui de la diplomatie des Etats-Unis et qu'il n'était pas un défenseur du socialisme autogestionnaire yougoslave mais un de ses principaux fossoyeurs ; ce dont témoigne la défense de Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international de La Haye : il soutint que l'OTAN s'était trompé de cible, et que la diplomatie des Etats-Unis aurait dû poursuivre son alliance avec lui, telle qu'Holbrooke l'avait recherchée à Dayton. Dans sa défense, l'ennemi désigné étaient les réseaux de Ben Laden au Kosovo et en Bosnie, selon l'assimilation islamophobe désormais bien répandue, où tout musulman (surtout quand il/elle résiste à une agression) est un terroriste islamiste en puissance...■

Texte publié avec l'autorisation de l'auteure

Pakistan : conflit sunnites / chiites et changement social

Intervention de Mariam Abou Zahab

Chercheure en sociologie politique, spécialiste du Pakistan et de l'Est de l'Afghanistan, elle enseigne la civilisation du Pakistan à l'INALCO,

Auteure avec Olivier Roy de Réseaux islamiques : La connexion afghano-pakistanaise (Autrement, 2004)

Le Pakistan, j'en ai souvent fait l'expérience, n'est pas un sujet d'intérêt majeur en Occident. L'éloignement de ce pays explique sans doute l'indifférence dont il est victime. Les événements dont il est le cadre ne passionnent que peu le public d'autant que la complexité de la situation n'invite pas à s'y intéresser. Mes travaux sur ce pays – mon histoire avec le Pakistan est vieille de plus de quarante ans- ne peuvent que confirmer ce jugement. Le Pakistan est un pays difficile à appréhender et qui réserve toujours des surprises.

Chercheure en sociologie politique, enseignant la civilisation, mon approche du Pakistan n'est pas géopolitique et je vais principalement m'attacher à analyser ce qui est présenté comme un conflit sunnites/chiites au Pakistan, en m'efforçant de ne pas rendre plus compliquée une situation qui l'est déjà suffisamment.

De regrettables confusions

Mon premier souci sera de mettre en garde contre la confusion trop souvent opérée entre les situations en Afghanistan et au Pakistan. De façon générale, dans les médias il n'est guère fait de différences entre talibans afghans et talibans pakistanais, et les mises au point que nous, chercheurs, faisons parvenir aux rédactions, n'ont que peu d'effet.

Ainsi, au mépris de la réalité, on continue à beaucoup prêter aux talibans afghans. Avant d'aller plus avant, il faut le répéter : les talibans afghans sont des islam-nationalistes qui n'ont jamais eu pour projet de porter le

djihad en dehors de leurs frontières. Ils se battent à l'intérieur de l'Afghanistan pour des raisons qui sont purement afghanes et qui, dans bien des cas, ne sont pas étrangères à la question sociale ... Une analyse qui ne va pas dans le sens des choix opérés par la France et qui m'a conduite, en son temps, à critiquer la politique menée par le président Sarkozy ... critiques qui se paient cher encore aujourd'hui.

Construction d'une identité nationale

Ce matin, l'intervention de Michèle Sibony sur le thème Israël/Palestine a résonné en moi de façon singulière parce que le Pakistan, comme Israël, sont deux pays qui ont été créés sur des fondements religieux. Les Pakistanais le disent souvent : il n'y a qu'Israël et nous à avoir été créés pour la religion. En Israël comme au Pakistan les mêmes préoccupations se font écho : la question qui s'est posée en Israël de savoir si l'Etat devait être un Etat juif ou un Etat pour les Juifs continue à se poser dans des termes semblables au Pakistan et aucun consensus n'a jusqu'à aujourd'hui mis un terme à cette question.

La population se partage par moitié entre ceux qui pensent que les fondateurs du Pakistan en 1947 voulaient en faire un Etat théocratique et par là même un Etat musulman, et ceux qui considèrent que le Pakistan doit être un Etat des musulmans dans le cadre duquel ces derniers pourraient vivre selon leurs croyances, leurs pratiques sans être opprimés par une majorité hindoue, comme certains le craignaient après la partition d'avec

l'Inde (les musulmans ne représentaient qu'environ 25 % de la population de l'Inde britannique).

Cette absence de consensus sur la place de l'Islam met l'Etat dans une position d'insécurité permanente qui conduit le Pakistan -au sens littéral « l'Etat des Purs »- à vouloir sans cesse s'auto-purifier. Aujourd'hui, au Pakistan, on a atteint un point tel qu'il ne suffit plus d'être musulman, encore faut-il être un « bon musulman », sans que l'on sache très bien ce qu'on entend par être un bon musulman.

Mais dans un pays qui compte des minorités – un mot piégé au Pakistan parce qu'il renvoie aux non-musulmans (essentiellement chrétiens et hindous) mais est utilisé de plus en plus s'agissant des chiites - la question d'être un bon musulman a quelque chose de paradoxal et d'inquiétant quand, dans le même temps, on



élimine de plus en plus tous ceux qui n'appartiennent pas à une certaine branche du sunnisme. C'est le résultat d'un jeu dangereux avec l'Islam inauguré dans les années 70 à l'époque de Zulfikar Ali Bhutto, présenté en Occident comme un grand démocrate, qui a été le premier à instrumentaliser la religion à des fins politiques. Véritable machine de destruction des institutions, cette politique allait être amplifiée dans les années 80 par le général Zia son successeur qui, pour donner une identité à un pays qui n'en avait pas et légitimer sa prise de pouvoir par un coup d'État, allait avoir recours à l'Islam. Aujourd'hui, ce processus, commencé il y a plus de quarante ans, a pour résultat qu'au Pakistan l'identité nationale se construit autour du sunnisme majoritaire dans le pays. Et c'est là une donnée essentielle.

En toile de fond ...

Puissance nucléaire, avec toutes les craintes que cela peut susciter, le Pakistan entretient avec l'Inde son

voisin, également puissance nucléaire, des rapports pour le moins tendus au sujet de la question du Cachemire. Ces derniers temps, les hostilités avaient repris entre ces deux pays, au moment même où, ironie de la chose, le prix Nobel de la Paix était décerné conjointement et de façon fort politiquement correcte à une Pakistanaise et un Indien ! Mais de paix, il n'en est toujours pas question, et cela n'est pas sans incidence.

Puissance démographique également, le Pakistan compte au moins 180 millions d'habitants, c'est un ordre de grandeur, le chiffre exact est sujet à caution, faute d'un recensement récent de la population. De toute façon, les tensions ethniques font que les chiffres auraient été l'objet de manipulations. Alors on se base sur des estimations, en augmentant chaque année un peu les chiffres qui, à force de répétition dans les médias, acquièrent une certaine légitimité et deviennent vrais et même officiels.

La même difficulté concerne le poids de chacune des communautés –c'est même un véritable tabou. Néanmoins, la proportion de chiites est estimée entre 15 et 20% de la population pakistanaise ce qui, quel que soit le pourcentage retenu, par rapport aux 180 millions d'habitants, constitue, pour donner un ordre de grandeur, une population supérieure à la totalité de la population de l'Irak et qui fait de la communauté chiite du Pakistan, la deuxième au monde après celle de l'Iran... Une réalité sur laquelle les Iraniens n'ont pas manqué de jouer à partir des années 70.

La religion, un facteur instrumentalisé

Commencées depuis le milieu des années 80, les violences des sunnites à l'encontre des chiites se sont considérablement aggravées et ont pris une ampleur inégalée : on assiste aujourd'hui, au Pakistan, à des massacres de masse.

Le débat aujourd'hui porte, dans la province du Balouchistan, sur l'essence même des violences, à savoir si les chiites se font tuer parce qu'ils sont chiites ou bien si ces violences ont un caractère ethnique ou encore s'il s'agit d'une combinaison des deux. Un débat qui n'est pas propre au Pakistan puisqu'il se pose dans des termes assez semblables en Irak, ce qui n'est pas étonnant dans un pays où les chiites, pourtant majoritaires, sont l'objet des mêmes attaques.

Comment en est-on arrivés là, par quel cheminement ? Mettre en évidence les raisons de ces violences, est un préalable pour comprendre ce phénomène.

Il n'est pas inutile de rappeler – ce qui en soi n'a rien d'original - que les conflits ne sont jamais religieux lorsqu'ils démarrent mais qu'ils le deviennent par la suite. J'ai souvent pu vérifier ce constat lors de mes travaux de recherche.

J'ai ainsi travaillé sur une région, au centre du Pakistan, dans laquelle les chiites, propriétaires terriens, souvent descendants de saints, gardiens de tombes de saints, outre leur pouvoir spirituel monopolisaient le pouvoir politique et économique. Ces notables chiites siégeaient au Parlement, voire étaient ministres, les sunnites, quant à eux, n'ayant de représentants qu'au niveau du district ou de la municipalité. Outre le sentiment d'être défavorisée, opprimée localement, la communauté sunnite était traversée par de nombreux clivages et conflits entre ceux qui étaient arrivés d'Inde en 1947 et ceux qui étaient « locaux ».

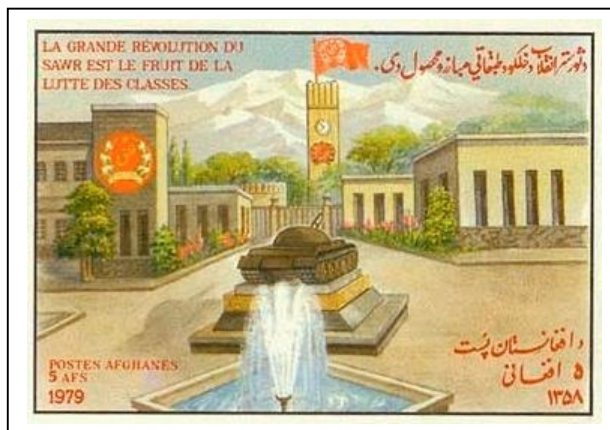
Dans ce contexte, il s'est trouvé au milieu des années 1980 des sunnites appartenant souvent à la classe moyenne inférieure – les dimensions de classe sont toujours présentes au Pakistan dans les mouvements qui se prétendent religieux - pour qui la situation présentait une opportunité politique à saisir. Le moment était propice pour se transformer en entrepreneurs religieux et politiques et, quelques années après la révolution iranienne dans le contexte de la guerre Iran-Irak et du jihad afghan, l'antichiisme pouvait être un facteur éminemment porteur pour accéder au pouvoir comme pour bénéficier de l'aide de l'Arabie Saoudite en argent et même en armes. C'est exactement ce qui s'est passé et c'est bien à partir de cette même matrice, où le religieux est instrumentalisé à des fins politiques, que bien des mouvements sunnites extrémistes se sont développés.

Bien que prévenu du danger que représentait le développement de ces groupes, le gouvernement a laissé faire. A vrai dire, cela ne le gênait pas beaucoup, il y trouvait même un intérêt certain dans son objectif de « remettre à sa place » la communauté chiite au demeurant extrêmement hétérogène. Il est vrai que les chiites étaient entrés en politique, pire s'étaient opposés au gouvernement sur la perception de la zakat (aumône légale) par le gouvernement sur les comptes bancaires et avaient même fait le siège de la capitale Islamabad en 1980, et qu'à cette occasion les autorités iraniennes étaient intervenues de manière très visible – un ensemble de situations insupportables pour les militaires pakistanais.

Répercussions de la révolution iranienne

Dès le début, la révolution iranienne en 1979 avait joué un rôle important. Nombre d'événements avaient également marqué la région cette année-là : la pendaison en avril du Premier ministre pakistanais Ali Bhutto par son successeur, l'attaque de la Grande Mosquée de La Mecque en octobre, l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en décembre...

C'est l'époque où le général Zia au pouvoir au Pakistan depuis son coup d'Etat de juillet 1977, allait se lancer



dans une politique d'islamisation du droit, de la société, avec pour question centrale celle de l'interprétation de l'Islam et pour résultat une islamisation essentiellement sunnite ... Et cela à un moment où la révolution iranienne représentait une force attractive indéniable auprès des chiites du Pakistan travaillés depuis les années 70 par l'influence qu'exerçait Qom¹ sur l'ensemble des chiites de la région. Il est incontestable que lorsque la révolution iranienne est arrivée, cela a redonné espoir et assurance à tous les chiites.

Cependant, quel qu'ait été le désir de l'Iran de diffuser sa révolution, il n'a jamais été dans ses intentions de l'exporter comme une révolution chiite mais bien comme une révolution islamique, pour preuve les premiers à s'être rendus à Téhéran, après la révolution ont été les dirigeants de la Jamaat-e Islami qui peut être décrite comme la version pakistanaise des Frères musulmans.



L'Arabie Saoudite, bien que très occupée en Afghanistan, n'allait pas rester indifférente alors même que les Saoudiens depuis les années 70, et plus précisément la Conférence islamique organisée à Lahore par Zulfikar Ali Bhutto en février 1974, jouent un rôle très important dans la politique intérieure pakistanaise – depuis cette époque

¹ Ville sainte où se trouve le tombeau de Masoomeh, sœur de l'imam Reza, siège d'une importante université islamique.

dès que le Pakistan connaît une impasse politique, un prince saoudien « débarque » pour essayer de débloquer la situation. Mais surtout, les Saoudiens financent, récemment, ils ont fait un don – non pas un prêt- de 1 milliard 500 millions de dollars assurant les Pakistanais qu'il ne s'agissait que d'un premier versement. Bien entendu, rien n'a été divulgué sur les conditions de ce don. Ce poids de l'Arabie Saoudite, qui finance bien des groupes et des institutions, est loin d'être sans effets au Pakistan.

Développement de la politique d'islamisation sunnite

Après l'invasion de l'Afghanistan, parallèlement à l'intensification de la politique d'islamisation sunnite, on allait assister au Pakistan à une recrudescence des violences. Tout le monde s'accordait alors pour dire que les Pakistanais étaient les victimes d'un conflit importé de l'extérieur, d'une guerre par procuration entre Iraniens et Saoudiens. De l'avis général, ces violences ne pouvaient être le fait d'un Pakistanais, jamais un musulman ne ferait cela ! ... Les idées radicales ne faisant pas partie de leur culture ne pouvaient que leur être apportées de l'extérieur.

Certes, jusqu'à un certain point cela est vrai. Quand j'étais jeune dans les années 70, cela n'avait aucun sens de demander à quelqu'un s'il était sunnite ou chiite, et cette question aurait été considérée comme très impolie tandis que maintenant on n'a plus aucun scrupule, on pose directement la question. Aujourd'hui, on est constamment sous pression et ce facteur confessionnel est devenu omniprésent ce qui explique que la guerre Iran/Irak a pu être analysée à tort au Pakistan comme une guerre entre chiites et sunnites, en tout cas un Iran chiite opposé à un Irak sunnite alors même que l'Irak est lui-même à majorité chiite ! Mais personne, encore moins les médias, n'était prêt prendre en considération ce fait qui contredisait une opinion largement répandue et partagée.

Il est vrai que cette guerre n'a pas été sans répercussions au Pakistan et que l'Iran et l'Irak n'ont rien fait, bien au contraire, pour contredire cette perception. La guerre a été l'occasion pour l'Arabie Saoudite et l'Irak - qui était un pays riche à l'époque - de diffuser une abondante littérature antichiite et de financer des groupes extrémistes sunnites qui s'en sont pris violemment aux chiites pakistanais qui, forts du soutien de l'Iran, commençaient à se manifester.

Jusqu'à aujourd'hui, il faut le savoir, l'Etat pakistanais mène une politique faite toute d'ambiguïtés voire totalement incohérente vis à vis de ces groupes sunnites. Au début, il les a utilisés pour mener sa politique régionale en Afghanistan ou au Cachemire, avec en prime le bénéfice de détourner l'agitation des jeunes contre le gouvernement en dirigeant toute leur énergie en dehors des frontières, vers les pays voisins et vers des non-musulmans, à l'époque principalement en Afghanistan contre les Soviétiques ... Une politique sans doute habile sur le moment mais qui à présent montre toute sa nocivité : on assiste à un retour de bâton très violent, et c'est l'Etat pakistanais lui-même qui est devenu la cible de ces groupes extrémistes sunnites !

Un avant et un après 11-Septembre

Les violences ont commencé sur une grande échelle au début des années 90. A l'origine, elles étaient extrêmement ciblées, visant particulièrement l'élite chiite. Un militant sunnite m'a dit un jour : on ne tue pas les

gens ordinaires, on tue les gens qui polluent leur esprit. Ciblés les avocats, médecins, enseignants, riches commerçants, politiques et dignitaires religieux qui ont été les premières victimes... Mais de plus en plus, on assiste aujourd'hui au développement

d'attaques de masse, contre une mosquée au moment de la prière, contre des processions, dans un marché à l'heure d'affluence ou dans une rue étroite d'un quartier chiite.



Depuis hier on est rentré dans le mois de deuil chiite de Muharram², et bien évidemment des attaques se sont déjà produites. Lorsque l'on sait que des tireurs d'élite sont postés sur le toit des mosquées, voire à l'intérieur de la salle de prière, le doigt sur la gâchette ou lorsqu'il se trouve des gens prêts à se faire sauter au milieu d'une procession comme cela arrive chaque année, cela ne crée pas un climat des plus avenants et durant ces dix jours tous les chiites vont vivre sous une intense pression.

² Premier mois du calendrier lunaire. Il est un des quatre mois sacrés de l'Islam et revêt une importance capitale pour les chiites qui commémorent le martyr de Hussain, fils d'Ali et Fatima et petit-fils du Prophète, tué avec ses compagnons lors de la bataille de Kerbala en 680.

Depuis 2001 tout en continuant à éliminer des chiïtes au Pakistan – et de plus en plus souvent depuis une dizaine d'années des membres des minorités non musulmanes -, bon nombre de ces groupes extrémistes sunnites sont devenus après le 11-Septembre des sous-traitants d'Al Qaïda ou d'autres groupes du même genre et ont également pris pour cible les intérêts occidentaux sans que cela n'entraîne de véritable réaction de l'Etat pakistanais.

L'Etat pakistanais, entre passivité et complicité – 2003, une date charnière

L'invasion de l'Irak en 2003 allait encore changer la donne et mettre à jour de nouvelles dynamiques. 2003, c'est également le moment où l'armée pakistanaise, à la suite de fortes pressions des Etats-Unis, va pénétrer dans les zones tribales pakistanaises, ce qui était loin d'être évident, et commencer à faire la chasse aux « mauvais » talibans car pour l'armée pakistanaise, il y a les « bons » et les « mauvais » talibans.

Les bons talibans sont les talibans afghans ou les talibans pakistanais qui sont actifs en Afghanistan uniquement où ils s'en prennent aux forces de l'OTAN et ces « bons » talibans ne seront pas inquiétés.

Les « mauvais » talibans sont ceux qui sont entrés en guerre contre l'Etat pakistanais et qui vont mener des actions de représailles contre tout ce qu'il représente. Pour arriver à leurs fins, ils vont de fait avoir une alliance objective avec tous ces groupes extrémistes sunnites présents dans les zones tribales. Ce sont eux, ou plutôt certaines factions tant ces groupes sont fragmentés, qui viennent de faire allégeance au calife auto-proclamé Abou Bakr al Baghdadi³, un ralliement qui n'a pas été sans provoquer de dissensions entre eux pour la plus grande satisfaction de l'armée pakistanaise qui n'a pas dû rester étrangère à cette affaire.

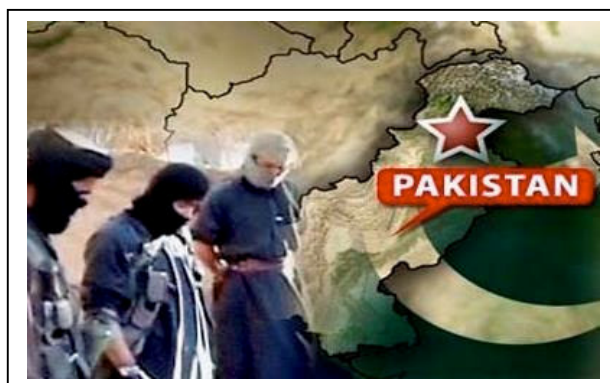
Pervez Moucharrarf se devant d'agir un tant soit peu pour satisfaire aux exigences américaines, c'est une lutte en trompe l'œil qui a été engagée contre ces groupes. Si certains ont bien été interdits, on n'a cependant pas touché à leurs infrastructures, la détention administrative qui oblige à libérer les personnes après 90 jours a permis aux membres de ces groupes de recouvrer discrètement la liberté et les groupes interdits ont poursuivi leurs activités sous un nouveau nom. A cela il faut ajouter la peur des juges qui ont tout à craindre pour leur vie et qui hésitent à engager des poursuites contre les membres de ces groupes extrémistes sunnites. On ne compte plus les évasions massives, sans effraction, de lieux pourtant considérés comme étant de très haute sécurité, ce qui

permet de dire qu'au Pakistan les prisons ont des portes tournantes ! Mais ce qui dénote surtout un sérieux problème dans la police dont la complicité est manifeste.

Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, il est évident que ce ne sont pas les talibans pakistanais, souvent des adolescents qui sont dans les montagnes des zones tribales, qui ont la capacité de monter des opérations sophistiquées à Lahore ou à Karachi. Même si le Mouvement des talibans pakistanais (TTP) les revendique systématiquement, ces opérations sont l'œuvre de membres de groupes extrémistes sunnites originaires de ces régions, qui parlent la langue et savent très bien se déplacer dans une ville.

On se trouve de fait face à une sorte d'alliance où chacun trouve son compte, les combattants qui font le djihad en Afghanistan, ceux qui ont lancé depuis 2007 ce qu'ils considèrent comme un djihad défensif contre l'Etat pakistanais, et ces groupes sectaires sunnites qui ont, dans certains cas, leur sanctuaire en Afghanistan, et qui agissent de plus en plus en sous-traitants des talibans pakistanais.

Et ce phénomène ne fait que se développer.



La question hazara, des problématiques qui se confirment

Plus ou moins épargnée jusqu'en 2004, même si avant cette date, de temps à autre un assassinat ciblé pouvait se produire, la communauté des Hazaras de Quetta vit une situation exemplaire des mécanismes à l'œuvre au Pakistan.

- Tout d'abord, contrairement à ce que ne cessent de répéter les médias, les membres de cette communauté ne sont pas arrivés au Pakistan dans les années 80. Historiquement, ils se sont installés dans le Baloutchistan britannique (aujourd'hui province sud-ouest du Pakistan) dans les années 1890 pour fuir les persécutions dont ils étaient victimes en tant que chiïtes dans l'Afghanistan de l'époque.

- Entrés dans l'armée britannique des Indes, on les trouve encore aujourd'hui très nombreux dans l'armée pakistanaise et aucun doute n'est permis sur le fait qu'ils

³ calife autoproclamé de l'Etat islamique

se vivent vraiment comme pakistanais. Ils le sont effectivement depuis plusieurs générations, contrairement à ce qu'on leur reproche.

- Les Hazaras ont d'autre part beaucoup investi dans l'éducation, ce qui leur a permis de progresser socialement, ... une réussite qui n'a pas manqué d'entraîner des jalousies.

S'il est vrai que des Hazaras sont venus d'Afghanistan se réfugier là après les années 1980, ce ne sont pas eux qui sont pris pour cibles en tant que tels, mais essentiellement les Hazaras pakistanais, ce qui pose une nouvelle fois le débat toujours non résolu au Pakistan sur les causes réelles de ces massacres. Si des raisons ethniques sont avancées par une minorité de la communauté -sachant qu'au Pakistan, il ne peut être jamais dit que des personnes

puissent être tuées pour des raisons religieuses- il n'en reste pas moins que tous les Hazaras sont les victimes de groupes extrémistes sunnites qui revendiquent ces meurtres, des groupes qui ne tuent pas seulement des Hazaras dans cette région-là mais qui éliminent tout ce qui est chiite. Des éléments qui invalident le caractère ethnique de ces massacres et laissent deviner en creux les véritables causes.

L'ennemi intérieur dans la construction de l'Autre

Pour leur malheur, les Hazaras ont une apparence physique qui en fait des cibles aisément repérables.

Depuis quelque temps, ils sont victimes d'un nouveau mode opératoire : les Hazaras qui se rendent en pèlerinage en Iran en bus – ce ne sont évidemment pas les plus riches- se voient arrêtés dans le désert, sommés de descendre, avant d'être massacrés. Cela est devenu quasi systématique. Pire encore, il n'est pas rare que pour causer plus de victimes, un extrémiste sunnite, à la frontière avec l'Iran, se fasse sauter avec sa bombe dans un petit hôtel où descendent les pèlerins.

Dans les quartiers totalement ghettoisés, les groupes islamistes sunnites font circuler des textes qui traitent les Hazaras d'impurs, dans lesquels on les somme de partir, on les menace de les tuer dans leurs propres maisons...Et le pire, c'est que ces groupes font ce qu'ils disent. Ils en arrivent même dans des quartiers soi-disant sécurisés par la police à entrer sur des marchés en plein

air et à y faire sauter un camion piégé à une heure d'affluence. L'Etat laisse faire, ferme les yeux. Il tolère cette violence comme il la tolère à Karachi, en périphérie, - la périphérie étant tout ce qui n'est pas le Pendjab, qui est la province utile.

Ces violences, qui au départ n'avaient rien à voir avec la religion mais étaient souvent liées à une question de pouvoir, de jalousie ethnique ou professionnelle, vont trouver dans l'opposition avec l'Iran, une raison supplémentaire de se manifester si bien que l'accusation de ne pas être pakistanais, pire d'être un agent de l'Iran, va

participer à une véritable construction de l'Autre comme ennemi.

Propagande accusatrice qui pousse au crime, sans fondement alors que l'on sait que les Hazaras n'ont rien à voir avec l'Iran et qu'ils font tout pour s'en détacher. Ce n'est pas parce qu'ils vont en pèlerinage en Iran, que certains travaillent dans ce pays, que ce sont pour autant des agents iraniens. Des pro-Iraniens, il en existe. Il y a près de trois ans un parti politique chiite a même été créé avec des religieux enturbannés qui font beaucoup de bruit dans les médias. Il a présenté des candidats aux élections et ses résultats électoraux décevants sont la preuve que les gens ne le suivent pas parce qu'ils ne veulent plus se faire manipuler, échaudés qu'ils ont été par l'attitude de l'Iran à leur égard dans les années 1980 et 1990. Ils ont très bien compris que les Iraniens ne s'intéressaient de façon pragmatique qu'à leurs propres intérêts nationaux iraniens et que l'Iran s'était servi d'eux pour faire contrepoids à l'influence de l'Arabie Saoudite, quitte à les laisser massacrer.

Imperméables à ce constat, les groupes extrémistes sunnites continuent à accuser les Hazaras de former une cinquième colonne iranienne et d'être responsables de tous les maux du Pakistan.



Le chiite, un bouc émissaire tout trouvé

Aujourd'hui, dans les médias, dans les discours officiels, au lieu de dire tout simplement les chiites, on parle systématiquement de « minorité chiite », ce qui dans le contexte pakistanais est particulièrement grave. Certes, ils sont minoritaires démographiquement mais lorsqu'au Pakistan on parle de minorités, cela renvoie à des minorités non-musulmanes comme il en existe dans le pays. Cela sous-entend que les chiites ne font plus partie de la communauté morale musulmane, qu'ils sont entièrement responsables de ce qui leur arrive. En fin de compte, parler systématiquement de minorité chiite participe à un discours qui diabolise l'Autre, qui vise à l'exclure.

Au Pakistan, le concept de pureté qui a été forgé par opposition aux hindous est maintenant appliqué également aux chiites et même aux sunnites traditionalistes – tous les grands sanctuaires et les lieux de pèlerinage ont fait l'objet d'attaques- si bien qu'on est arrivé aujourd'hui à des massacres intra-sunnites, une situation d'une extrême gravité. Pourtant chaque fois qu'un groupe ou un sanctuaire sunnite est attaqué, ce sont les chiites qui sont accusés, accusation reprise sans discernement par la presse y compris par *Le Monde*, tant il est difficile d'envisager que des sunnites puissent s'attaquer à d'autres sunnites. C'est pourtant le résultat d'une politique délibérée menée depuis trop longtemps au Pakistan et qui semble échapper de plus en plus à ses promoteurs.

Au Pakistan, on en est vraiment arrivés à une situation où tout le contrat social qui donne cohésion à un pays se retrouve littéralement réduit en morceaux. L'Etat ne fait rien, ne propose aucune politique cohérente parce que *in fine* ces groupes se sont rendus incontournables. Invités dans les débats télévisés, ils ont été légitimés. Les grands partis n'hésitent plus à passer une alliance électorale avec eux, il est vrai qu'ils apportent des blocs de voix aux élections. Et si d'aventure, ils sont frappés d'interdiction, ces groupes ont toute latitude pour changer de nom et continuer à agir.

Pour ce qui est des plus excités, des plus dérangeants – les mauvais talibans qui étaient dans les zones tribales- on en a exporté quelques-uns en Irak, en souhaitant qu'ils ne retournent pas au Pakistan. Des autres, on s'accommode très bien de leur présence tant qu'ils ne s'attaquent pas à l'Etat pakistanais ; ils seront encore

utiles en Afghanistan après le retrait occidental ainsi qu'au Cachemire et aussi à l'intérieur du Pakistan.

Causes profondes explication de surface

Autant ces groupes pèsent sur la vie au Pakistan, autant il est difficile de les analyser car on est dans un domaine où se mêlent tout à la fois le criminel, l'économique, la dimension ethnique mais aussi celle de classe sociale bien plus forte que la dimension religieuse. La religion n'est qu'un facteur qui se superpose à la surface, que l'on agite parce que cela permet de mobiliser les gens, et qui fait office d'écran pour masquer ce qui est l'essentiel.

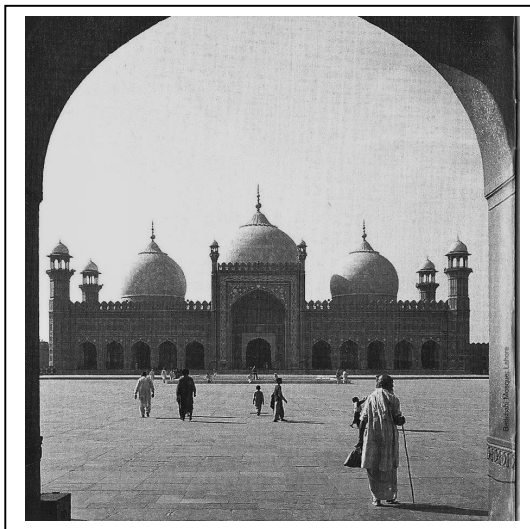
Ce serait se contenter d'une analyse superficielle que de réduire à un conflit sunnite/chiite les événements et les violences qui durent depuis près de trente ans au Pakistan. Si c'était vraiment le cas, depuis le temps, on dénombrerait des quantités de morts encore plus importantes. Heureusement la majorité de la population ne s'est pas encore laissée entraîner dans le cycle infernal d'un conflit religieux. Il est à remarquer que les chiites n'ont jamais organisé de représailles contre les sunnites. Certes ils n'en ont pas forcément les moyens. En tout cas, de leur part il n'y a pas, en la circonstance, la moindre politique délibérée d'affrontements religieux et les quelques assassinats qu'ils peuvent commettre sont

strictement ciblés. Il n'est qu'à relever que les chiites, après un attentat dont ils sont victimes, ne vont pas s'attaquer à une mosquée sunnite, mais s'en prennent à des bâtiments publics, donc à l'Etat. Cela montre bien où réside essentiellement le problème.

Reste à déterminer et à prendre en compte ce qui relève de l'identité, du pouvoir et de ses logiques et intérêts, ce qui n'a pas grand chose à voir avec la religion. Conflit plus économique que religieux que l'Etat et les élites laissent dériver pour ne pas avoir à satisfaire les revendications de changement social qu'expriment des personnes qui n'ont pas accès à l'espace politique, de jeunes qui n'ont pas de perspectives d'avenir et qui se trouvent également en quête d'identité, tel est le constat que l'on peut dresser et qui explique l'Etat de violence que connaît le Pakistan. ■

Transcription Y.M & A.V.

Intervention revue par l'auteure et publiée avec son autorisation



Derrière les antagonismes sunnites / chiïtes : le religieux, une arme d'influence

Intervention de Bernard Hourcade,

Directeur de recherche émérite au CNRS (Unité de recherche « Monde Iranien », Paris), géographe spécialiste de l'Iran, il a dirigé l'Institut français de recherche en Iran de 1978 à 1993.

Il est l'auteur entre autres de Géopolitique de l'Iran (Armand Colin, 2010), L'Iran au XXème siècle entre nationalisme, Islam et mondialisation (Fayard, 2007) L'Iran, les nouvelles identités d'une République (Belin, 2002)

Donner une vision rationnelle de l'Iran, de la vie, des événements qui s'y déroulent est une tâche indispensable pour qui s'intéresse au Moyen-Orient et plus particulièrement à ce pays. Il est vrai que ce qui s'est passé en Iran représente l'un des exemples caractéristiques de l'irruption du religieux et de l'irrationnel dans l'analyse politique et cela mérite d'être étudié avec soin et exigence.

Dès la prise de pouvoir par Khomeyni, il a été affirmé comme une évidence dans nos pays que tout l'Iran était désormais dominé par la question religieuse, quitte à faire fi de toute l'histoire de l'Iran, de la société iranienne, des rapports de forces politiques, économiques.

Aujourd'hui encore, cette dimension religieuse reste privilégiée et représente une véritable entrave à tout échange sérieux dès lors que les arguments ne dépassent pas une approche qui résume l'Iran au seul gouvernement de Dieu, et ses dirigeants à des religieux avec qui toute discussion se révélerait impossible.

Aujourd'hui cette analyse « religieuse » des faits politiques est à nouveau d'actualité dans les débats à la radio ou à la télévision, avec des chroniqueurs et analystes qui ne cessent de répéter que toutes les crises et guerres qui ravagent le Moyen Orient s'expliquent par le conflit séculaire entre chiïtes et sunnites. Du Maroc aux Philippines tout s'expliquerait par cette opposition religieuse.

Ce type de discours simpliste est d'autant plus grave que les événements dramatiques qui se déroulent en Syrie ou en Irak nécessitent une analyse réaliste qui prenne en compte toute la complexité des situations, loin de toute vision réductrice. Le facteur religieux a bien sûr une place essentielle mais qui ne doit pas occulter les autres composantes des rapports de forces. Il est donc impératif d'entrer plus avant dans l'analyse des mécanismes à l'œuvre en tentant de comprendre ce qui se joue avec la question iranienne et le retour de l'Iran, pays chiïte certes, mais aussi pétrolier, « révolutionnaire », nationaliste, stable, multiethnique, et doté d'une nouvelle classe moyenne particulièrement active.

Les trois composantes de l'identité politique de l'Iran actuel : nationalisme, islam et mondialisation.

Pour faire simple – mais plus complexe qu'une lecture « religieuse », je propose d'évaluer la politique iranienne en fonction de trois composantes principales : les trois « i » de Iran, Islam et International.

- ◆ Le premier « I » est celui d'Iran. L'Iran est en effet un pays où le nationalisme est particulièrement vivant et enraciné. C'est une nation, un Etat, un peuple, une culture, une langue, une histoire. Le nationalisme iranien est l'objet d'un consensus qui transcende bien des oppositions idéologiques, ethniques ou sociales.

- ◆ Le deuxième I est celui d'Islam. L'Iran s'est en effet constitué comme Etat moderne au XVI^e siècle, autour de l'islam chiite pour s'opposer à l'Empire ottoman. La place actuelle de cette forme d'islam n'a donc rien de récent ni d'original, même si la révolution islamique de 1979, avec la place dominante du clergé chiite est un facteur central et nouveau. Le Chah d'Iran a été renversé pour avoir négligé le poids objectif de l'islam chiite dans l'histoire mais aussi l'actualité de l'Iran.
- ◆ Le troisième I est celui d'international. Il faut savoir que l'Iran a été au Moyen-Orient le premier pays à exporter du pétrole en 1908. Pour les Iraniens, les relations internationales, la participation à la communauté internationale, et la mondialisation ne sont pas des nouveautés. Au Moyen-Orient, c'est le pays le plus ancien à se confronter à ces réalités internationales bien spécifiques et bien différentes des relations liées à la colonisation. Il faut en effet rappeler que la Perse, encerclée au XIX^e siècle par les empires Britannique, Russe et Ottoman, n'a jamais été colonisée. Aujourd'hui le facteur international, la participation à la mondialisation, passe par une nouvelle bourgeoisie moyenne particulièrement nombreuse et dynamique, avec plus de trois millions d'étudiants, des femmes qui malgré la répression culturelle et sociale sont les plus socialisées de la région, une économie et une industrie ravagées par des sanctions économiques et la mauvaise gestion, mais très au fait des meilleures technologies. Des atouts qui font que l'Iran est une puissance qui s'affirme et qui ne peut être négligée au niveau international.

La réalité politique, sociale et culturelle de l'Iran est le résultat de la combinaison de ces trois « I », de Iran, Islam et International. Aucune de ces composantes ne saurait être réduite à zéro, ou atteindre 100%. Certes, le facteur religieux a pris une place forte sinon dominante, mais réduire l'Iran à cette seule dimension est pire qu'une erreur, c'est une décision idéologique, à finalité politique bien claire. La révolution de 1979, opposée aux USA a été analysée comme profitant à l'URSS (sinon instrumentalisée par elle) . Il fallait donc la contrer en la qualifiant uniquement de « religieuse » et en soutenant les monarchies arabes sunnites voisines qui ont ainsi émergé, des monarchies qui imposent leur loi dans toute la région, et ont une influence forte dans l'économie et la vie politique des pays « occidentaux ».

L'Iran, une puissance en quête de reconnaissance

Depuis le moment où l'Iran est devenu une république, une république islamique, la place donnée au facteur religieux est logiquement devenue dominante dans les medias comme dans les analyses politiques. Le rôle

attribué à l'Islam mérite qu'on s'y attarde, d'autant que l'Islam chiite a une histoire et des structures originales qui expliquent en grande partie la chute du Chah et le mode de gouvernement, avec un clergé et des leaders (les ayatollahs) qui ont un rôle ancien et efficace dans la société et aujourd'hui dans la politique iranienne.

- Les rôles de Khomeyni, du clergé chiite puis du Guide suprême actuel Ali Khamenei ont été évidemment déterminants, il reste cependant à nous interroger sur les rapports de force qui ont conduit à la prise du pouvoir par



une élite religieuse au détriment d'une élite et d'une classe moyenne composée de libéraux et socialistes qui ont les premiers lancé la contestation contre le Chah, au détriment aussi des anciens combattants de la guerre Irak-Iran (Gardiens de la révolution) et de la nouvelle bourgeoisie d'affaires ou technocrates issue de la révolution.

- L'opposition à Israël représente un point central de la politique de la République islamique d'Iran qui fait désormais partie, comme de nombreux autres pays du « front du refus ». Ce fait explique une partie de l'hostilité dont elle est l'objet. Sous le régime du Chah, il existait pratiquement une ambassade israélienne à Téhéran, et du jour au lendemain, le nouveau régime va s'opposer à Israël, ne reconnaissant pas cet Etat ni dans ses structures ni même dans ses frontières de 1948.

Cette politique radicale répond à une nécessité politique et idéologique de la nouvelle république islamique qui a l'ambition d'être un acteur central dans le monde musulman. L'opposition à Israël fait en effet partie des positions « de base » pour avoir une crédibilité dans le monde musulman. Si l'on veut exister, on se doit d'affirmer une position anti-israélienne... En vertu de quoi l'Iran révolutionnaire a dénoncé l'incapacité des pays arabes à régler la question palestinienne et de faire de la Palestine un Etat. « Grâce » à Israël, l'Iran a pu se tailler un rôle de référence et de leader sur un sujet sensible mais capable de mobiliser les foules.

Cela explique dès lors la surenchère anti-israélienne de l'Iran chiite qui, dans le souci de faire oublier la politique pro-israélienne du régime du Chah, a fait de la

« libération de Jérusalem » la clé de voûte de sa politique... du moins à la télévision ! Cet affichage anti-israélien extrêmement fort, mais aussi les actions militaires iraniennes contre Israël, n'ont évidemment pas manqué d'avoir des répercussions considérables et très négatives, en Europe occidentale et sur le Congrès des Etats-Unis. Mais l'important pour Téhéran était de rompre l'isolement relatif de l'Iran du Chah dans le monde islamique et de faire en sorte que l'Iran chiite – minoritaire et marginalisé partout dans le monde musulman- soit reconnu comme un acteur important dans la région et puisse prendre une place nouvelle dans le Moyen-Orient pétrolier et politique entre les Etats-Unis et l'URSS.

Cette identité islamique forte, conjuguée à cette volonté de reconnaissance a conduit l'Iran à utiliser tous les moyens politiques pour défendre les minorités chiites dans le monde entier. Un soutien qui pourrait être comparé à celui de la France, protectrice des minorités non-musulmanes de l'Empire ottoman¹. En Iran, il existe donc des groupes politiques importants, proches des milieux religieux, mais aujourd'hui minoritaires, qui ont la volonté et la capacité d'intervenir sur le dossier israélien et d'utiliser les minorités chiites comme moyen de subversion. La force Qods des Gardiens de la révolution, du nom arabe de Jérusalem, agit ainsi de façon clandestine, participe aux combats à l'extérieur de l'Iran, comme en Syrie, en Irak et bien sûr au Sud-Liban (armement et soutien au Hezbollah). L'Etat iranien veut en effet éviter d'apparaître comme officiellement et directement mêlé à des conflits hors de ses frontières.

Des mutations

Si l'Iran est chiite depuis toujours, et il est tout à fait erroné de vouloir réduire et limiter l'Iran actuel à sa seule dimension religieuse. Bien des choses ont changé depuis la création d'Ispahan et du royaume Safavide au XVI^e siècle.

- Il y a trente-cinq ans, l'Iran était une monarchie. Aujourd'hui, c'est une république, pas une démocratie, mais une république. On vote et on ne sait pas nécessairement qui sera le prochain président, ce qui

¹ Héritage d'une convention entre François Ier et le sultan Soliman le Magnifique. Même si depuis les années 20 la France n'a plus de rôle officiel dans la protection des chrétiens d'Orient, elle reste mobilisée sur cette question

n'est pas le cas dans bien des pays. En Iran, il y a un débat ne respectant pas forcément toutes les règles de la démocratie, mais il y a un débat.

- En second lieu, ce pays est devenu largement indépendant vis à vis des Etats-Unis et de la Russie (l'ex-URSS), et tout montre qu'il a les capacités et la volonté d'affirmer sa place avec de plus en plus de détermination. Aujourd'hui, l'Iran a comblé le handicap certain qu'ont représenté les huit années de guerre contre l'Irak et son poids est désormais loin d'être négligeable. On ne cesse de le répéter, mais c'est vrai, l'Iran est devenu un pays incontournable à toute stabilisation et développement de la région.

A l'intérieur, une guerre qui pèse encore

La guerre Iran/Irak, qui a duré huit ans, a été la plus longue de tout le XX^e siècle est un événement essentiel², non pas par le nombre de victimes –on estime en Iran leur nombre à 180 000, ni même par le retard et

les difficultés causées dans le domaine économique. Cette guerre a revêtu un caractère symbolique comparable à ce qu'a été la guerre de 14-18 en France, c'est la première guerre nationale de l'Iran, celle qui a envoyé au front tous les enfants iraniens. Ses conséquences ont été considérables au niveau intérieur. Plus que des



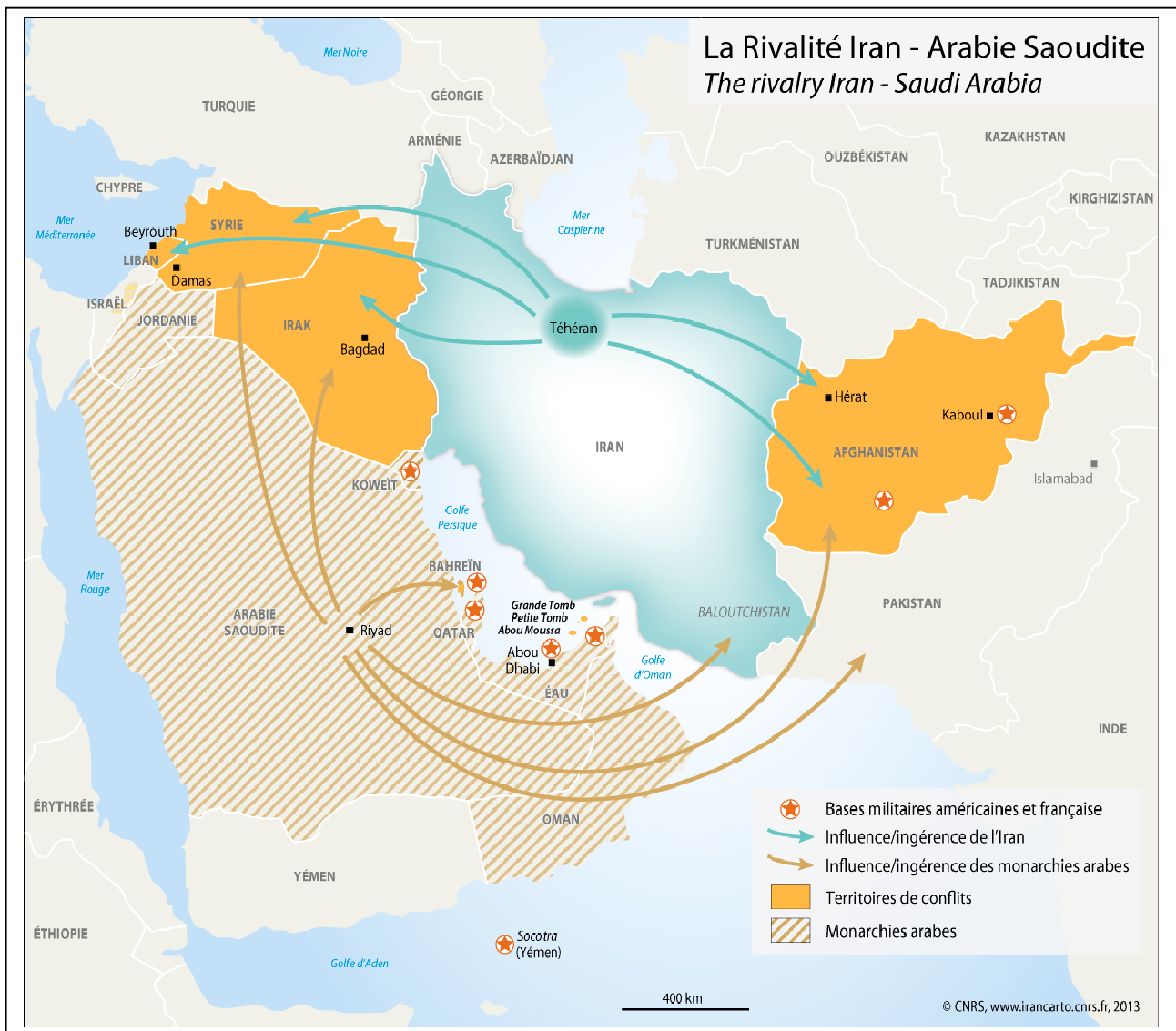
Cimetière des Martyrs - Ispahan – Mai 2014

victimes, une telle guerre a produit des anciens combattants, des vétérans, qui comme en Europe ou aux Etats Unis, dirigent ensuite leur pays pendant des décennies.

- La guerre a scellé le régime iranien aux commandes aujourd'hui encore et c'est bien grâce à cette guerre Iran-Irak que la république islamique largement contrôlée par le clergé chiite a pu s'imposer et marginaliser les idéaux de liberté qui avaient marqué la révolution à ses débuts. En Iran, comme partout quand une guerre éclate, on fait bloc, on suit le chef de l'Etat, les lois sont suspendues, et c'est souvent la dictature qui prévaut. L'Iran n'a pas échappé à cette règle. Un esprit quelque peu provocateur a suggéré d'élever une statue à la gloire de Saddam Hussein à Téhéran car c'est lui qui a imposé la République islamique dans sa version actuelle !

- Le poids politique des millions d'anciens combattants est donc central pour comprendre l'Iran actuel, phénomène que l'on connaît bien en France où les

² Voir l'ouvrage remarquable et complet sur cette guerre « fondatrice » : Pierre Razoux, *La guerre Iran Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988*. Paris, Perrin, 2013.



anciens « poilus » de 14 ont gouverné jusque dans les années 50 et les membres de la Résistance jusque dans les années 90. L'Iran n'a pas échappé à la règle. Le statut d'ancien combattant a servi de légitimation à ceux qui vont exercer le pouvoir. Anciens généraux, Gardiens de la révolution, jusqu'au petit militant *bassidji*³ qui a passé trois mois sur le front, a obtenu un emploi réservé dans une administration ou une bourse pour faire des études. Tout ce monde forme un réseau hétérogène, souvent divisé, mais solidaire et qui détient une part importante du pouvoir sur tout le territoire, dans tous les secteurs et pour encore de nombreuses années.

En arrière-plan, la confrontation Iran/Arabie Saoudite

³ Milice paramilitaire iranienne fondée en 1979 pour fournir de jeunes volontaires aux troupes d'élite durant la guerre Iran/Irak. Ils sont aujourd'hui actifs dans toutes les activités publiques et forment une branche des Gardiens de la Révolution islamique

Ces trente-cinq dernières années dans la région ont été marquées par l'émergence de l'Arabie Saoudite et des Emirats, ces derniers n'étant indépendants que depuis 1971. Riches en pétrole, ces micro-Etats n'existent pas à vrai dire comme nation. Ils ne sont peuplés que de quelques milliers d'habitants-citoyens liés à des familles royales qui se sont trouvées depuis quelques décennies seulement à la tête de dizaines de milliards de dollars, jusqu'à ne plus savoir comment les dépenser. Construction de palais mirifiques, achat du PSG ou de palaces à Paris, investissements divers ne suffisent pas à entamer les fortunes incommensurables dont elles disposent. Voilà le fait nouveau et non pas l'islam sunnite et la culture arabe de ces populations qui n'a pas changé depuis des siècles, face à l'Iran chiite.

L'explosion économique puis politique de ces monarchies pétrolières et gazières a été permise par le fait que durant des années l'Iran, opposé aux pays occidentaux, a été mis à l'écart du monde et soumis à un embargo économique et politique de fait. En 1953, une situation comparable avait permis le décollage du Koweït, qui a bénéficié des représailles économiques qui allaient

conduire au renversement de Mossadegh⁴ par un coup d'Etat orchestré par la CIA.

De fait, toutes ces monarchies sont devenues des acteurs politiques importants par l'argent du pétrole dont elles disposent, les armes qu'elles achètent, les accords politiques qu'elles passent. Les accords de défense signés avec les pays occidentaux sont d'une importance capitale, car malgré la quantité incroyable d'armes qu'elles achètent, ces monarchies faiblement peuplées ne peuvent assurer seules leur défense. Après la fin du protectorat britannique en 1971, les Etats Unis, mais aussi la France sont directement impliqués dans la défense militaire de ces monarchies⁵ et pas seulement de l'Arabie Saoudite, l'Etat le plus important de la région, le parrain en quelque sorte de toutes ces monarchies⁶.

Parallèlement à l'importance que leur assure le pétrole qui leur a permis d'émerger comme puissance, la défense de l'Islam reste pour ces monarchies un outil indispensable à leur rayonnement et à l'influence qu'elles ambitionnent d'exercer à l'extérieur. Faute d'une société civile assez nombreuse et surtout parce que cette société civile est marginalisée par les familles régnantes, des régimes monarchiques n'ont pas d'autre issue que d'utiliser leur religion – en l'occurrence l'islam sunnite conservateur, souvent wahabite, pour s'affirmer. A cet effet, elles subventionnent les moindres petits groupes qui, par le monde, des Philippines au Nigeria, se réclament de l'islam et prônent le «Djihad» pour combattre les gouvernements non islamiques en place. Ces combattants ont été utilisés à partir de 1979 par la CIA et les USA, pour combattre l'URSS notamment en Afghanistan et l'influence iranienne révolutionnaire. On connaît ce qu'il advint de Ben Laden et aujourd'hui de Daesh, qui ont échappé aux organisations et États qui les ont soutenus, armés et financés à leurs débuts. Aujourd'hui, si ces groupes ont pu devenir indépendants, ils représentent des forces dont on peut juger de la capacité d'engagement militaire. Malgré les craintes qu'ils suscitent dans les monarchies du Golfe, ces dernières hésitent à les combattre car les liens qui les unissent sont

⁴ Premier ministre iranien à l'origine d'une politique sociale progressiste, renversé par un coup d'Etat en 1953 après la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne alors sous contrôle britannique.

⁵ La France a des accords de défense avec le Qatar et les Emirats Arabes Unis, la base américaine de Qatar est la plus importante du monde hors des USA. La cinquième flotte US est basée à Bahreïn. Voir www.irancarto.cnrs.fr :

<http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-060116&l=fr>

⁶ Voir www.irancarto.cnrs.fr :

<http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-060116&l=fr>

anciens et nombreux et pourraient servir à nouveau dans l'avenir.

Il faut surtout noter que ces groupes ne sont pas financés par les Etats, mais par des fondations, des familles, des entreprises familiales liées aux familles régnantes, bénéficiant des rentes pétrolières, mais qui jouissent d'une certaine autonomie. La survie du pouvoir dépendant des rapports de force à l'intérieur des familles régnantes, il est prudent de ne pas créer des oppositions qui pourraient poser problème.

D'un point de vue géostratégique, de part et d'autre du Golfe persique, on se trouve en présence, d'un côté de monarchies arabes sunnites pour la plupart, et de l'autre de l'Iran chiite. Deux gendarmes rivaux pour protéger le Golfe, deux gendarmes très différents l'un de l'autre et qui se font, par acteurs interposés, une guerre souterraine non déclarée mais meurtrière en Syrie, Irak et au Yémen. Cette guerre n'est pas, comme on le prétend ici en Occident, une guerre sunnite/chiite, mais une guerre larvée entre Iran et Arabie Saoudite, une guerre entre deux Etats constitués, représentés à l'ONU, chacun cherchant à garantir ses intérêts en assurant son ascendant sur la région. L'Etat iranien revient dans la concert des nations, et doit trouver sa place face aux monarchies qui ont bénéficié de son « absence ». Ce n'est pas une question religieuse, mais une question politique, entre Etats.

La religion, la langue, la culture, les ethnies sont utilisées, comme toujours, comme outils et armes de guerre pour diaboliser l'adversaire, mais le but du conflit n'est pas la conquête territoriale ou la conversion forcée des autres peuples⁷, mais la suprématie politique régionale ou au moins la définition d'un nouveau modus vivendi, d'une coexistence pacifique entre nouveaux Etats émergents.

Un enchaînement implacable dont les démocrates syriens paient le prix

Les événements qui ont pour cadre la Syrie ne manquent pas de valider cette affirmation. En France, la révolte contre la dictature Assad et la répression qui s'en est suivie a été interprétée comme le signe que ce régime allait tomber comme celui de notre ami Ben Ali ou celui de Moubarrak.

Se présentant, en tant qu'ancienne puissance mandataire, comme l'un des meilleurs connaisseurs de la Syrie, la France allait faire partager son point de vue par les autres pays européens. Ainsi il fut décidé de laisser tomber Bachar, -un ami de la France à qui l'on avait fait l'honneur d'être présent au 14 Juillet- et de soutenir les « rebelles » démocrates qui, s'ils sont des gens

⁷ Certes Daesh cherche à éliminer physiquement tous les chiites et prendre leur territoire, comme cela se faisait aux débuts de l'Islam ou dans l'Espagne d'Isabelle la Catholique...mais les temps ont peut-être changé...

remarquables, des personnes dévouées à la cause de la république, de la démocratie, du développement des droits de l'homme, et forts du soutien qui pourrait leur être apporté depuis Paris, n'en sont pas pour autant des combattants armés en mesure d'affronter, sans se faire massacrer, un régime syrien installé depuis très longtemps et dont on connaissait parfaitement les méthodes brutales.

De son côté, l'Arabie Saoudite allait recevoir cet engagement pris par les Européens comme une aubaine pour faire tomber Bachar el-Assad qui était non seulement héritier du parti Baath, mais aussi allié de l'Iran depuis la guerre Irak-Iran. Le traumatisme politique ressenti dans les monarchies arabes sunnites avec l'arrivée au pouvoir de la majorité chiite en Irak après la victoire américaine contre Saddam Hussein en 2003 avait été considérable. Ce fut vécu comme une « trahison » des Occidentaux qui avaient ainsi construit un « arc chiite » de Téhéran à Beyrouth en passant par Bagdad et Damas, et donnant à l'Iran le cadre de sa future domination. Ce fut un camouflet pour les Saoudiens qui veulent s'imposer comme les défenseurs du « vrai » monde musulman, celui dont ils gardent les Lieux saints... La chute de Bachar, la prise du pouvoir à Damas par des forces arabes sunnites pro-saoudiennes était donc pour l'Arabie une opportunité inattendue pour « briser l'arc chiite ».

Cette politique était soutenue par les Américains qui avaient surtout en tête de couper les relations entre l'Iran et le Hezbollah. C'est ainsi que les multiples groupes radicaux sunnites financés depuis longtemps par les monarchies arabes ont afflué en Syrie. Dès lors, on comprend mieux la présence massive en Syrie de groupes terroristes pro-saoudiens qui ont battu le rappel pour intervenir contre le régime Assad...mais qui s'en sont pris prioritairement aux démocrates qu'ils ont combattus plus violemment encore.

Par une sorte d'alliance objective pour éliminer l'opposition démocrate, le régime syrien n'allait pas hésiter de son côté à libérer de prison les militants islamistes en attendant de voir comment les événements allaient tourner ultérieurement. Les démocrates affaiblis ou éliminés, la voie était libre pour les groupes djihadistes sunnites radicaux, censés en principe combattre El Assad, qui ont pu étendre ainsi leur présence sur une grande partie de la Syrie avant de poursuivre leur action en Irak.

Soutien de l'Iran à Damas

En réponse, les Iraniens, qui ont un accord de défense avec Damas, vont apporter leur aide au pouvoir en place à Damas. Les bonnes relations que les deux pays entretiennent s'expliquent en grande partie par le soutien

financier et politique accordé à l'Iran par la Syrie qui a été le seul pays de la région à ne pas être hostile à Téhéran lors de la guerre contre l'Irak. Comme Téhéran, Damas ait partie du Front du refus contre Israël, mais la raison essentielle du soutien de Téhéran vient de ce que l'Iran ne veut pas que le pouvoir en Syrie tombe entre les mains de leurs rivaux des monarchies arabes, et surtout pas l'Arabie Saoudite. La crainte de l'Iran comme nation, c'est, comme au XIXème siècle, l'encerclement par des forces hostiles avec des gouvernements islamistes radicaux sunnites en Afghanistan (retour attendu des Talebans) et peut-être prochainement à Bagdad.

Pour les Iraniens, Damas, c'est Bagdad, une façon de dire que si Damas tombe entre les mains des Saoudiens, inévitablement c'est Bagdad qui tombera ensuite et pour les Iraniens, cela est inenvisageable pour la sécurité nationale. Les huit ans de guerres Irak-Iran sont dans toutes les mémoires.



Soutien à la Syrie-Affiche des Pasdarans-Mai 2014

Si depuis longtemps, les Iraniens ont toujours été inquiets de l'union de tous les mouvements sunnites les plus radicaux, anticipant en cela la création de Dae'ch,⁸ la politique ultra-chiite et nationaliste menée à Bagdad par le premier ministre Nouri El Maliki,⁹ qui a éliminé politiquement les sunnites, n'a fait que précipiter les

⁸ Acronyme arabe pour l'Etat islamique en Irak et au Levant dont le chef Abou Bakr al-Baghdadi s'est autoproclamé calife après la prise de Mossoul en 2014.

⁹ Ancien premier ministre irakien de mai 2006 à août 2014, date à laquelle il a quitté ses fonctions pour être remplacé par Haider al'Abadi

choses, au point qu'en Irak les sunnites ont pu accueillir Dae'ch en libérateurs... Une situation qui aujourd'hui n'inquiète pas forcément que les seuls Iraniens.

Pour l'Iran, éviter l'encerclement

Pour Téhéran aujourd'hui, l'impératif le plus absolu reste de tout faire pour empêcher l'Arabie Saoudite de contrôler des forces aux frontières de l'Iran et ainsi éviter l'encerclement. C'est la sécurité nationale qui est en jeu, et cet impératif fait l'objet d'un consensus national (le « i » de Iran...) sur lequel se rassemblent 80% des Iraniens alors même que moins de 10% d'entre eux se sentent concernés par la libération de Jérusalem comme le revendiquent les militants islamistes de Téhéran. De fait la force Qods -et même le Hezbollah- est depuis la début engagée sur le terrain contre les djihadistes, et non pas contre Israël. Les enjeux nationaux ont de loin dépassé les ambitions islamistes iraniennes.

Si aujourd'hui les Iraniens soutiennent la Syrie, ce n'est pas pour assurer la survie de Bachar El Assad – qui est pour eux un dictateur qui ne sait pas gérer son pays, massacre son peuple et qui est donc déjà mort politiquement – mais la pragmatisme prévaut toujours à Téhéran et le maintien provisoire de Bachar el-Assad reste pour l'Iran la seule solution réaliste si on veut donner la priorité à l'éradication de Daesh et mettre fin à la guerre civile en Syrie et maintenant en Irak.

Un renversement d'alliances

Les combattants de la force Qods qui devait libérer Jérusalem, aidés par le Hezbollah, et avec l'aide de Kurdes, combattent les djihadistes, des musulmans sunnites : une redistribution des cartes que n'avaient pas forcément prévu les Occidentaux.

L'Arabie Saoudite et les monarchies arabes n'ont pas les moyens – ni peut-être la volonté - de contrôler les groupes djihadistes qui en profitent pour mener leurs actions de façon autonome et jouer leur propre jeu. Une erreur qui cependant aurait pu être évitée si l'on avait voulu tirer les leçons de l'expérience Ben Laden, expérience qui aurait dû inspirer une méfiance certaine à l'égard des groupes djihadistes sunnites.

Guerre religieuse ou instrumentalisation des religions

Faire référence encore aujourd'hui à une guerre sunnite/chiite relève de l'imposture. Cela n'a aucun rapport même si les invectives sont des plus

outrancières, chiites, chrétiens, yazidis¹⁰ étant communément traités de chiens. Dans une guerre, il faut toujours cibler un ennemi qui doit avoir nécessairement une « sale gueule » et qui doit être porteur de toutes les tares. Il n'y a pas de meilleur vecteur que la religion pour annihiler l'Autre et le combattre. « Gott mit Uns », Dieu avec nous, vieille devise prussienne qui sera reprise par la Wehrmacht.

En la circonstance, l'ennemi des « sunnites » c'est l'Iran, la nation iranienne, que l'on réduit pour la circonstance à sa seule identité « chiite ». Il ne fait aucune doute que l'Arabie Saoudite et ses alliés – et non pas « les Sunnites »- veulent contenir l'Iran et éviter *de facto* que ce pays ne revienne dans le concert des nations. Tous les moyens sont bons pour arriver à cette fin, même le massacre des Syriens et Irakiens.

Pour l'Arabie Saoudite ou le Koweït la situation est d'autant plus difficile que se dissipe la peur d'un « impérialisme iranien » dominant la région avec sa bombe atomique. Les négociations sur le nucléaire sont en train de mettre fin à l'ostracisme à l'encontre de l'Iran et annoncent un retour de ce pays sur la scène internationale. Malgré le report de l'accord le 24 novembre 2014, le point de non retour semble atteint. Iran et Etats Unis discutent directement et le programme nucléaire iranien, sous contrôle de l'AIEA est gelé depuis un an. La normalisation entre les deux pays prendra du temps, mais la dynamique semble irréversible. Une perspective vécue comme catastrophique pour les monarchies qui ont vécu tranquillement durant ces trente-cinq années de mise au congélateur de l'Iran et qui se trouveraient dans l'obligation de « partager le gâteau ». Si l'Arabie Saoudite se refuse à tout dialogue avec Téhéran, certains émirats cherchent à préserver leur avenir entre leurs deux puissants voisins. Le Koweït, Oman et surtout Qatar multiplient les démarches de rapprochement dans tous les domaines, mais sans que cela ne se traduise encore par un rapprochement politique face au djihadisme.

Mettre fin à la confrontation

Dans tous ces pays, mais surtout en Iran, en Irak et en Syrie mais aussi en Arabie Saoudite, au Qatar, on est en présence de tout un ensemble de personnes, enseignants, ingénieurs, employés qui - qu'ils soient chiites ou sunnites- ne se déterminent pas pour autant en raison de cette appartenance confessionnelle. Fondamentalement, ils se vivent en fonction de leur activité professionnelle, de leur situation familiale : ils ont des enfants qui étudient le français ou l'anglais. Ils

¹⁰ Membres d'un courant religieux plongeant ses racines dans l'Iran ancien. Ils forment un groupe ethnique kurde

forment de fait une classe moyenne dont les aspirations ne sont pas prises en considération.

Aux Etats-Unis par contre, l'identité est déterminée en termes ethniques : on est soit blanc, soit noir, soit hispano. La religion reste également un facteur discriminant important.

Lorsque les Américains ont pris *de facto* le pouvoir en Irak, ils ont entrepris de discuter avec les Kurdes, les sunnites, les chiites pris en tant que communautés et pas en tant que citoyens, mais ils ont surtout oublié ou combattu les habitants de Bagdad. Plus de cinq millions d'habitants sur vingt-cinq où se mélangeaient toutes les ethnies, cultures, religions, professions, tous les groupes sociaux dont une classe moyenne moderne qui a été marginalisée et éliminée au profit d'une vision sectaire de la politique.

De même en Syrie, on n'a pas voulu voir que, malgré le régime politique, particulièrement à Damas, les chrétiens existaient pleinement et participaient à la vie du pays. Une bourgeoisie moyenne se développait, aujourd'hui littéralement écrasée, elle n'a plus de véritable poids politique. Sommés de choisir leur camp, un couteau sous la gorge, de se déterminer comme sunnite ou chiite, ses membres partent en exil dès qu'ils le peuvent, et certains se retrouvent même réfugiés à Calais.

Des contrats ... pour acheter le silence

Nous sommes là, aujourd'hui, pays occidentaux, en train de faire un choix entre celui qui est bon musulman, mauvais chiite, bon kurde alors que la France n'a aucune compétence pour décider qui est bon musulman, mauvais chrétien, bon Juif.

Par contre, lorsque le président de la République française rencontre les autorités de Riyad, lorsque son ministre des Affaires étrangères rencontre son homologue saoudien, ils ont la possibilité de parler et de négocier, d'imposer des rapports de force. Est-il impossible d'exiger que l'Arabie Saoudite commence à

contrôler les forces qu'elle a subventionnées pendant des années pour éviter qu'elles ne massacrent les Syriens et Irakiens comme elles le font. Je ne parle pas de ceux qui financent ou soutiennent de fait ceux qui combattent nos soldats au Mali. On est face à 300 000 morts, une des plus grandes catastrophes humanitaires depuis un demi-siècle et, en la circonstance, les réactions du Quai d'Orsay sont des plus timides et des plus insignifiantes :

dire qu'il faudrait changer de politique envers les monarchies arabes, cette « menace » encore toute virtuelle ne semble pas de nature à les intimider ni à les amener à cesser de subventionner les groupes terroristes... Ce n'est pas le moment de se fâcher avec ces pays amis lorsqu'il y a aujourd'hui en jeu des contrats de plusieurs milliards de dollars, notamment en armement.

Aujourd'hui, la question fondamentale est de savoir si les classes moyennes, les bourgeoisies moyennes ouvertes à la culture mondiale, dont beaucoup de membres ont été formés chez nous, ont encore une certaine influence ; si elles ont encore la volonté ou la possibilité d'inciter leurs Etats à faire la paix, ou du

moins de trouver les conditions à l'instauration de rapports plus apaisés.

Très concrètement deux Etats émergents, l'Iran et l'Arabie saoudite, se font face. Ils peuvent s'entendre pour coexister ou, pour assouvir leur rivalité, avec l'aide des grandes puissances, pousser à la guerre les populations du Sud Yémen, de Syrie, de Palestine ou d'Irak, en se cachant derrière la fatalité des anciennes divisions religieuses, instrumentalisées pour mieux tuer. Le rôle des pays occidentaux est utile et même indispensable pour limiter l'antagonisme et favoriser une coexistence pacifique.■



Transcription Y.M. & A.V.

Intervention revue par l'auteur et publiée avec son autorisation

Photos droits réservés

Carte p.37 source irancarto.cnrs.fr

L'instrumentalisation du religieux dans une nouvelle construction du « eux » et « nous »

L'Islam comme nouvel ennemi

Légitimation des interventions extérieures et des politiques xénophobes à l'intérieur

Intervention de Saïd Bouamama

Sociologue, militant au FUIQP (Front uni des Immigrations et des Quartiers populaires) il a conduit de nombreux travaux sur les processus idéologiques à l'œuvre dans les conflits, au niveau français comme au niveau international, et plus particulièrement sur les justifications propres aux dominations.

Il est l'auteur notamment de Figures de la révolution africaine de Kenyatta à Sankara (Zones, 2014), Les Discriminations racistes, une arme de division massive (l'Harmattan, 2011), La manipulation de l'identité nationale - Du bouc émissaire à l'ennemi intérieur (Cygne, 2011)

La référence à l'Islam est aujourd'hui récurrente dans nombre d'analyses et structure pour une bonne part le paysage idéologique qui est le nôtre. Cette question sensible au vu des réactions qu'elle provoque n'est pas innocente, et, comme les autres intervenants, je considère qu'il y a très peu de religieux dans tous ces événements auxquels on a affaire en la circonstance.

Pour appréhender le phénomène, le mieux est de faire appel au vieux réflexe de contextualisation, contextualisation historique, économique mais également géostratégique.

Je commencerai donc par souligner quelques éléments qui me semblent incontournables et qui vont m'amener à critiquer les explications que l'on nous assène au niveau médiatique et politique et qui se trouvent parfois reprises par le monde à prétention savante.

Disparition du monde bi-polaire et exacerbation des contradictions

En premier lieu, il s'agit de se pencher sérieusement sur cette grande transformation qu'a représentée la disparition du monde bi-polaire après la chute des pays de l'Est et dont on n'a pas fini de saisir les effets

systémiques directs ou indirects. Ce monde bi-polaire a structuré et organisé les équilibres régionaux et continentaux. La disparition de cet équilibre vient questionner nos approches de ce qui se joue dans le monde actuellement et ce quelle que soit l'analyse que les uns et les autres ont pu faire de cette période de l'humanité. C'est un élément clé.

Un des premiers effets va être l'exacerbation d'une concurrence entre grandes puissances que l'existence d'un ennemi commun avait réussi à contenir jusque là. En un mot cette tension bi-polaire faisait que les contradictions internes aux Etats-Unis et à l'Europe, à l'intérieur même de l'Europe, étaient réfrénées, canalisées.

Aujourd'hui, on ne peut comprendre certains conflits sans prendre en compte le jeu de chacune des grandes puissances, de la France, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne...

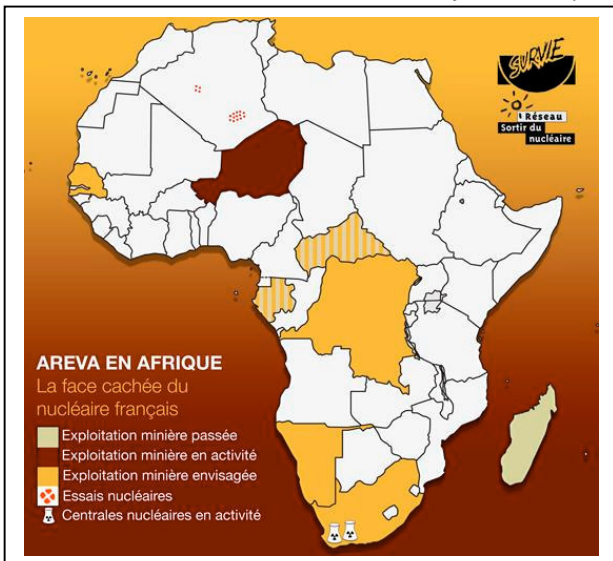
On ne peut rien comprendre par exemple au conflit algérien de la décennie 90 – une guerre prétendument civile- si on ne prend pas en considération les soutiens successifs, apportés à des moments différents, à des groupes qui utilisaient l'Islam à des fins politiques et si l'on n'établit pas de relation avec l'enjeu que représentent le gaz et le pétrole algériens.

Enjeux économiques et déstabilisations

La maîtrise d'espaces bien spécifiques, essentiels à leur développement, représente pour les puissances économiques une véritable nécessité dans le système actuel. Force est de constater que les lieux de tensions, les lieux de conflits, de déstabilisation ne sont pas situés n'importe où géographiquement. Deux espaces peuvent être définis :

- En premier ceux liés au pétrole et au gaz. Autour de ces lieux, on assiste à un certain nombre de déstabilisations, d'interventions, de conflits précédés ou accompagnés de discours idéologiques qui les justifient. Les Etats-Unis ne cachent d'ailleurs pas leur stratégie, puisqu'ils affirment qu'il faut redessiner la carte du Moyen-Orient. Le livre de Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier : La suprématie américaine et ses impératifs géostratégiques*, fourmille d'informations attestant de la poursuite systématique de cette stratégie au travers des crises successives de la région.

- Le second espace de déstabilisation est l'Afrique. Ce continent joue sur le plan des minerais stratégiques – le lithium, le coltan, l'uranium – le rôle que joue le Moyen-



Orient pour ce qui concerne le pétrole et le gaz. Sans pour autant considérer que l'on est en présence d'un complot mondial, - une vue simpliste, réductionniste et forcément inexacte des situations-, la série de déstabilisations que connaît l'Afrique n'est pas le fruit du hasard. Si l'on considère la stratégie des grandes puissances, leur intérêt se focalise sur des espaces précis riches en matières premières dans lesquels elles n'hésitent pas à déclencher des conflits et des guerres pour s'en assurer le contrôle. Pour ce faire, elles ne vont reculer devant aucun moyen, et souvent de façon cynique, s'appuyer sur des contradictions existantes, des contradictions historiques lointaines mais qui pour la circonstance seront revivifiées, réactualisées,

instrumentalisées -la destruction de l'Etat syrien, de l'Etat irakien ou afghan montre à quel point des contradictions, désactivées ou jusqu'à lors neutralisées, peuvent être réveillées et provoquer la décomposition ou le démantèlement des structures antérieures.

Ce besoin des grandes puissances de rebattre à leur profit un certain nombre de cartes n'est pas étranger à la survenue de crises et à la déstabilisation que connaissent des pays ou des constructions étatiques qui, sans devoir être idéalisés, avaient réussi à trouver un équilibre et une stabilité leur permettant d'exister et de défendre leurs intérêts nationaux.

L'offensive ultra libérale

Faisant suite à la disparition du monde bi-polaire et à l'exacerbation des conflits, l'offensive ultra libérale est le troisième élément dont il faut tenir compte. Cette offensive que l'on a pu qualifier de monétariste a commencé dans les années 70 et s'est accélérée après la chute des pays de l'Est. Elle a des conséquences très concrètes dans bien des conflits d'aujourd'hui.

- La mise en place de plans d'ajustement structurel a eu pour effet d'appauvrir massivement et même de ruiner des Etats sommés de rembourser indéfiniment une dette illégitime.

- Les ravages sociaux provoqués par ces plans d'ajustement structurel sont immenses. La contamination par le virus Ebola a révélé l'inexistence de services sanitaires capables d'intervenir, services qui existaient dans les années 70-75 mais qui ont été démantelés au Mali, en Guinée, comme dans d'autres Etats, pour répondre aux exigences des institutions financières internationales. Avec la réapparition d'un certain nombre de pandémies directement liée à ce processus de paupérisation des Etats, le danger existe de voir des raisons humanitaires servir de prétexte à des interventions d'une nature toute différente ... !

- Le système de la dette et de son remboursement qui exige que l'on fasse des économies dans les services publics, en somme que l'Etat soit soumis à une cure d'amaigrissement, selon l'expression que répètent à l'envi les experts, montre ici son inefficacité et ses conséquences néfastes.

Dans des pays déjà pauvres et frappés par les rapports d'inégalité Nord/Sud, ces politiques d'ajustement structurel poussées à l'extrême ont déchiré profondément le tissu social et conduit les sociétés civiles au bord de l'éclatement. Dans de très nombreux endroits, et même en tenant compte de l'hétérogénéité d'un pays à l'autre, ces plans ont fait basculer les populations d'un état de pauvreté relative à la misère la plus insupportable.

L'apparition de gourous, de sectes n'est pas étrangère à ce basculement et à cette déstructuration sociale qui ne fait que s'amplifier. Dans des Etats affaiblis, ces sectes,



ces groupements sectaires, souvent vecteurs des intérêts de telle ou telle puissance, ne peuvent que se développer et prendre de l'importance jusqu'à contrôler d'immenses territoires.

Emergence de nouvelles puissances

Le quatrième élément est l'arrivée dans la sphère de l'économie mondiale de nouveaux acteurs –les pays émergents- et particulièrement de la Chine qui offre sur le marché international des conditions de contrats, de commerce, d'investissements plus avantageuses, des conditions qui la rendent plus attractive. Aussi la Chine a-t-elle su attirer à elle les dirigeants de nombreux pays africains (indépendamment de leur hétérogénéité) et même d'Amérique latine et développer avec elles des relations commerciales plus satisfaisantes.

La Chine et les autres émergents concurrencent directement les positions acquises antérieurement par les grandes puissances et les remet en cause –celles par exemple de la France dans son pré carré où des contrats léonins très avantageux pour elle, sont signés au mépris des intérêts nationaux des pays africains et de leurs populations.

Suscitée par la pénétration économique de la Chine, la peur des grandes puissances déjà établies de perdre des marchés, est un élément sur lequel on ne peut faire

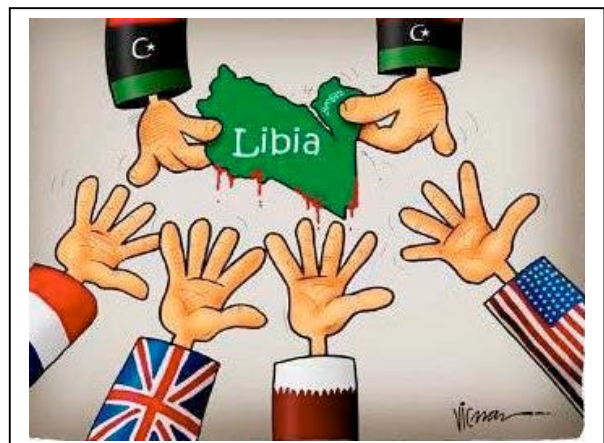
l'impasse. Seule ou conjuguée à d'autres éléments, cette peur est l'une des causes de la déstabilisation de certains pays –c'est le cas du Mali, de la Côte d'Ivoire- après que ces pays ont passé des accords avec les Chinois et les Brésiliens. Certes il faut se méfier de toute analyse mécaniste, de tout automatisme dans l'engrenage des causes et des effets, cependant il est important de ne pas perdre de vue cette donnée.

Un système en crise

Il serait vain de croire que l'on a affaire à une série de crises, l'une ici, l'autre à côté, l'une présente, l'autre passée, la troisième à venir, qui n'auraient rien de commun, chacune indépendante des autres. Ce qui caractérise la période présente, c'est le caractère systémique de ce qui se passe, c'est tout un système qui est en crise.

L'exemple de la Libye est révélateur et on n'a pas fini de mesurer les conséquences de la destruction de ce pays. Depuis, des armes circulent, des groupes interviennent dans le Nord du Mali ou dans le Sud algérien. L'intervention a favorisé le développement d'une sorte de cancer avec la multiplication de métastases qui prolifèrent, ou plutôt que certains groupes diffusent en profitant souvent de l'affaiblissement des Etats. Preuve s'il en est que la destruction des équilibres historiques, lorsqu'elle ne provient pas d'une dynamique interne à la société mais d'une intervention de forces extérieures ne produit que rarement les résultats escomptés et, disant cela, il n'est pas question de couvrir de vertus l'ancien régime en place.

Tout à l'heure, à propos du Pakistan, il a été dit que ce pays exportait vers l'Irak, mais aussi vers la Syrie, ses



« talibans » les plus excités. Des opérations tout aussi tortueuses ne sont pas rares qui amènent souvent à ce que l'on ferme les yeux sur les agissements de ceux que l'on a combattus la veille parce qu'ils peuvent servir nos intérêts maintenant. Avec cynisme, nos ennemis d'hier deviennent nos amis d'aujourd'hui et inversement.

L'Islam, nouvelle frontière

De nos jours, s'il est impossible de comprendre les crises qui secouent des régions entières sans les analyser dans un cadre global, en dehors des interactions qu'elles entretiennent entre elles, il faut cependant remarquer qu'il est un élément commun à bien de ces crises : dans chacune d'elles, il est fait référence à l'Islam, une référence présente dans tous les discours auxquels nous sommes soumis.

Que l'on regarde ce qui se dit sur la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan, dans toutes ces situations, on assiste à la construction d'un nouvel ennemi, d'une nouvelle frontière, une frontière religieuse. A cet effet, on va interpréter de manière religieuse des conflits qui sont avant tout économiques, politiques, sociaux, territoriaux -en tout cas qui sont d'un autre type, d'une autre nature, d'un autre ordre.

Sur tous ces conflits, on va plaquer une même grille de lecture, on va en quelque sorte les « religiosiser » ce qui revient à les absolutiser. Instituée en lieu et place des frontières antérieures, cette nouvelle frontière religieuse a une double fonction : celle d'homogénéiser et celle de distinguer à l'intérieur de chacun des peuples ici et là-bas.

Ici, homogénéiser l'essentiel de la population française face à un danger supposé et ce danger, c'est le musulman qui remplace la figure du dangereux communiste.

Comme il faut tout de même impliquer dans cette opération une partie des populations issues de l'immigration, on va inventer une distinction entre le musulman « modéré », -le « bon »- et le musulman « radical », forcément le « mauvais », distinction qui présente l'avantage de ne pas apparaître comme caricatural quand on parle des musulmans. Cette homogénéisation peut se résumer par la formule « Nous sommes tous dans le même bateau ici », ce qui permet de masquer tous les autres clivages et évite que ne soit pris en compte ce qui peut nous distinguer au niveau social, politique, économique.

L'autre avantage de cette opération, c'est que l'on a fabriqué une catégorie nouvelle, celle des musulmans radicaux, une catégorie qui présente l'intérêt d'être à géométrie variable du lundi au vendredi. Le lundi, ce sont ceux qui appellent explicitement au « djihad militaire », et

le vendredi ce sera la femme voilée... Avec évidemment toute la confusion nécessaire pour que s'opère l'amalgame entre les deux.

Ce concept de musulmans radicaux s'applique aussi en tout lieu où éclatent les conflits : là-bas, on aura d'un côté les bons musulmans qu'il est de notre devoir de soutenir, et de l'autre les radicaux qui sont irrationnels qu'il faudra aller combattre à tout prix.

Par son simplisme, cette grille d'explication binaire présente un grand intérêt : elle amène à ne plus réfléchir aux causes et aux contradictions qui existent alors que pour n'importe quel autre conflit, on chercherait, à trouver l'enjeu, à comprendre s'il est économique, stratégique, s'il n'est pas lié à une question ethnique. En plaquant une grille religieuse, on rend inaudibles toutes ces autres explications possibles.



Processus de construction de l'image du musulman : le « eux » et le « nous »

Savoir comment cette nouvelle frontière, cette nouvelle image du musulman peuvent être construites permet de mettre en évidence quatre processus idéologiques à l'œuvre en la matière -je vous renvoie à un article que j'ai publié il y a quelques semaines « La fabrication médiatique du djihadiste »¹- et je me permets de les rappeler rapidement.

- Le premier est le processus d'essentialisation de l'Autre et de soi. Le comportement des autres, des musulmans ne va plus être expliqué à partir des contradictions économiques, politiques ou autres mais à partir d'une essence, l'Islam, un Islam qui est forcément comme cela, qui fonctionne forcément comme cela.

Ce processus, poussé à son terme, ne peut qu'également mener à l'essentialisation de soi. Ainsi, contrairement à l'Islam qui est utilisé à des fins politiques, nous serions protégés par la religion catholique, qui aurait en elle, par essence, une capacité qui lui permettrait d'éviter la barbarie.

Ainsi se trouvent essentialisés un « eux » et un « nous » et cette essentialisation passe bien entendu par la négation de toutes les différences entre nous ici, et

¹ Cf. bouamamas.wordpress.com

d'autre part par la négation de toutes les différences entre musulmans là-bas. Au mieux, on saura qu'il existe les sunnites et les chiites, mais les différences au sein même des sunnites, au sein même des chiites sont totalement ignorées comme le sont les différences économiques, politiques ...

Ce processus d'essentialisation fabrique un « nous » et un « eux » musulman homogénéisé ... une réduction inévitablement porteuse d'incompréhensions et de conflits.

- Essentialiser ne suffit pas et on va poser le principe d'une différence, d'une frontière absolue entre « eux » et « nous ». C'est l'objet du deuxième processus. Il n'est pas question de « nous » comparer un tant soit peu à « eux », il faut absolutiser la différence. On ne peut être comparés à ces barbus qui égorgent les enfants. La mise en scène médiatique de cette violence va diffuser dans nos imaginaires, dans nos inconscients, dans l'opinion publique l'idée qu'« ils » ne sont pas comme « nous », qu'« ils » ne pensent pas comme « nous » jusqu'à nous faire oublier que tout aussi barbare a été l'histoire européenne d'un passé somme toute récent et que dans « nos » hôpitaux psychiatriques, il est des gens capables de commettre de pareilles atrocités.

Partout, ici, là-bas, ailleurs, des discours politiques, des discours de révolte peuvent conduire à des comportements tout aussi barbares. Cette focalisation sur l'Islam comme porteur d'une différence absolue a besoin d'être interrogée et cette stigmatisation n'est pas sans conséquences ici entre Français en fonction de leur origine, et cela ne concerne pas uniquement les jeunes.

- Le troisième processus vise à présenter les comportements des musulmans comme irrationnels. « Nous », nous sommes du côté de la rationalité, « eux » sont réellement incompréhensibles. L'exclamation « Ah ! Il s'agit encore de djihadistes ! » suffit à expliquer les situations, comme si le phénomène djihadiste ne s'analysait pas par des facteurs économiques, sociaux, politiques, géostratégiques.

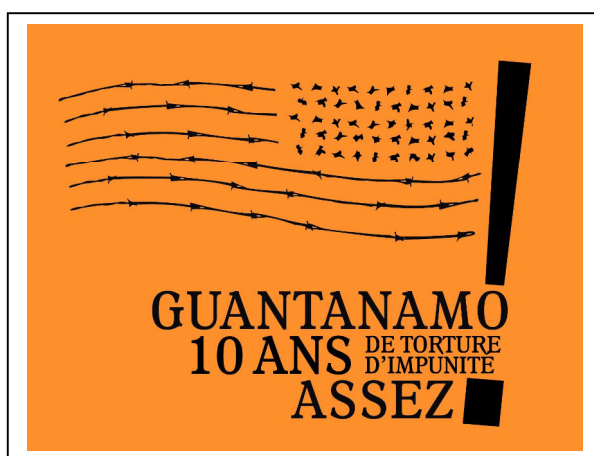
La mise en avant de cette grille de lecture selon laquelle « eux » sont irrationnels en découplant cette explication des autres causes, nous empêche d'envisager les situations dans leur complexité. Une démission de la pensée, un renoncement à l'intelligence des choses, d'autant que les émissions de télévision ne nous aident guère à saisir les phénomènes, tout à la fois dans leur globalité et dans leurs spécificités propres.

- Tout cela va se trouver amplifié par le processus de production de la peur. Dans les médias, pour traiter des événements d'Afghanistan, du Pakistan, du Moyen-Orient, et pour pallier l'absence d'explications sereines ou de questionnement sur le fonctionnement du monde, seule est proposée une dramatisation dans laquelle le ton employé pour les commentaires ne peut que générer la peur.

Dès lors, il faut s'interroger plus avant sur la fonction sociale de ce nouvel ennemi, le musulman tel que construit par les médias, homogénéisé, essentialisé, irrationnel, ce musulman qui fait peur alors que le musulman réel n'est pas celui-là, il est divers, il est multiple, et porte différents projets politiques.

Au plan extérieur, ce musulman essentialisé, fantasmé, ce mauvais musulman représente une incontestable aubaine pour justifier les interventions que nos intérêts économiques appellent, des interventions décidées bien entendu pour soutenir les « bons » qui, au gré de nos avantages, peuvent être les femmes, les minorités ...

Cela permet également de nous autoriser des comportements qui nous apparaîtraient, dans d'autres circonstances, comme illégitimes et provoqueraient immédiatement l'indignation.



Il est assez frappant que lorsque l'on a appris les tortures à Guantanamo, immédiatement à la télévision, tous ces « ogues », « politologues », « islamologues », qui nous expliquent le monde en trente secondes, ces nouveaux experts ont trouvé légitime ce qui se passait à Guantanamo ... pour les plus anciens ici, cela doit certainement leur rappeler la guerre d'Algérie ! Il faut relire comment le général Auseres justifiait la torture. Quand on installe la peur, quand la peur est là, présente, c'est la déraison qui s'installe.

En Afrique, au Moyen-Orient, c'est à l'ombre de cette peur qu'on redessine tranquillement les cartes géostratégiques, qu'on va s'autoriser à couper des nations en deux, le Soudan par exemple et que penser du démembrement de l'Irak ! Face à un danger tellement irrationnel, tellement incompréhensible, on va accepter que l'on intervienne n'importe où, n'importe comment.

Des conséquences néfastes

La construction du « eux » et du « nous » ne va pas rester sans effets sur la société française. Sur le plan intérieur, trois conséquences méritent d'être soulignées :

- En tout premier lieu, c'est le développement de l'islamophobie. On ne peut, pendant trente ans, véhiculer des images qui essentialisent l'Islam, qui homogénéisent

le musulman, le présentant comme sauvage, barbare, dangereux et irrationnel et être étonné que le Français moyen développe face à ces images des réactions de peur et de rejet. L'islamophobie n'est pas un virus qu'aurait contracté le peuple français, c'est le résultat de trois décennies de construction médiatique. On ne pourra éradiquer cette forme de racisme que si on arrête de diffuser ce genre de représentations du musulman. Et pour tous ceux qui sont engagés comme moi dans la lutte contre l'islamophobie, il est temps que ce phénomène soit considéré comme la forme contemporaine du racisme.

- La deuxième conséquence, c'est la construction qui s'inscrit dans la durée d'une identité essentialiste de la nation française. C'est l'idée que face à ce « eux », « nous », par nature, on est vraiment des démocrates. Les concepts sont brouillés, ce dont profite l'extrême droite pour se dédouaner en quelque sorte. La laïcité qui était à gauche est instrumentalisée... Extraordinaire pour qui connaît l'histoire de l'extrême droite, qu'elle puisse se revendiquer comme laïque ! De la même façon cette construction du musulman va lui permettre d'apparaître comme le défenseur du droit des femmes, de leur émancipation.

L'essentialisation de l'identité française, et plus largement occidentale, est le résultat de tous les processus que j'ai tenté de décrire. Il n'y a rien de pire pour une nation que lorsqu'une identité est essentialisée, parce que cela entraîne nécessairement le rejet de toutes les différences.

Si l'on ne casse pas ce processus, si l'on ne réintroduit pas de l'identité historique, politique, si on ne favorise pas l'interculturel, le multiculturel, toutes ces interactions possibles et fécondes, si cette identité multiple n'est pas revitalisée et que l'on s'obstine à considérer une « essence » française différente des autres essences, on court à la catastrophe. Et tous ceux qui pensent qu'avec le temps le racisme va disparaître se trompent lourdement.

- La limitation des droits est la troisième conséquence. Angela Davis a étudié avec soin ce processus aux Etats-Unis et ses derniers textes nous montrent comment la lutte contre le terrorisme a pu représenter une aubaine pour justifier toutes les lois liberticides. On peut, sous ce prétexte, contrôler n'importe qui, n'importe quand et s'autoriser des perquisitions qui étaient illégales auparavant. Dans le souci d'être protégés, on a accepté que toute une série de droits se voient réduits, des droits pour l'obtention desquels on s'est battu par le passé, pour lesquels des militants se sont engagés parfois

jusqu'au sacrifice. Et ces droits, on est prêt à les abandonner parce que la peur a été installée.

Un ensemble de régressions qui appellent à réagir

L'ensemble de ces processus, de ces stratégies idéologiques ont produit au moins trois résultats principaux.

- Le premier est que l'on se retrouve avec un mouvement pacifiste complètement désarmé alors qu'il y a peu encore, il était capable, lorsqu'il y avait une intervention militaire, d'organiser des débats, de produire des idées, de mobiliser pour des manifestations. Pour la première fois depuis des années, les interventions au Mali, en Côte d'Ivoire n'ont donné lieu à aucune réaction. Nous interroger sur la façon dont nous avons été désarmés idéologiquement s'avère indispensable.

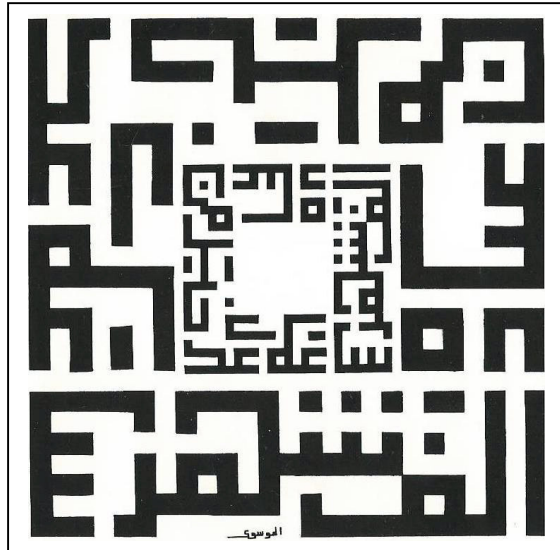
- En deuxième lieu, l'islamophobie a réussi à diviser les classes populaires non pas à partir d'un vrai problème de divergence idéologique – ceux qui ont un lien familial, culturel, personnel avec l'Islam ne font évidemment pas partie de la grande bourgeoisie française- mais essentiellement sur des présupposés religieux et une construction d'un « eux » fantasmé.

- Une demande d'autoritarisme qu'il ne faut cependant pas exagérer, mais qui mérite qu'on s'en « pré-occupe ». La crainte d'un danger favorise toujours pareille demande. On ne peut analyser la montée du phénomène Marine Le Pen sans prendre en compte cette déstabilisation globale qui a brouillé bien des repères. En prétendant qu'elle possède « la » solution, elle ne peut qu'attirer à elle tous ceux qui pensent que l'autoritarisme vaut mieux qu'une société « laxiste ».

Les enjeux sociaux se définissent de plus en plus au niveau de la planète. La bataille ne se mène pas seulement par des grèves, des affrontements, des luttes, des guérillas, elle se mène de manière aussi importante sur le plan conceptuel, sur le plan des grilles explicatives de lecture qui appellent à bien cerner les problèmes et à réagir sans se tromper d'adversaires.

Il est grand temps de s'interroger sur la façon de redévelopper les vieux réflexes qui consistent non pas à se référer à des explications religieuses ou de type ethnique ou culturaliste mais à rendre intelligibles les situations par leurs véritables causes, qu'elles soient économiques, sociologiques ; géostratégiques. Et en ce domaine toutes les voies méritent d'être explorées plus à fond pour nous préparer à réagir plus efficacement. ■

Transcription Y.M. & A.V..
Intervention revue par l'auteur et publiée avec son autorisation



Une heure de justice vaut mille mois de prière